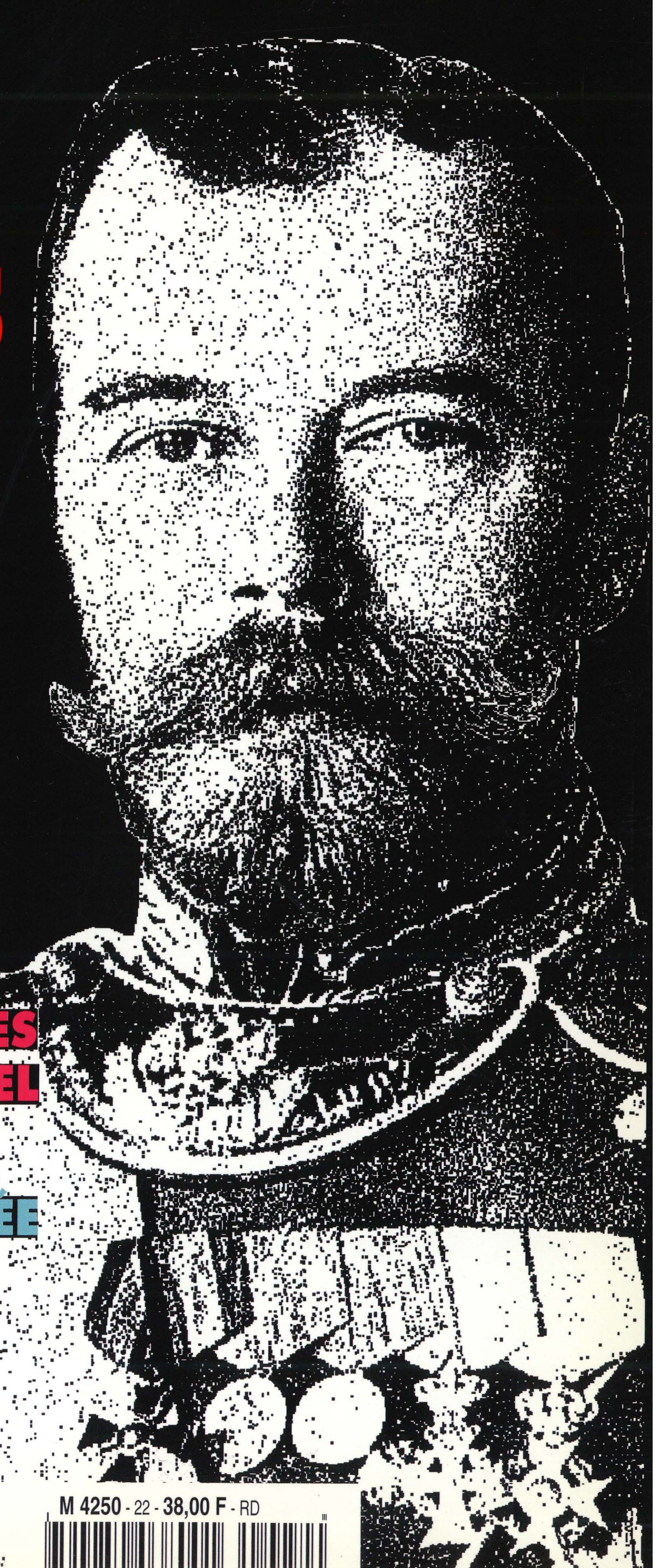
ENQUÊTE SUR

l'histoire

Août – Septembre 1997 ▲ N° 22 ▲ 38 F

LA FRANCE EST-ELLE LA FILLE AÎNÉE DU COMMUNISME ?
Entretien avec Stéphane Courtois



LES RÉVOLUTIONS DE 1917

ET LES RÉSISTANCES AU COMMUNISME

L'ABDICATION DE NICOLAS II ET LA FIN DU TSARISME

LÉNINE PREND LE POUVOIR KERENSKI PERD LA PARTIE

LES BLANCS CONTRE LES ROUGES DENIKINE, KOLTCHAK, WRANGEL

WEYGAND À VARSOVIE COMMENT L'EUROPE FUT SAUVÉE

LES MAQUIS ANTISOVIÉTIQUES UNE HISTOIRE SECRÈTE

LES ÉTUDIANTS DE DROITE QUARTIER LATIN 1950-1960

M 4250 - 22 - 38,00 F - RD

S O M M A I R E

Les révolutions de 1917
et les résistances au communisme


TALLANDIER
Raspoutine.


DR
Le général Wrangel.



AFP
Manifestations parisiennes pour la Hongrie en 1956.

En couverture : Nicolas II


SIPA PRESS

Directeur de la Rédaction : **Dominique Venner**
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

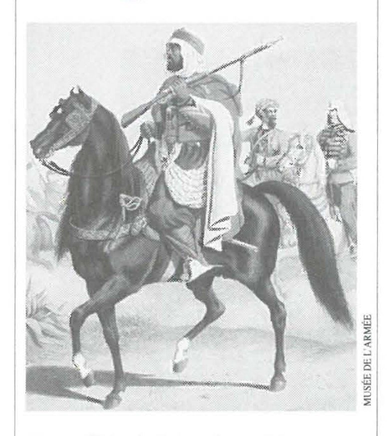
Ont collaboré à ce numéro :
Jacques Berrel, Jean Bourdier, Guy Chambarlac, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Stéphane Courtois, Arnaud Guyot-Jeannin, Arnaud Imatz, Jean Kappel, Oleg Kobtzeff, Georges Laffly, Macha Manski, Jean-Jacques Mourreau, Raymond Muelle, Alain Sanders, Dimitri Stolypine, Virginie Tanlay, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner, Guillaume Vitautas.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

EXPOSITIONS

Les Spahis


MUSÉE DE L'ARMÉE

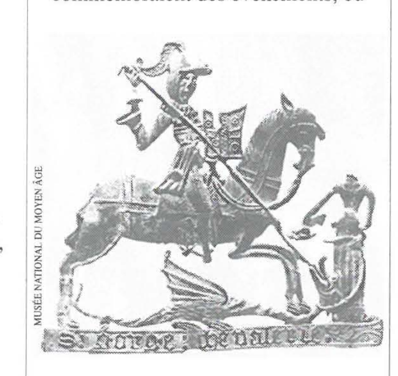
Sous-officier indigène des spahis réguliers de Bône.

Tout a commencé avec la conquête de l'Algérie (qui ne portait pas encore ce nom). Après le débarquement à Sidi-Ferruch en juin 1830, des unités d'auxiliaires indigènes, les zouaves – du nom des tribus Zouaouas d'où étaient originaires les premiers éléments – ont été créées. Les zouaves étaient des fantassins. Par la suite, certains ont été mis à cheval pour constituer des unités autonomes baptisées – d'après un terme turc – spahis. On comptait en 1845 trois régiments de spahis algériens, à Alger, Oran, et Constantine, auxquels plus tard s'ajoutèrent des spahis tunisiens et marocains. Un détachement de spahis sera envoyé en Crimée en 1854. En 1870, quelques unités de spahis viendront combattre en France. Les spahis ont pris part aux deux guerres mondiales. En 1914-1918, des régiments de spahis se sont retrouvés à la fois sur le front français et sur le front d'Orient – notamment à Uskub. En 1940, six régiments spahis ont fait face dans les Ardennes à l'offensive allemande. D'autres ont participé en 1942-1945 aux campagnes de Libye, de Tunisie, d'Italie, de France, d'Allemagne. De 1954 à 1962, huit régiments de spahis ont assuré le « maintien de l'ordre » en Algérie. L'armée d'Afrique a abrité jusqu'à 19 unités de spahis. La plupart s'est maintenue jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Mais aujourd'hui, le 1er régiment de spahis de Valence en est le seul dépositaire. Une exposition à travers des pièces d'uniforme – des burnous, des bédaïas, des chéchias, des gandourahs... –, des armes, des étendards, des fanions, ou encore des gravures ou des clichés d'époque, retrace l'histoire de ce corps d'élite.

Les spahis, cavaliers de l'armée d'Afrique. Musée de l'armée. Hôtel national des Invalides. 129, rue de Grenelle 75007 Paris. Tél : 01 44 42 37 67. Jusqu'au 3 novembre.

« Enseignes » et insignes médiévaux

Apparues au XIIe siècle – et encore très répandues au XVIe siècle, avant d'être supplantées par les médailles religieuses –, les « enseignes », ou insignes, étaient des sortes de broches de plomb et d'étain, que les pèlerins, de retour des grands sanctuaires (Saint-Jacques-de-Compostelle, le Mont-Saint-Michel, mais aussi Luzarches, Vendôme...), arboraient à leur chapeau ou à leur cape. Louis XI en était friand. Au XIVe siècle, des « enseignes » profanes firent leur apparition. A la fin de la Guerre de Cent Ans, les « enseignes » politiques proliférèrent, notamment lors de l'affrontement entre Armagnacs et Bourguignons : elles permettaient de distinguer les membres des deux factions, et étaient autant de signes de reconnaissance, de ralliement, quand elles ne tenaient pas lieu de sauf-conduit. D'autres « enseignes » commémoraient des événements, ou des figures héroïques (Godefroi de Bouillon, Du Guesclin, Jeanne d'Arc...). La plupart de ces « enseignes » médiévales ont été découvertes à Paris au XIXe siècle au cours des longs travaux de dragage effectués dans la Seine – où elles avaient été jetées sans doute en offrande quelques siècles plus tôt. L'archéologue Arthur Forgeais (1822-1878) en avaient recueilli une quantité impressionnante, avant d'entreprendre leur étude. Le musée de Cluny, qui avait acquis sa fabuleuse collection en 1861, présente cet été 250 pièces, rapprochées souvent d'objets découverts dans des circonstances analogues.


MUSÉE NATIONAL DU MOYEN ÂGE

Enseigne de pèlerinage : Saint Georges (XIV-XVe siècles).

Insignes et souvenirs de pèlerins et autres menues « choseites » de plomb trouvées dans la Seine. Musée national du Moyen Âge. Hôtel de Cluny. 6, place Paul-Painlevé 75005 Paris. Tél : 01 53 73 78 00. Jusqu'au 8 septembre.

L'aventure des croisades

Entre 1095, date de l'appel du pape Urbain II au Concile de Clermont à délivrer les Lieux saints tombés aux mains des Infidèles, et 1270, quand Saint Louis trouva la mort devant Tunis, huit croisades ont été entreprises. L'Occident a ainsi pendant près de deux siècles été confronté aux civilisations orientales, tant byzantines qu'islamiques. L'exposition présentée cet été à Toulouse restitue au travers de documents d'archives, de manuscrits, d'objets sculptés, de fresques et de mosaïques, provenant pour la plupart des collections de musées étrangers, l'aventure des croisades et son influence sur l'art occidental. Elle évoque également la vie en Terre Sainte dans les royaumes francs défendus par les Templiers et les Hospitaliers. Signalons pour les amateurs que pour la première fois sont exposés côte à côte le Sacramentaire du Fitzwilliam Museum de Cambridge et celui de la Biblioteca Angelica de Rome.

L'Orient et l'Occident d'Urbain II à Saint Louis (1096-1270). Ensemble conventuel des Jacobins. Église des Jacobins. 69, rue Pargaminières 31000 Toulouse. Tél : 05 61 22 23 82.

Sherlock Holmes à Paris

Entre 1887 et 1927, Sir Artur Conan Doyle a mis en scène le personnage de Sherlock Holmes dans soixante romans policiers. Et le fameux détective privé est devenu avec le temps un véritable mythe. Le Louvre des Antiquaires – installé dans l'ancien Hôtel du Louvre, où Oberstein, l'espion de *L'Affaire des plans du Bruce-Partington* avait trouvé refuge – a reconstitué, avec l'aide de la Société des amis de Sherlock Holmes, dont la vocation est de mettre en évidence les liens qui unissent le héros de Conan Doyle à la France, l'univers « holmésien ». Une exposition transporte dans l'atmosphère même des enquêtes, sur les lieux des crimes, dans les rues du Londres du XIXe siècle, dans la campagne anglaise... Les méthodes d'investigations de Sherlock Holmes et de son fidèle ami Watson sont évoquées. Et le salon du détective situé au 122 Baker Street a été recréé. Certains visiteurs risquent vraiment d'être confortés dans leur conviction que Sherlock Holmes a réellement existé.

L'univers de Sherlock Holmes. Louvre des Antiquaires. 2, place du Palais-Royal 75002 Paris. Tél : 01 42 97 27 20. Jusqu'au 14 septembre.

EN BREF

Festival interceltique

Comme chaque été depuis 1971, Lorient abritera début août le Festival interceltique. Cette année, le Pays de Galles est à l'honneur. Plus de 250 spectacles ont été prévus, et 4 500 artistes sont attendus : des musiciens, des peintres, des sculpteurs, des cinéastes... venus d'Irlande, du Pays de Galles, de Cornouailles, de l'île de Man, de Galice, des Asturies, de Bretagne, des États-Unis, du Canada, voire d'Australie.

Festival interceltique de Lorient. Du 1er au 10 août. 2, rue Paul Bert 56100 Lorient. Tél : 02 97 21 24 29.

Saint-Pétersbourg octobre 1917-1997

À l'occasion du 80e anniversaire de la révolution d'Octobre, la rédaction du *Spectacle du Monde* organise pour ses lecteurs un voyage guidé à Saint-Pétersbourg, au cours duquel Vladimir Volkoff et Dominique Venner retraceront, dans une série de conférences, les fastes de l'ancienne Russie impériale et les étapes de la tourmente bolchevique.

Trois jours sur les traces de la révolution d'Octobre. Du jeudi 9 octobre au dimanche 12 octobre. Prix : 10 800 F. Renseignements : Katia Goujon. Tél : 01 46 05 44 33.

Télévision : images d'archives

Cet été *Histoire parallèle*, l'émission animée par Marc Ferro et réalisée à partir d'images d'archives, s'intéressera aux événements de juillet et août 1947. Elle évoquera tour à tour l'Argentine, avec la tournée d'Eva Peron en Europe, le sort des prisonniers pendant la Seconde Guerre mondiale, notamment celui des Allemands aux mains des Russes, le veto de Moscou à la Conférence de Paris pour l'adoption du plan Marschall, et les déchirements qui, en Grèce au début de la guerre froide, conduirent à la guerre civile.

Histoire Parallèle, chaque samedi à 19 h 30 sur Arte.

Sur des sites archéologiques et des lieux historiques

L'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, en liaison avec l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN), édite une collection de livrets intitulés *La carte archéologique de la Gaule* qui établissent département par département, commune par commune, site par site, l'inventaire des connaissances archéologiques depuis l'âge de Fer jusqu'au début du Moyen Âge. Destinés à l'origine au chercheur et à l'érudit, ils peuvent néanmoins s'adresser à l'amateur curieux des origines de son terroir. Une cinquantaine de titres sont déjà disponibles. A leur tour, l'Institut géographique national (IGN) et la Caisse nationale des monuments historiques co-éditent des cartes touristiques à thèmes. L'une de ces cartes répertorie les forts, citadelles et musées militaires de l'Hexagone, tandis qu'une autre signale les lieux des grandes batailles de l'histoire. Et au verso, une brève notice est consacrée à chacun des sites mentionnés. Une série spéciale de cartes de l'IGN, éditée en 1994 lors des commémorations officielles du Débarquement, est réservée à la Seconde Guerre mondiale.

La carte archéologique de la Gaule. Diffusion : Fondation de la Maison des sciences de l'homme. Prix : entre 120 et 200 F. En vente également par correspondance chez Epona : 7, rue Jean-du-Bellay 75004 Paris. Tél : 01 43 26 40 41. Cartes n° 907 (France-forts et citadelles), n° 908 (France-lieux de bataille) et France-1939/1945, (France-D' Day, France-Bataille de Saint-Malo) : 27 F. chacune. Institut géographique national. 107, rue de la Boëtie 75008 Paris. Tél : 01 43 98 80 00. Et dans les librairies agréées.

Le retour de Hongkong à la Chine

Depuis le 30 juin dernier, le drapeau de l'Union Jack ne flotte plus sur Hongkong. La colonie britannique est devenue une « région administrative spéciale » de la République populaire, où le libéralisme économique doit néanmoins rester en vigueur jusqu'en 2047. La souveraineté britannique de l'île de Hongkong avait été arrachée à l'Empire du Milieu en 1842 après la première guerre de l'opium, et concrétisée en 1898 par un bail de 99 ans. La première guerre de l'opium avait opposé l'Angleterre à la Chine de 1839 à 1842. Pour compenser leurs achats de thé, soie et autres porcelaines à la Chine, les Anglais importaient massivement des Indes depuis la fin du XVIIIe siècle la pâte d'opium. Face aux ravages causés par la drogue, les autorités chinoises décidèrent *sine die* d'en interdire le trafic. Les Anglais répliquèrent en bombardant Canton, puis ils occupèrent les principaux ports. Acculé, le gouvernement chinois se résigna à signer en 1842 le traité de Nankin qui ouvrait au commerce étranger les ports de Canton, Shanghai..., et cédait à l'Angleterre l'îlot de Hongkong.

LIVRES ANNONCÉS

Biographies, mémoires, correspondances

Jeanne d'Arc racontée aux enfants, par Régine Pernoud. En septembre, chez Perrin.

François Ier, par Emmanuel Bourassin. En septembre, chez Tallandier.

Diane de Poitiers, par André Castelot. En septembre, chez Perrin.

Colbert de Seignelay, par Laurent Dingli. En septembre, chez Perrin.

Louis XVI et Robespierre, par Marcel Jullian. En octobre, chez Perrin.

Napoléon 1812. La Campagne de Russie, par Jean Tranié et J.C. Carmigniani (préface de Jean Tulard). En septembre, chez Pygmalion-Watelet.

Le dernier pharaon, Mehemet-Ali (1769-1849), par Gilbert Sinoué. En septembre, chez Pygmalion-Watelet.

La Roue rouge. Troisième nœud. Mars 1917, par Alexandre Soljenitsyne. En septembre, chez Fayard.

Correspondance, par Boris Pasternak. En octobre, chez Gallimard.

Romain Rolland et le pacifisme, par Pierre Sipriot. En septembre, chez Bartillat.

Pie XII dans la Deuxième Guerre mondiale, par Pierre Blet. En septembre, chez Plon.

Louis Renault, par Emmanuel Chadeau. En septembre, chez Plon.

Gandhi, par Guy Deleury. En septembre chez Pygmalion-Watelet.

Mémoires secrètes, par l'amiral Pierre Lacoste. En septembre, chez Flammarion.

Journal des années de peste, par Jean Dutourd. En septembre, chez Plon.

Chroniques angéliques, par Vladimir Volkoff (nouvelles). En septembre, chez de Fallois.

Écrivains de France du XXe siècle, par Michel Mourlet. Collection « Médaillons ». En octobre, chez Valmonde-Trédaniel.

Essais, documents

L'esprit de Rome, par Pierre Grimal. En septembre, chez Perrin.

Naissance de la noblesse. L'essor des élites politiques en Occident, par Karl-Ferdinand Werner. En septembre, chez Fayard.

L'Édit de Nantes, par Bernard Cottret. En octobre, chez Perrin.

Le massacre des sorcières au XVIe siècle, par Guy Bechtel. En septembre, chez Perrin.

Les Blancs et les Rouges, histoire de la guerre civile russe 1917-1921, par Dominique Venner. En septembre, chez Pygmalion-Watelet.

Textes de Boris Souvarine, par Branko Lazitch et Pierre Rigoulot. En septembre chez Plon.

Histoire de l'Internationale communiste, par Pierre Broué. En septembre, chez Fayard.

Un préfet sous l'Occupation, par Bernard Lecornu. En octobre, chez France-Empire.

La vie parisienne sous l'Occupation, par Hervé Le Boterf (réédition). En octobre, chez France-Empire.

Dictionnaire de la Collaboration, par Philippe Randa. En septembre, chez Picollec.

La Société militaire dans la France contemporaine, par Raoul Girardet. En octobre, chez Perrin.

Histoire de l'armée française, Terre-Air-Mer, par Pierre Montagnon. En octobre, chez Pygmalion-Watelet.

C'était le XXe siècle (tome 3), par Alain Decaux. En octobre, chez Perrin.

La bataille de l'Atlantique (album), par Philippe Masson. En octobre, chez Tallandier.

Quand les alliés bombardaient la France, 1940-1944, par Eddy Florentin. En septembre, chez Perrin.

Histoire du Liban contemporain, des origines à 1943, par Denise Ammoun. En septembre, chez Fayard.

La langue française, terre d'accueil, de Cioran à Biancotti, par André Brincourt. En septembre, au Rocher.

Pages réalisées par Macha Manski

Visite estivale à Salzbourg


ONAT

Salzbourg a ses détracteurs. Férocement, ils dénoncent la mozartolâtrie qui s'étale dans la Getreidgasse et met Wolfgang Amadeus à toutes les sauces. Les écouter ? Retenir les récriminations de Mozart lui-même et les imprécations furieuses de notre contemporain Thomas Bernhard ? Les préventions s'effacent devant cette cité singulière étalée sur les rives de la Salzach. D'emblée, l'œil est séduit. Cimes enneigées du massif de l'Untersberg. Murailles blanches de la Hohensalzburg, la plus grande forteresse d'Europe centrale où chaque année pour la Saint-Georges, les cavaliers de la milice civique et leurs montures viennent recevoir la traditionnelle bénédiction. Collines boisées du Mönchsberg et du Kappuziner. Clochers verts et bulbeux des églises, chapelles, couvents, palais baroques, places, fontaines et belles demeures bourgeoises. Pas de méprise : Salzbourg n'a rien d'un musée ou d'une bonbonnière. Le ciel souvent tourmenté et le vent vif font un climat rude. Ce climat préalpin serait, s'il faut en croire Thomas Bernhard, propice aux suicides. Pourtant, Franz Schubert aima cette ville. Et c'est près d'elle que Stephan Zweig et Oskar Kokoschka voulurent vivre. Arpenter la célèbre Getreidgasse n'a rien de pénible. Les boutiques de cette longue rue proposent les inévitables Mozartugeln, mais aussi des vestes, des culottes de cuir et des chapeaux du cru. Pour montrer les attributs des corporations, leurs enseignes rivalisent d'art et de virtuosité. McDonald's s'est plié aux lois draconiennes de la préservation des sites, rendant sa présence moins insupportable. Le pérégrin va chercher la maison natale de Mozart. Ravagée par les bombardements alliés de la dernière guerre, elle a été entièrement restaurée. Sa large façade arbore le jaune impérial, si courant en Autriche. Visite de dévotion. Généralement, les touristes restent prisonniers de cette rue. Ne les imitons pas. Empruntons les ruelles de traverse, gagnons le Alter Mark, puis la Waagplatz, saluons la maison natale du poète Georg Trzakl. Le décor change. Voici les façades hautaines de la Résidence des princes-archevêques auxquels Salzbourg doit sa fortune et sa gloire. Princes du Saint-Empire, ils furent grands et généreux. Le dernier d'entre eux, Colloredo, qui ressemblait à Voltaire, ne comprit pas le génie de Mozart. Il fut déposé. Non pour ses vues sur la musique. Mais parce que Napoléon entendait refaire la carte de l'Europe à sa guise. Ainsi la principauté de Salzbourg perdit sa souveraineté. Plus loin se dresse le Dom Saint-Rupert, réplique orgueilleuse de la basilique Saint-Pierre de Rome. Sur son parvis, chaque année est donnée la représentation de *Jedermann*. L'œuvre de Hugo von Hofmannstahl dit le destin de tout homme au moment de sa mort, devenu enjeu de la grâce et du démon. Adossé à la paroi grise du rocher, le cimetière Saint-Pierre ne dit rien de cela. Croix de bois protégées par des toits. Tombes fleuries. Dalles muettes. Ici reposent d'illustres Salzbourgeois dont Nannerl, la sœur de Mozart. Traversons la paisible Salzach qui offre ses berges herbeuses. Sur la rive droite du fleuve, le Schloss Mirabell déploie les fleurs et les statues de ses jardins à la française. Gravissons les marches de la majestueuse résidence d'été des princes-archevêques. Le soir, les ors des lambris s'y réchauffent et scintillent à la lumière des appliques de bronze et des lustres de cristal. Alors, le pérégrin mélomane succombe au charme des violons et du piano forte. A Salzbourg, la musique est reine. Elle règne naturellement au Festspielhaus où l'ombre de Karajan demeure. Le festival dont Hugo von Hofmannstahl, Richard Strauss et Max Reinhardt furent les initiateurs, est seulement un temps fort. Tout au long de l'année, concerts, opéras, sérénades se succèdent en mille autres lieux. Dans les hautes salles de la Hohensalzburg et jusque dans l'enceinte du théâtre de pierre du château de Hellbrunn, la « folie » réputée pour ses étonnants jeux d'eau que le prince-archevêque Marcus Sitticus von Hohenems fit édifier pour son plaisir.

Les clochers à bulbe brillent sous le soleil. L'Italie n'est pas très loin. Les princes-archevêques en rêvaient. D'une petite bourgade riche seulement de ses salines, ils ont fait la *Rome germanique*. L'enchantement de Salzbourg tient à la prodigalité qui a favorisé la manifestation de tant de beautés. Salzbourg a perdu ses souverains. Peu rancunière, de Mozart qui ne la portait guère dans son cœur, elle en a fait son prince.

JEAN-JACQUES MOURREAU

Le Festival de Salzbourg débute le 19 juillet. Il se termine le 31 août. D'autres manifestations musicales ont lieu simultanément, notamment les Matinées Mozart à la Résidenz, dédiées cette année à Mozart et Shubert. Renseignements auprès de l'office du tourisme de Salzbourg. Tél : 00 43 662 88 987 303, télécopie : 00 43 662 88 87 32. Office national autrichien du tourisme à Paris : Tél : 01 53 83 95 20.

Agenda de l'histoire

Juillet

1er Juillet

1798 – Prise de la ville d'Alexandrie par Bonaparte.

3 juillet

1940 – Bombardements sur décision de Churchill, allié de la veille, du port français de Mers el-Kébir en Algérie. L'amiral anglais Sommerville donne l'ordre d'ouvrir le feu à 16 h 53 sur la flotte française au mouillage. Une deuxième vague de bombardements aura lieu le 6 juillet. Les victimes françaises seront au nombre de 1 300.

4 juillet

1564 – A Lyon, où il est de passage, Charles IX rend une ordonnance qui fixe désormais le début de l'année au 1er janvier, avec effet rétroactif au 1er janvier 1564.



Charles IX (1550-1574).

5 juillet

1187 – Saladin s'empare de Tibériade. Trois cents chevaliers du Temple et de l'Hôpital sont décapités.

6 juillet

1495 – Bataille de Fornoue qui voit le succès de Charles VIII (9 000 hommes) contre un fort parti d'Italiens (30 000 hommes). Ces derniers admirant le courage et la fougue des Français, leur donnent le nom de *« Furia francese »*.

7 juillet

455 – Ancien préfet du prétoire des Gaules et généralissime romain, Avitus, successeur d'Aetius, est proclamé empereur à Beaucaire par les Wisigoths et les sénateurs gaulois. Le 9, il reçoit la torque gauloise. Il inaugurera à Rome son premier consulat le 1er janvier 456. Il sera assassiné à l'automne 456.

8 juillet

1919 – Mustapha Kemal rompt avec le Sultan et lance un appel au peuple turc d'Anatolie pour la réunion d'un congrès national. Celui-ci se tiendra à Sivas le 13 septembre suivant.

9 juillet

1709 – A la bataille de Poltava, Pierre le Grand écrase les armées de Charles XII, roi de Suède, et de Jean Mazeppa, chef des cosaques ukrainiens en révolte contre le tsar.

10 juillet

1780 – Le corps expéditionnaire, composé de 6 000 hommes, du général (futur maréchal) de Rochambeau débarque à New-Port (Rhode Island). La guerre d'Indépendance des États-Unis, où 3 000 Français périrent, prendra fin le 19 avril 1783.

11 juillet

1888 – Naissance, à Plettenberg, en Westphalie, du juriste et philosophe allemand, Carl Schmitt.

12 juillet

1789 – Paris apprend que Louis XVI vient d'exiler Necker. Au Palais-Royal, devant des groupes réunis pour commenter la nouvelle, un agitateur doué, Camille Desmoulins, déclare que la décision du roi annonce une *« Saint-Barthélémy des patriotes »*. Sur ces bonnes paroles, la réunion dégénère en émeute, à laquelle se joint un régiment mutiné de gardes françaises. Deux jours plus tard, la Bastille sera prise.

13 juillet

1936 – Assassinat en Espagne de José Calvo Sotelo, chef de l'opposition monarchiste au Parlement.

14 juillet

1223 – A Mantes, mort du roi Philippe-Auguste, âgé de 58 ans. Son règne avait duré 43 ans.

15 juillet

1904 – Mort de l'écrivain russe Anton Tchekhov à Badenweiler en Allemagne.

16 juillet

1212 – A Las Navas de Tolosa, première grande victoire de la *Reconquista* espagnole. Les Maures sont écrasés par la coalition de la Castille, de la Navarre et de l'Aragon.

17 juillet

1789 – Adoption du drapeau tricolore français. Ce même jour, Louis-Joseph, prince de Condé, quitte la France pour Bruxelles où il fonde l'armée royaliste.

19 juillet

1108 – Mort du roi de France, Philippe Ier, fils d'Henri Ier et d'Anne de Kiev. Celle-ci l'avait ainsi nommé en souvenir de Philippe de Macédoine dont elle prétendait descendre. En 1071, Philippe Ier épousa Berthe de Hollande qu'il répudia en 1091. L'année suivante, il épousait Bertrade de Montfort ce qui lui valut d'être excommunié en 1100 pour bigamie et mariage invalide. Il fut absous en 1105.

20 juillet

1870 – A la veille de la guerre franco-prussienne, Karl Marx écrit : *« Les Français ont besoin d'être rossés »*. Il explique : *« En cas de défaite française, la prépondérance allemande transportera le centre de gravité du mouvement ouvrier européen de France en Allemagne. Ce sera en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon. »* On peut être internationaliste et chauvin.

22 juillet

1832 – Mort de Napoléon II, duc de Reichstadt, au château de Shoenbrunn, en Autriche. Son surnom « l'Aiglon » fut crée par Victor Hugo, en 1852, dans le poème *Napoléon II*.

23 juillet

1976 – Mort de l'écrivain Paul Morand, ambassadeur, écrivain, auteur, entre autres, de *Milady*, *Hécate et ses chiens*, *Ouvert la nuit*. Ayant été nommé ambassadeur à Berne par le gouvernement de Vichy, à la Libération, il fut révoqué sans traitement. En 1953, réintégré dans ses droits il fut mis à la retraite. Candidat à l'Académie française en 1958, le général de Gaulle oppose son veto. Il y sera élu en 1969.

24 juillet

1941 – Les archevêques et cardinaux français prêtent serment de fidélité au gouvernement de Vichy.

25 juillet

1793 – Le poète André Chénier est guillotiné.

26 juillet

1885 – Naissance d'André Malraux.

27 juillet

1884 – Rétablissement de la loi instituant le divorce en France. Cette loi promulguée en 1792 avait été supprimée en 1816.

28 juillet

450 – Mort de Théodose II, empereur d'Orient.

29 juillet

1167 – L'empereur allemand Frédéric Barberousse s'empare de Saint-Pierre de Rome. Le pape Alexandre III s'enfuit à Benevent.

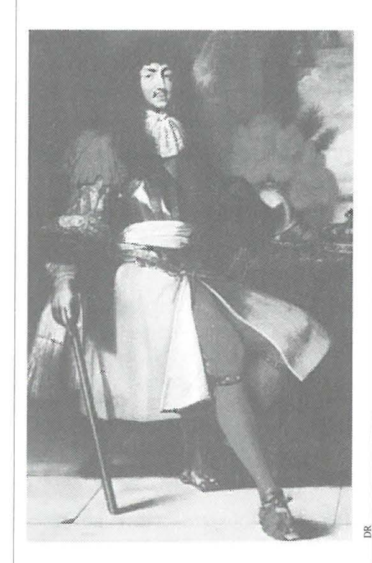


Karl Marx étudiant, vers 1840.

Août

1er août

1664 – Bataille de Saint-Gothard-sur-Le Raab. Les Turcs sont écrasés par les armées de l'empereur commandées par Montecucculi. Louis XIV avait envoyé 6 000 hommes sous le commandement du chevalier de Lorraine. Avant le début de la bataille, celui-ci affronte en combat singulier un cavalier turc sur le front des troupes.



DR

Louis XIV.

2 août

- 516 – Défaite de l'armée romaine à Cannes devant Hannibal. Le consul Paul-Emile et 60 sénateurs sont tués au cours du combat.

3 août

1958 – Le sous-marin atomique américain *Nautilus* réalise la première liaison entre l'océan Pacifique et l'océan Atlantique en passant sous le pôle Nord.

4 août

1060 – Début de la régence d'Anne de Kiev, mère de Philippe Ier. Elle gouvernera la France jusqu'en 1066, avec Baudoin V, comte de Flandre. Il s'agit de la première régence du royaume de France.

5 août

1921 – Mustapha Kemal est nommé généralissime avec les pleins pouvoirs pour sauver la Turquie.

7 août

1899 – Début du deuxième procès du capitaine Dreyfus. Le premier procès ayant été cassé, pour non-remise à la défense du « dossier secret », le capitaine Dreyfus est rejugé à Rennes. Il est reconnu coupable avec des circonstances atténuantes et condamné à 10 ans de réclusion. En 1906, la Cour de cassation annule sans renvoi le jugement de Rennes, *« prononcé par erreur »*. Le capitaine Dreyfus est réintégré et est nommé commandant et chevalier de la Légion d'honneur.

9 août

- 48 – A Pharsale, les troupes de César écrasent celles de Pompée.

10 août

955 – A la bataille de Lechfeld, l'empereur Othon le Grand écrase les Magyars qui avaient envahi la Thuringe, la Bavière, la Souabe et l'Italie du Nord. Par cette victoire, il les rejette sur le bassin du Danube qui deviendra la Hongrie.

12 août

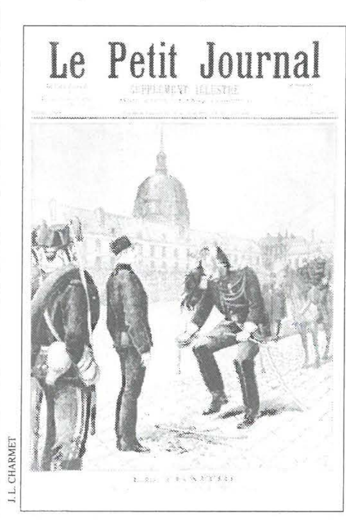
1792 – Le roi Louis XVI est enfermé au Temple.

13 août

1849 – Écrasement de la révolte de Kossuth par l'armée russe à Vilagos. Celle-ci agissait pour le compte de l'empereur d'Autriche.

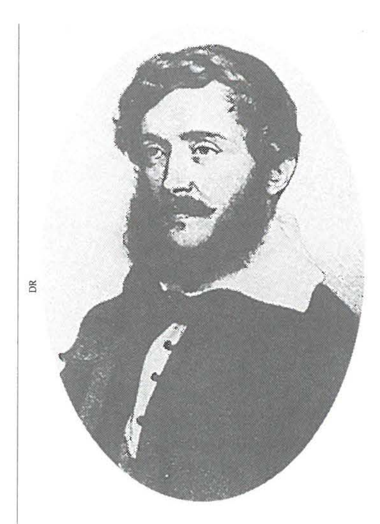
14 août

1900 – Fin du siège des légations étrangères à Pékin, délivrées par un corps expéditionnaire international. Ce siège a duré cent jours.



J.L. CHARMET

Dégradation d'Alfred Dreyfus.



DR

Lajos Kossuth (1802-1894).

15 août

1804 – Au camp de Boulogne, premières remises de la Légion d'honneur à l'armée.

16 août

1807 – Jérôme Bonaparte devient roi de Westphalie. Ce titre lui sera reconnu par le traité de Tilsitt.

18 août

1252 – Fondation de la ville de Memel, port de Lituanie donnant sur la Baltique, par les chevaliers de l'Ordre Teutonique.

20 août

1462 – Les Espagnols reprennent Gibraltar aux Maures.

21 août

1953 – Le Sénat argentin approuve la loi qui autorise l'arrivée de capitaux étrangers.

22 août

1799 – Bonaparte remet le commandement de l'armée d'Égypte au général Kléber et s'embarque secrètement pour la France.

24 août

1883 – Mort au château de Frohsdorf, en Basse-Autriche, du comte de Chambord, né duc de Bordeaux, dernier des Bourbons de la branche aînée de France.

25 août

1883 – Traité de Hué. Après deux expéditions – au cours de la seconde, le commandement Rivière est tué – l'amiral Courbet fait accepter par la cour de Hué ce traité qui place l'Annam sous protectorat français. Son acceptation ainsi que l'occupation par les Français de la vallée du fleuve Rouge, sont les préludes à l'installation pour longtemps de la France en Indochine.

26 août

1937 – En Espagne, après 12 jours de bataille, les brigades navarraises pénètrent dans Santander libérée.

28 août

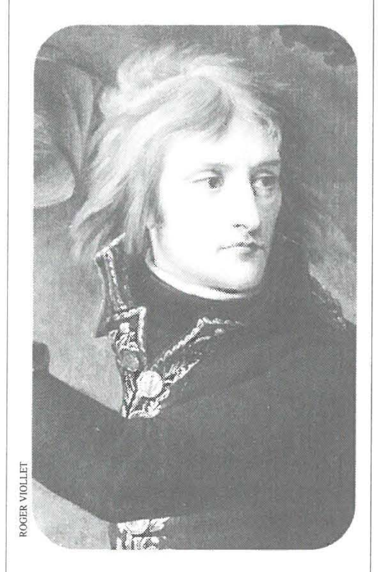
1922 – Mort de l'écrivain Georges Sorel, auteur entre autres, de *Réflexions sur la violence.*

29 août

1533 – Après avoir pris par traîtrise le dernier souverain inca, Atahualpa, Pizarre le fait étrangler. Cette mort consacre la conquête du Pérou par les Espagnols.

30 août

526 – Mort de Théodoric le Grand, roi des Goths qui régna en véritable successeur des empereurs d'Occident. Siégeant à Ravenne, il mena une politique habile qui lui permit de développer et de maintenir de son vivant la puissance des Ostrogoths et des Wisigoths des Carpates à l'Espagne.



ROGER VIOLLET

Napoléon Bonaparte.

Cet Agenda fut ouvert dès notre premier numéro, à la fin de 1991. Il n'a pas la prétention d'enregistrer mois par mois les dates les plus importantes, mais des faits significatifs ou curieux, souvent oubliés.

Pages réalisées par Virginie Tanlay

Quatre figures du destin

La révolution russe a commencé douze ans avant 1917. Dès les troubles violents de 1905, les principaux acteurs sont en place.

L'un pourtant, le plus grand sans doute, le ministre Pierre Stolypine, a disparu de la scène, assassiné en 1911 par un jeune terroriste qui savait ce qu'il faisait (1). Mais son absence pèse plus lourd que toutes les présences. La postérité ne s'y est pas trompée. *« De nombreux historiens soutiennent que si la transformation de la société russe envisagée par Stolypine avait été menée à bien, la révolution de 1917 eût été évitée. Cette hypothèse échappe bien sûr à toute vérification, mais il est intéressant de noter qu'à l'époque, Lénine avait une position du même ordre »* (2). On peut penser aussi qu'un Stolypine à la tête du gouvernement russe n'aurait pas laissé la crise de 1914 dégénérer vers la guerre, pas plus qu'il n'eût toléré la dégradation intérieure qui a conduit aux révolutions de 1917. Mais il est vain de reconstruire le passé.



TALLANDIER

Pierre Arkadievitch Stolypine (1862-1911), la figure même du grand réformateur, véritable « conservateur-révolutionnaire ».

Comment, cependant, ne pas céder à l'effarement devant l'enchaînement des hasards incroyables qui ont conduit aux révolutions de Février et d'Octobre ? Sans Lénine à Petrograd à l'automne 1917, pas de bolchevisme, pas d'URSS, pas de Staline. Tout est sorti de ce petit homme haineux et obstiné jusqu'à la folie, qui apparaît comme le plus éclatant démenti aux théories de Marx. Le « prolétariat », sinon à l'état de mythe, ne joue aucun rôle dans cette révolution, ni avant, ni pendant, ni après. Sans le drame privé de la famille impériale, l'hémophilie du petit tsarévitch, la détresse de ses parents, l'influence de Raspoutine sur le gouvernement de l'empire, on peut penser que l'évolution intérieure de la Russie eût été toute différente. Sans la pusillanimité et les courtes vues de Kerenski, le danger bolchevique eut été balayé à Petrograd, comme il le fut à Berlin par Noske un an après. Tout montre combien fut déterminant le rôle des individualités, dans la catastrophe qui a bouleversé le monde.

En un raccourci saisissant, l'histoire de la révolution russe, depuis ses prolégomènes de 1905 jusqu'à la fin de 1917, met en évidence quatre figures que l'on pourrait dire « classiques » de la politique et du destin. Le réformateur, le réactionnaire, l'opportuniste et le révolutionnaire : Stolypine, Nicolas II, Kerenski et Lénine.

En octobre 1916, alors que de nombreux signes annoncent l'approche du cyclone, l'ambassadeur d'Angleterre, Sir George Buchanan, fit respectueusement remarquer à Nicolas II que sa seule chance de salut était de regagner la confiance de son peuple. Ce à quoi l'empereur, le regardant de travers, répondit : *« Voulez-vous dire qu'il me faut regagner la confiance de mon peuple, ou qu'il faut qu'il regagne ma confiance ? »* Le tragique aveuglement du dernier tsar est résumé dans cette parole. Nicolas II se faisait une idée enfantine de la légitimité. Il l'imaginait comme une grâce divine acquise une fois pour toutes.Au regard des conséquences, le jugement historique porté sur Nicolas II est sévère, mais on ne peut se garder d'un certain respect pour la noblesse d'un homme qui, se sachant condamné, coule la tête droite. Réactionnaire jusqu'à la caricature dans son rôle public, le dernier Romanov détourne de lui les meilleures dispositions, mais l'homme éveille l'estime.

Tout à l'opposé, par la médiocrité de son destin, par ses vues courtes, par ses plates ambitions, par ses tortueuses manœuvres, Kerenski incarne la figure même de l'opportuniste, dont tant de politiciens de gauche ou de droite, sous tous les cieux, offrent la reproduction à l'identique. Homme parfois « intelligent » comme on dit dans les salons, l'opportuniste tourne à tous les vents de la mode, toupie déboussolée, sans prise sur les événements ni sur l'histoire.

Ce reproche ne peut être fait au révolutionnaire. La fascination longtemps exercée par sa figure tient aux utopies qu'il incarne, à l'espoir aussi que la volonté pourra changer le monde et la vie. Sur toute âme énergique, jeune et imaginative, le volontarisme rouge, brun ou noir, exerce ses tentations. Mais les hommes ont fini par se convaincre, devant les malheurs du XX[e] siècle, que les révolutions, comme l'a dit Soljenitsyne, détruisent le caractère organique de la société, ruinent le cours naturel de la vie, éliminent les meilleurs des hommes, donnant libre champ aux pires.

Oui, quatre figures du destin s'inscrivent dans les révolutions russes, Nicolas, Kerenski, Lénine, Stolypine. Si la fidélité à soi du premier éveille le respect, si la médiocrité calamiteuse du second inspire le mépris, si la férocité hypocrite du troisième provoque le dégoût, en revanche, l'ambition haute et maîtrisée du grand réformateur est seule à susciter l'admiration.

DOMINIQUE VENNER

---

(1) *Enquête sur l'histoire* a publié une étude sur la personnalité et sur l'assassinat de Pierre Stolypine, dans son n° 7 (« Les crimes politiques »), 1993.

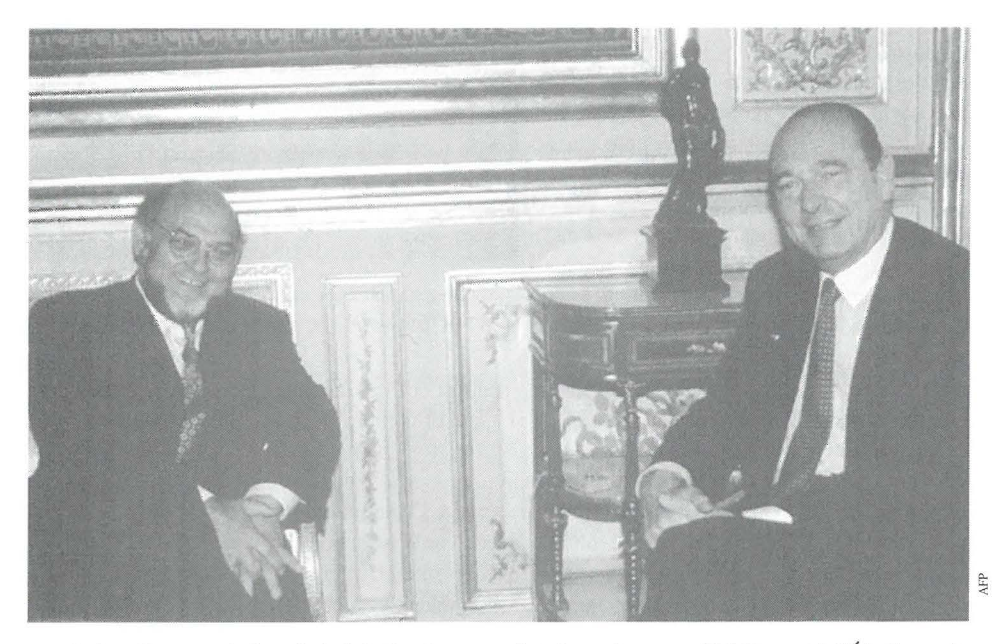
(2) Léonard Schapiro, *Les révolutions russes de 1917*, Flammarion, Paris, 1987.

La fille aînée du communisme

ENTRETIEN AVEC STÉPHANE COURTOIS

Spécialiste de l'histoire du communisme, Stéphane Courtois a découvert dans les archives soviétiques des documents explosifs. Mais la vérité fait peur. Il le dit clairement : en matière de communisme, il existe en France un véritable négationnisme. La France serait-elle la dernière planète d'un astre mort ?

Enquête sur l'histoire : Comment un ex-militant maoïste devient-il historien du communisme ?
Stéphane Courtois : Je suis en effet de la génération de 1968. A vingt ans, j'ai appartenu au mouvement maoïste-libertaire Vive la Révolution. J'ai vécu jusqu'en 1971 dans l'illusion que la révolution culturelle chinoise était une réédition de la Commune de Paris. Après un retour sur moi-même et la rupture avec le gauchisme, je me suis consacré pendant sept ans à une sorte d'action sociale en animant des colonies de vacances « sauvages » pour des jeunes de banlieue. Au terme de ma licence d'histoire, je me suis spécialisé dans l'étude du PCF avec René Rémond à qui je dois d'avoir connu Annie Kriegel. En 1981, j'ai créé avec elle la revue *Communisme* (l'Âge d'homme) et, jusqu'à sa mort en 1995, nous avons travaillé en étroit partenariat.



AFP

Robert Hue, secrétaire général du Parti communiste français, reçu officiellement à l'Élysée par le président de la République, Jacques Chirac. Sourires confiants et cordiaux. Le premier n'a jamais renié l'héritage intellectuel et historique qui a produit les plus grands malheurs dont l'humanité a souffert au XX[e] siècle. Et de cela, le second ne semble pas s'être avisé.

ESH : Quels furent le rôle et la personnalité d'Eugen Fried ?
SC : Fried était le représentant officiel de l'Internationale communiste en France, c'est lui qui fut le chef réel du PCF de 1931 à 1943. Il décidait de la politique à suivre, désignait les principaux dirigeants, déterminait les structures d'organisation, créant en 1932 la commission des cadres qui, selon le modèle soviétique, sélectionnait les militants pour les affecter aux différents secteurs (intellectuel, syndicaliste ou de la propagande). Fried fut à la fois le chef, le mentor et l'ami de Thorez. C'était un « croyant » de la Révolution, un homme cultivé, un brillant politique. Mais, convaincu que la discipline était le critère numéro un de l'efficacité militante, il se montra un parfait stalinien, y compris pendant la grande purge de 1937.

ESH : Quelles sources avez-vous utilisées ?
SC : Le travail sur Fried représente quinze ans de recherches avec Annie Kriegel. Pour nous, la grande révolution fut l'ouverture des archives de Moscou, à partir de 1992. Ces recherches, nous ne pourrions, hélas, plus les mener aujourd'hui attendu que les instances russes ont entre-temps verrouillé les dispositifs

d'accès. Beaucoup d'archives soviétiques que nous citons dans le livre sont redevenues inaccessibles. Les raisons étant, d'une part, que le gouvernement russe s'est avisé qu'elles constituent un enjeu de pouvoir extraordinaire, d'autre part, que le système en place continue de se protéger contre certaines révélations fâcheuses.

ESH : Comment définiriez-vous la ligne politique du PCF sous l'ère stalinienne ?

SC : Lorsque Fried prit le contrôle du PCF en 1931, la ligne politique du parti était ultra révolutionnaire. Il s'agissait de renverser toutes les institutions en place. Mais en 1934, après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Staline changea de cap et imposa une tactique de front populaire, d'alliance antifasciste. Jusqu'alors les communistes critiquaient violemment tout le reste de la gauche ; et d'un seul coup, ils lui proposèrent de faire alliance. L'appareil très structuré mis en place par Fried assura la réussite de ce retournement. Survint la guerre qui constitua un tremblement de terre pour le parti, contraint de renoncer au discours antifasciste, aux slogans démocratiques, pour soutenir le pacte germano-soviétique. Le parti explosa. La défection militante était considérable. Comptant plus de 250 000 adhérents au début de 1939, le parti se réduit alors au noyau des permanents de l'appareil. De plus, la désertion de Thorez, sur ordre du Komintern, début octobre 1939, créa un scandale dans l'opinion. Enfin, les négociations conduites par Jacques Duclos auprès des autorités allemandes, l'été 1940, pour obtenir la relégalisation du PCF relevaient d'une politique qui acheva de ruiner le crédit du parti. C'est seulement à l'été 1941, au moment où l'Allemagne attaque l'URSS, que le PCF retrouvera un courant porteur.

ESH : Comment pourrait-on définir la filiation entre Marx, Lénine et Staline ?

SC : La filiation entre Lénine et Staline est très claire. Staline était l'un des hommes clefs du dispositif léniniste. Entre 1922 et 1924, lorsque Lénine est malade, Staline est l'un des seuls militants autorisés par le Comité central à le visiter. Lénine se reconnaissait en lui même si, sur la fin, il commença à redouter la brutalité de Staline. La relation entre Marx et Lénine est plus délicate à établir. Lénine a pris une grande partie de son système dans Marx, mais n'oublions pas que dès 1918-1919, en deux textes fondamentaux, la *Dictature du prolétariat* et *Communisme et terrorisme*, Karl


EDITION SPECIALE

l'Humanité

"Radio-Moscou" annonce un grand malheur qui frappe les peuples du monde entier :

LE CAMARADE STALINE EST GRAVEMENT MALADE

Un message du Comité Central du Parti Communiste Français

L'annonce de la maladie du camarade Staline atteint douloureusement au-delà de notre Parti la classe ouvrière et le peuple de France.

Nous formons les souhaits les plus ardents pour que guérisse le guide génial des travailleurs du monde, l'architecte du Communisme, le défenseur le plus sûr de la paix et de l'homme.

En ces heures douloureuses nous exprimons au glorieux Parti de Staline et au peuple soviétique notre fraternelle et indéfectible solidarité.

Pour le Comité Central du Parti Communiste Français

Jacques DUCLOS.

UN MESSAGE du Parti Communiste Italien

BULLETINS DE SANTE

Une proclamation du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique et du Conseil des Ministres de l'URSS

AFP

Dans son numéro du mercredi 4 mars 1953, **L'Humanité** *prépare ses lecteurs au décès du* **« camarade Staline »**, *avec ce commentaire :* **« Radio-Moscou annonce un grand malheur qui frappe les peuples du monde entier ».**

Kautsky, « le pape » du marxisme à l'époque, critiqua de fond en comble l'attitude des bolcheviks qui, en répudiant l'appellation *« social-démocrate »* au bénéfice du *« communisme »*, coupaient le cordon ombilical qui reliait le mouvement socialiste à la démocratie.

ESH : Vous avez déclaré que *« l'historien du communisme se heurte à une sorte de négationnisme »*. Qu'entendez-vous par là ?

SC : De même que certains nient l'existence des chambres à gaz dans les camps nazis, il existe en France des réseaux qui s'ingénient à empêcher que l'on parle de ce que fut le communisme au pouvoir, qui s'efforcent de décrédibiliser le recours aux archives, et partant agissent en « négationnistes ». Or, plus les archives parlent, plus nous comprenons que ce système n'aurait jamais pu fonctionner sans la terreur parce qu'il allait absolument à l'encontre de la volonté des populations (question nationale en Ukraine et dans le Caucase ; question de la propriété paysanne, etc.). A l'heure actuelle, des Russes réalisent le même travail que celui des juifs sur la Shoah. Ils établissent des annuaires où ils recensent les victimes de la « Grande Terreur » stalinienne de 1937-1938 : 700 000 personnes tuées d'une balle dans la tête. Ces crimes n'ont pas été perpétrés dans l'anarchie mais sur la base de listes établies par le NKVD, visées par le Bureau politique. Chaque crime faisant l'objet d'un rapport circonstancié. L'URSS fut incontestablement « la civilisation du rapport ». A cette terreur très « ciblée » s'ajoutent nombre

LE BOLCHEVISME, UN ENFANT DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La puissance d'Octobre sur les imaginations vient aussi d'une reprise, à plus d'un siècle de distance, de la plus forte représentation politique de la démocratie moderne : l'idée révolutionnaire. Cette reprise a été intériorisée depuis longtemps par les bolcheviks, qui discutent depuis le début du siècle du précédent jacobin. [...]

Ainsi, la révolution bolchevique d'Octobre 1917 a tout de suite acquis, dans les années de l'immédiat après-guerre, le statut d'un événement universel. Elle s'est inscrite dans la filiation de la Révolution française, comme quelque chose du même ordre, ouvrant une époque de l'histoire de l'humanité. Malgré le caractère invraisemblable de son lieu de naissance, elle a comblé une attente inséparable depuis la Révolution française de la culture politique européenne : l'avènement d'une société souveraine sur elle-même par l'égalité enfin conquise de ses associés. Attente nourrie par l'eschatologie socialiste tout au long du XIXe siècle, et qui a puisé une force renouvelée dans le malheur des peuples pendant la Première Guerre mondiale. Le privilège d'universalité du bolchevisme provient à la fois de la tradition révolutionnaire de l'Europe et de l'exceptionnelle situation de 1918-1920.

On n'en finirait pas de recenser les déclarations célébrant la révolution soviétique à son berceau. Le XXe siècle s'ouvre sous cette grande lueur, où beaucoup de contemporains saluent une rupture décisive et bienfaisante avec le capitalisme et la guerre, donnant par là leur assentiment moins à une expérience réelle qu'à ce que disent sur eux-mêmes les héros d'Octobre. A relire tous ces textes, le lecteur d'aujourd'hui peut être frappé de stupeur devant tant de jugements péremptoires rendus sans information véritable. Pourtant, l'explication est toute simple, et vaut d'ailleurs en sens inverse, dans l'autre camp : la Russie de Lénine est un symbole. Elle canalise des passions plus encore que des idées. Elle figure l'histoire universelle. Les efforts des théoriciens sociaux-démocrates pour lui contester ce privilège n'ont qu'un retentissement étroit. Ils obtiennent des résultats contradictoires ; mais, entre leur marxisme et celui des vainqueurs d'Octobre, c'est le second qui parle à l'imagination des hommes de ce temps-là.

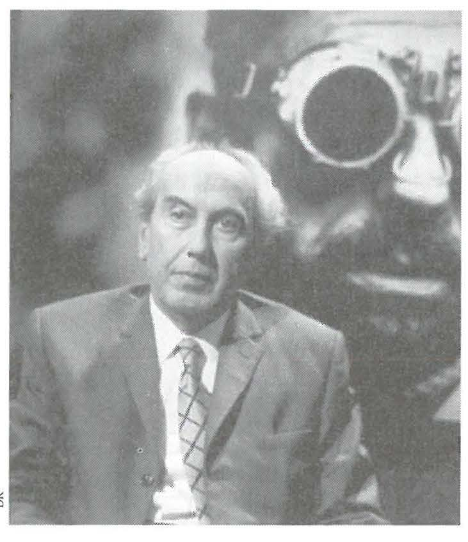
FRANÇOIS FURET
Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXe siècle.
Robert Laffont/Calmann-Lévy, 1995, pp. 80-118.

d'autres vagues de répression contre les paysans (famines et déportations), contre les ouvriers (mise en semi-esclavage), contre les petits peuples (génocide des Tatars, Ingouches, etc.), déportation « génocidaire » de nombreuses populations frontalières (Baltes, Allemands, Polonais, etc.). Il serait évidemment absurde d'établir une comptabilité double des crimes du communisme en vis-à-vis des crimes du nazisme, pour je ne sais quel « livre des records » de l'horreur. Il n'en reste pas moins que l'un et l'autre système ont pratiqué le crime contre l'humanité à grande échelle et que le moment est venu d'une démarche comparative, tout en soulignant que la comparabilité des deux phénomènes ne signifie pas leur identité.

ESH : La thèse du « dérapage sanglant » ne repose donc sur aucun fondement scientifique ?
SC : Si l'on parle du communisme comme d'une philosophie de l'histoire, soit. Elle existe depuis la *République* de Platon. Mais lorsque cette philosophie devient un système politique, on doit considérer son application pratique. Là, les archives soviétiques sont péremptoires : le système terroriste est d'origine. Il est d'ailleurs à l'origine de la guerre civile, les autres groupes révolutionnaires (mencheviks, socialistes-révolutionnaires) refusant l'hégémonie bolchevique.

ESH : Quelles réflexions vous inspirent les itinéraires de Pierre Cot, de Jean Moulin ?
SC : Ils me semblent emblématiques de personnalités démocrates qui, par antifascisme, ont succombé à l'illusion communiste. En ce qui concerne Cot, on sait maintenant qu'il s'est mis au service des réseaux de renseignements soviétiques, au moins dès décembre 1940. Quant à Jean Moulin, homme de confiance du général de Gaulle dans la Résistance, on sait, d'après les archives, qu'il a été en contact avec les services de renseignements soviétiques en France jusqu'en 1942. En cela, il agissait sur ordre de De Gaulle. Tout le problème est de savoir s'il était préalablement en contact avec lesdits services.

ESH : Avec le temps, l'image spectrale du communisme finira-t-elle par s'estomper au point de laisser dans l'opinion progressiste occidentale un bilan « globalement positif » ?
SC : Tant que les communistes et leurs alliés socialistes n'auront pas fait leur examen de conscience sur le stalinisme, la gauche tout


DR

Artur London, lors d'une projection de **L'Aveu.** ***Victime des épurations internes au parti, il avait occulté son propre rôle d'épurateur au sein du PC tchèque et d'organisateur de la répression contre les non-communistes. Dans son livre*** **Les Aveux des archives** ***(Seuil, 1996), Karel Bartosek a montré, qu'à travers son livre et son film, London a été un pion capital dans l'effort de restauration de la mythologie du « bon communisme », mise à mal par la révélation des crimes du système.***

entière demeurera confrontée au plus lourd des tabous. Souvenez-vous de la tornade suscitée par la publication au Seuil des *Aveux des archives* de Karel Bartosek qui rappelait la collaboration du couple London avec les services de renseignements de la Tchécoslovaquie communiste. Tout récemment, les enfants London m'ont intenté un procès en espérant interdire la parution de mon livre sur Eugen Fried, car j'y rappelle qu'après avoir été du côté des bourreaux, Artur London s'était trouvé du côté des victimes. Ils n'acceptaient pas que resurgisse le passé alors que les archives établissent que le couple travailla dans l'appareil stalinien international, et en particulier avec le NKVD à Barcelone en 1937. Et que penser de l'affaire Aubrac ! Quand Gérard Chauvy va publier son livre, certains font tout pour l'interdire. On croit rêver. En résumé, il y a, d'une part, une extraordinaire mauvaise conscience à gauche, et, d'autre part, des réseaux encore puissants qui cherchent à empêcher l'expression de la vérité. A cet égard, les communistes demeurent très forts pour ce qui est de la propagande, et réussissent aujourd'hui comme hier à s'introduire dans des lieux stratégiques pour travailler l'opinion. Ils y sont aidés par la vieille convergence d'intérêts entre gaullistes et communistes qui implique un verrouillage de l'histoire contemporaine. Mais je reste optimiste : dans l'affaire Bartosek mes collègues historiens ont adopté spontanément des positions courageuses. Je veux croire qu'il en ira de l'affaire Aubrac comme de l'affaire London.

ESH : Comment expliquez-vous le fait que les démocraties n'aient pas réuni un « tribunal de Nuremberg » du communisme ?
SC : C'est une énorme question. En premier lieu, le communisme n'a pas été vaincu dans une guerre. Or le tribunal militaire de Nuremberg était spécifique : il y avait les vainqueurs et les vaincus. L'institution de ce tribunal fut, à mon avis, une bonne chose car il importait de caractériser d'un point de vue juridique les crimes commis par les nazis. Mais ce qui est paradoxal et révoltant, c'est que les Soviétiques figuraient parmi les juges du tribunal, eux qui pratiquaient le crime contre l'humanité depuis vingt-cinq ans. A ce propos, de singulières zones d'ombre subsistent. Un exemple : l'assassinat par les soviétiques des officiers polonais à Katyn. A Nuremberg, deux responsables, un Soviétique et un Polonais, furent chargés de traiter l'affaire. L'un et l'autre rendirent un rapport au terme desquels on ne pouvait attribuer aux « bandits fascistes » les exécutions de Katyn. Huit jours après, le Soviétique fut retrouvé « suicidé », et le Polonais le crâne fracassé dans son appartement... Toute l'ambiguïté de Nuremberg est là.

ESH : Les Américains n'ont-ils pas envisagé un second Nuremberg ?
SC : C'est compter sans le fait que Roosevelt entretenait d'énormes illusions. Bon nombre d'Américains étaient intimement persuadés que Staline était un grand démocrate. Jusqu'à Yalta, où Staline s'engageait à procéder à des élections libres en Europe de l'Est. Il promit tout ce que l'on voulait. En toute naïveté, les Américains prirent cela au pied de la lettre. Puis ils comprirent enfin, mais on était déjà dans la guerre froide.

ESH : Quel est le nombre des victimes du communisme en URSS et dans le reste du monde, de 1917 aux dernières décennies ?
SC : S'agissant de l'URSS, si l'on additionne les victimes de la guerre civile, des famines organisées, du goulag, les exécutions diverses et les génocides, on avance le nombre de 20 millions de personnes. Pour la Chine, les victimes du communisme s'élèvent sans doute à plus de 50 millions. Pour le Cambodge, on les évalue à 2 millions (un quart de la population). L'Europe de l'Est a moins souffert pour la raison que Staline n'a pu « œuvrer » qu'entre 1948 et 1952. Donc l'estimation globale du

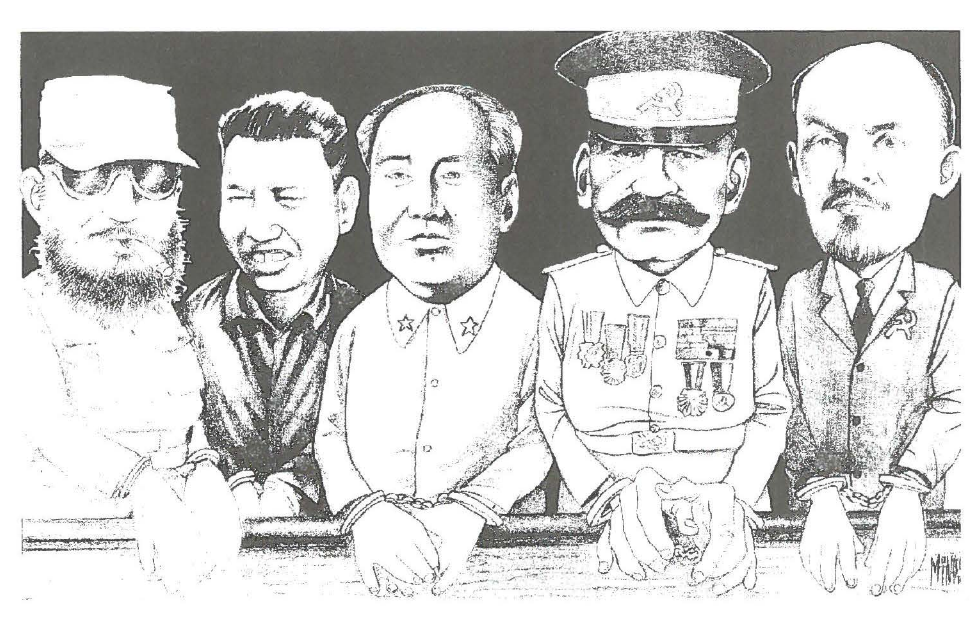
nombre des victimes du communisme tourne autour de 90 millions y compris l'Afrique et l'Amérique latine. En tout état de cause, une grande partie des victimes sont des anonymes, des paysans, des gens modestes, dont nul ne s'occupe de défendre la mémoire.

ESH : Quelle analyse interne faites-vous du PCF depuis la dernière guerre ?

SC : Jusqu'à ces dernières années le parti fonctionnait largement sur les bases établies par Fried en 1931. Je dirais même presque avec les mêmes personnes. Choisis par Fried, les Thorez, Duclos, Frachon ont tenu jusque dans les années 70, puis leur a succédé la génération des Gaston Plissonnier, Jacques Denis, Jean Jérôme, laquelle se trouvait en contact régulier avec les soviétiques et se trouvait au cœur des décisions. Ce système a fonctionné jusqu'à la nomination de Robert Hue en 1994. Depuis la chute du régime communiste à Moscou, en 1991, il y a du changement, mais quelle en est la nature ? Dans son livre, *La Mutation*, Hue évacue en un chapitre la question du stalinisme, alléguant que c'est une question qui ne concerne plus le PCF. Mais que dirait-on d'un autre parti politique dont l'organe central aurait pendant trente ans chanté les louanges d'Hitler ? C'est pourtant bien ce que *l'Humanité* a fait avec Staline.

ESH : Affranchi de la dépendance de l'État soviétique, le PCF peut-il se recentrer sur lui-même et défendre un projet politique cohérent ?

SC : En dépit du fait qu'il n'a pratiquement pas gagné de voix en 1997 par rapport à 1993, le PCF a réussi à accroître le nombre de ses députés. Robert Hue a donc sauvé sa tête contre les ultra-orthodoxes du parti. Sans doute s'est-il émancipé de l'appareil stalinien, mais il est à craindre qu'un blocage psychologique ne l'empêche de comprendre ce que fut réellement le stalinisme. Ce blocage est lié à la culture léniniste qui persiste au sein du PCF : haine du capitalisme, du « bourgeois », de la démocratie pluraliste, ouvriérisme, croyance magique dans la Révolution. Or, l'alliance du PS avec le PCF, en ramenant les communistes au pouvoir, réactive toute cette mythologie révolutionnaire qui a toujours récusé les réalités économiques. On peut d'ailleurs se demander jusqu'à quand la gauche couvrira de son nom des orientations aussi contradictoires que, par exemple, celles de l'ultra-européen Jacques Delors, et celle du fier anti-européen Jean-Claude Gayssot ?



Menottes aux poignets, traînés sur le banc d'infamie, Castro, Pol Pot, Mao, Staline et Lénine. Spectacle qu'on ne verra pas de sitôt. Pourtant, l'esprit des hommes ne sera pas libéré sans la mise à nu, publique et solennelle, du système et de ses crimes. Dessin de Minos.

ESH : Des intellectuels, des artistes s'affichent en nouveaux « compagnons de route ». Quelle est l'origine de cette séduction ?

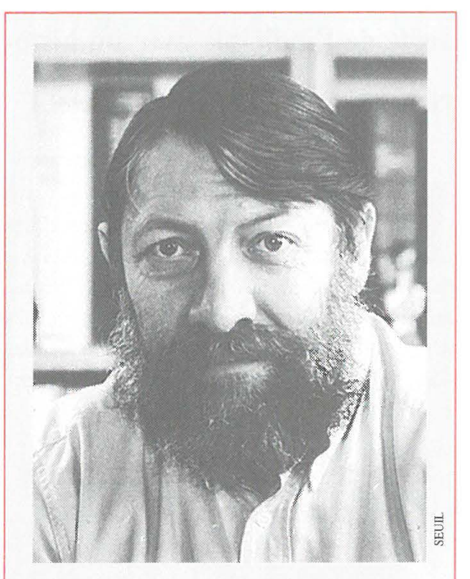
SC : C'est un vieux problème récurrent en France, que l'on appelait au XIXe siècle *« la question sociale »* – rebaptisée par Jacques Chirac du beau nom de *« fracture sociale »* –, autour duquel des intellectuels se remobilisent aujourd'hui. Emmanuel Todd, Roland Castro, Julia Kristeva, pour citer ceux-là, cèdent en fait à une utopie romantique en prêtant leur concours au parti. La question sociale ne sera résolue que par la prospérité. Or, la collectivisation des terres et l'étatisation de l'industrie n'ont provoqué que des désastres. Il est temps de reconnaître que, contrairement à ce que pensait Marx, le capitalisme n'a pas encore épuisé sa force modernisatrice. Cependant, au nom de la lutte tout à fait légitime contre les injustices sociales, les communistes continuent à contester radicalement l'économie de marché.

ESH : La vieille détestation du PCF à l'encontre des trotskistes a-t-elle pris fin ?

SC : Depuis l'été 1996, Hue a facilité les rapports avec les trotskistes. Des convergences très nettes se dessinent. Ainsi des refondateurs avec la Ligue révolutionnaire : le langage de *« la nouvelle citoyenneté »* figure dans l'*Humanité* après avoir été dans *Rouge*. Si les camarades Staline, Fried et Thorez revenaient, ils seraient surpris !

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉRIC VATRÉ

Eugen Fried, le grand secret du PCF, par Annie Kriegel et Stéphane Courtois. Le Seuil, 446 pages. 160 F.



SEUIL

Né en 1947, Stéphane Courtois a connu l'univers marxiste de l'intérieur avant de devenir le collaborateur et le disciple d'Annie Kriegel, qui avait elle-même rompu de façon éclatante avec le communisme. Après une thèse sur le PCF et les problèmes syndicaux de 1939 à 1944, il fonde en 1981 avec Annie Kriegel la revue *Communisme*, aux éditions de l'Âge d'homme. Directeur de recherches au CNRS, il dirige à l'université de Paris X-Nanterre le Groupe d'études et d'observation de la démocratie (Géode). En collaboration avec Marc Lazar, il a publié une *Histoire du Parti communiste français* (PUF, 1995). Écrite avec Annie Kriegel, sa biographie d'Eugen Fried vient de paraître aux éditions du Seuil, dans la collection « Archives du communisme », qu'il codirige.

Un héritage sanglant

PAR OLEG KOBTZEFF

Ce qui s'est passé, on pouvait le savoir, mais on ne le voulait pas ou on l'avait oublié. Redécouverte de l'indicible avec un historien qui est allé aux sources.

Lorsqu'un petit nombre de marins révolutionnaires tombèrent sous les balles ennemies, on put lire cette menace dans la presse de la capitale russe : *« Nous, marins* [...], *nous nous soulèverons, les armes à la main, et pour chacun de nos camarades tués, nous répondrons par la mort de centaines et de milliers de riches »*. (1)

Des milliers de témoins pouvaient dire ce qu'ils avaient vu

Il y a à peine vingt ans, des dizaines de milliers de personnes âgées, des anciens réfugiés de Russie, partis en 1920, pouvaient encore raconter leur guerre civile de 1918-1920. L'auteur de ces lignes a connu des centaines de ces personnes. Chacune, sans la moindre exception, avait perdu un parent proche ou éloigné, homme, femme ou enfant, exécuté ou lynché sous le nouveau régime de Lénine. Leurs témoignages pouvaient parfois évoquer les horreurs du Cambodge de Pol Pot. Mais peut-on prêter foi au témoignage d'ennemis du régime, souvent des anciens combattants « blancs » ? Ou étaient-ils devenus des ennemis des bolcheviks justement à cause de ce qu'ils avaient vu ?



DR

Suspect arrêté par les tchékistes. Dessin de Zvorykine, 1923. Toute puissante police politique, la Tchéka fut créée en 1917 par Lénine et dirigée par Félix Dzerjinski. Entre 1917 et 1922, ses séides exécutèrent plus de 250 000 personnes. Elle sera remplacée en 1922 par la Guépéou.

L'appel de Lénine dans la *Pravda* du 15 janvier 1918, *« pour chaque tête des nôtres, une centaine des vôtres »*, fut-il simplement un cri de guerre poussé lors de circonstances exceptionnelles ? Ou doit-on y voir une nouvelle méthode de gouvernement ? Mais alors, le « stalinisme » a-t-il réellement existé ou n'était-ce que la maladie sénile du léninisme ? La comparaison avec le nazisme est-elle permise ?

Un des premiers à s'émouvoir du déchaînement de violence qui suivit les soulèvements de 1917 fut l'écrivain Maxime Gorki, pourtant un ami proche de Lénine.

« Les rues sont devenues le théâtre quotidien de ces "jugements sommaires", écrivait-il. [...] *L'ouvrier Kostine a essayé de prendre la défense des malheureux que la foule massacrait ; il s'est fait tuer lui-même. Nul doute que le même sort attende quiconque osera protester »*. (2)


TALLANDIER

Des villageoises pleurent leur village en flammes que les Rouges ont incendié avant de se replier.

De l'hiver 1917 à juillet 1918, Gorki publia courageusement dans *Vie nouvelle* une longue série d'articles dénonçant d'innombrables scènes de lynchage encouragées par le nouveau gouvernement. Par ses accusations, Gorki s'alarmait de la mise en place d'un régime sanguinaire. Il fut censuré et contraint à l'exil.

Torturés avant d'être tués

Au cours de la guerre civile russe de 1918 à 1920-21, de nombreuses zones de combat changèrent plusieurs fois d'occupants. Dans les villes et territoires repris aux Rouges, les Blancs découvraient souvent de vastes charniers. Le 4 avril 1919, le général Dénikine, commandant en chef des Forces armées du sud de la Russie créa une « Commission spéciale d'enquête sur les crimes des bolcheviks ». Suite à l'évacuation de l'armée russe (blanche), les archives de la commission se retrouvèrent à l'étranger. Elles reposent aujourd'hui au célèbre Hoover Institute de l'université de Stanford (3). Ces archives ne constituent qu'un aperçu de la répression bolchevique, mais elles laissent entrevoir leur caractère sanglant et massif. Dans le peu de rapports qui nous sont parvenus, c'est par centaines que l'on dénombra des cadavres dans les fosses communes laissées dans le sillage de l'Armée rouge. On y trouvait des corps de femmes et d'enfants – parents d'officiers de l'Armée blanche, des fonctionnaires non-bolcheviques, des membres du clergé, de la petite bourgeoisie, de l'intelligentsia, etc. Les photos des archives montrent que la mort était fréquemment précédée par des tortures longues et extrêmement horribles. On retiendra pour exemple le rapport parvenu de Crimée après l'évacuation des Blancs vers la Turquie et l'instauration du pouvoir soviétique. Il est particulièrement parlant quant au nombre de personnes que le gouvernement soviétique cherchait à mettre à mort. Après la reconquête soviétique de la Crimée, Frounzé (dont la capitale du Kirghizistan portera le nom) promit une amnistie pour tous les anciens officiers et soldats de l'Armée blanche encore présents dans le pays, à condition que ceux-ci se présentent aux autorités. La majorité d'entre eux se fit recenser, rassurée par la correction exemplaire des soldats de Frounzé. Mais quelques semaines plus tard, ces derniers furent remplacés en Crimée par la 9e division de l'Armée rouge. On procéda aussitôt à un second recensement. Les noms de ceux qui avaient été inscrits la première fois étaient maintenant connus des autorités : impossible de se dissimuler. On incarcéra tous ceux qui se présentèrent au deuxième recensement, sans

MASSACRES ET TERREUR, UN BILAN PARTIEL DU COMMUNISME

Il existe plusieurs évaluations scientifiques de l'holocauste imputable à la dictature du parti communiste depuis 1917, en excluant les pertes de la Seconde Guerre mondiale. Ces évaluations reposent sur des études démographiques serrées. Selon la plus modeste de ces estimations due au démographe soviétique Maksudov, la transformation révolutionnaire de la Russie aurait coûté le chiffre énorme de 27,5 millions de victimes. Pour la seule période de la guerre civile et de la famine qui l'a suivie, de 1918 à 1926, les pertes sont évaluées à plus de 10 millions de morts. Pour la période de 1926 à 1938 qui inclut la « dékoulakisation » et les grandes purges : 7,5 millions de victimes. Enfin, de 1939 à 1958, les exécutions et les déportations de populations ordonnées par le régime auraient coûté la vie à environ 10 millions d'individus (1).

Se fondant sur des taux de natalité et de mortalité différents, le démographe Kourganov obtient un chiffre global beaucoup plus importants, plus de 66 millions de morts entre 1918 et 1953 (sans compter les pertes dues à la Seconde Guerre mondiale). Pour la période de guerre civile, de 1918 à 1922, il conclut à 15 millions de vies humaines, dont 1 700 000 personnes massacrées ou exécutées par les Rouges. Cette étude a été publiée en 1964 dans le *Novoïe Rousskoïe Slovo* à New York et traduite dans *Est et Ouest* n° 594 du 16 mai 1977.

Ces chiffres sont proches de ceux que retiennent actuellement les historiens russes. Pour Dimitri Volkogonov : *« A elle seule, la guerre civile a coûté à la Russie treize millions de vies. Dans la période située entre la guerre civile et la collectivisation, c'est-à-dire dans* « les années heureuses de la NEP », *un million de personnes environ ont péri dans les camps ou dans l'extermination de la résistance antisoviétique dans le pays. Entre 1929 et 1953, année de la mort du* « premier léniniste », *ce bilan s'est alourdi de vingt et un millions et demi de victimes »* (2).

(1) Cf. *Cahiers du monde russe et soviétique*. Vol XVII-3, juillet-septembre 1977 (Mouton éditeur).

(2) Dimitri Volkogonov. *Le vrai Lénine, d'après les archives secrètes soviétiques* (Robert Laffont, Paris, 1995).

exception. Peu après, les exécutions commencèrent. Vers la fin de 1921, d'après les documents présentés au haut commissaire de la SDN, Nansen, le nombre de fusillés s'élevait à 52 ou 53 000 au moins. (4)

On peut reprocher leur manque d'objectivité à ces informations provenant des *« ennemis du prolétariat »*. Revenons alors aux scènes de la révolution, admises comme typiques par l'historiographie soviétique.

Au cours de leur séjour en URSS, entre 1972 et 1974, les communistes français Nina et Jean Kéhayan, recueillirent le témoignage d'une vieille paysanne sur l'installation du régime soviétique dans son village.

« Par un froid matin de novembre 1917, raconta cette femme, *deux cavaliers sont arrivés, escortés par la meute des chiens du village. Ils avaient l'air de soldats et, après avoir mis pied à terre, ils proclamèrent :* "Le tsar est mort." »

Exécution de grévistes pour « sabotage »

Empêchant les villageois de s'agenouiller à la mémoire de l'ancien tsar et en l'honneur du nouveau chef, Lénine, les soldats lurent une proclamation.

« On y parlait de parti, de socialisme, de communisme, de bonheur, de liberté... Après cette lecture, ils nous demandèrent : Où sont les riches ? Ce n'était pas difficile de répondre. Il y a le marchand et le koulak... » Ils furent trouvés et abattus sur-le-champ. (5)

Histoire banale, simple au possible. Deux morts seulement. Que l'on multiplie cependant ces deux morts par le nombre de villages dans un empire aussi vaste qu'un continent et le chiffre obtenu fait réfléchir. Aucun village de l'ancien Empire russe n'échappa à cette forme de justice « prolétarienne ». Être né « riche » était un crime grave dans une lutte des classes déclarée guerre des classes. Mais qu'est-ce qu'un « riche » ? Comment quantifier la notion de « richesse » ? Pour un renne de trop ou une tente trop grande, on a vu fusiller même des « notables » de campements aborigènes sibériens. Qui était donc compétent pour fixer le plafond de revenus ? Plafond qui plaçait un individu non dans une « tranche fiscale » mais devant un peloton d'exécution.

Pour épargner aux bourreaux ou lyncheurs de tels dilemmes, le nouveau droit soviétique favorisa l'adaptation du vocabulaire pénal aux fluctuations de la raison d'État. Ainsi on put donner un sens très large et relativiste à la


DR

Massacres en masse des paysans ukrainiens par les bolcheviks en 1937 et 1938. A leur arrivée en Ukraine en 1941, les Allemands mirent à jour à Vinnitsa un charnier contenant les corps de 10 000 hommes abattus par le NKVD (ancêtre du KGB). Des femmes tentent d'identifier les restes de leurs maris et de leurs fils.

notion de « riche », d'« ennemi de classe » de « spéculateur » ou aux autres termes qualifiant les 70 crimes passibles de la peine de mort prévues par le nouveau code pénal de la RSS de Russie. (6)

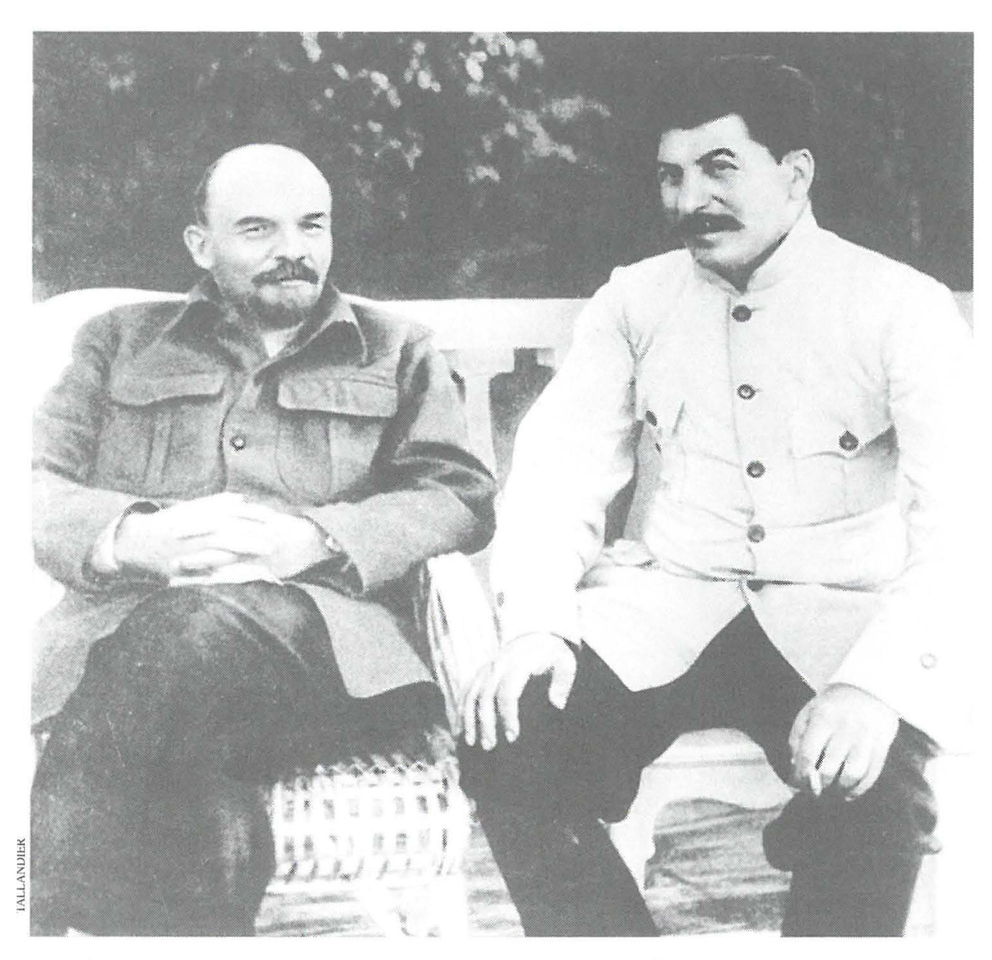
Ainsi, le mot « sabotage » avait-il un sens très large. C'est un des crimes le plus souvent cité par les documents bolcheviques des années du « communisme de guerre ». Le lecteur non averti, découvrant les terribles invectives de Lénine contre les « saboteurs », imagine des trafiquants de denrées alimentaires ou des terroristes à la solde des Blancs ou de la pègre. C'était l'effet recherché. En fait, le mot « saboteurs » pouvait tout aussi bien désigner de vrais bandits que des paysans affamés qui cachaient un sac de blé ou des ouvriers grévistes épuisés par les heures supplémentaires de travail « volontaire ». La grève étant un instrument de lutte contre le capitalisme, un arrêt de travail, gênant la production socialiste ne pouvait être appelé « grève » ; on dira donc « sabotage », ce qui facilitera l'exécution rapide de tout gréviste.

Pour déshumaniser les futurs condamnés à mort, on laissa s'insinuer un jargon dont les mots devinrent des signes vidés de leur valeur réelle par leur pauvreté grammaticale. George Orwell, puis Siniavski et Soljenitsyne ont bien compris ce mécanisme de la « novlangue ». Ils furent précédés par l'écrivain Andreï Platonov (qui commença à publier dès 1918). Ainsi, tels les « prols » de *1984*, *« ceux qui ont perdu leur liberté* (ou droits) *»* (*lichënnye svobody* – ou *prav* – en russe) ne devinrent plus que des *lichentsy* (ou *lichenniki*) – sobriquet intraduisible (sinon par des mots barbares comme « un privé-de, une privée-de » ou « privédeu »). Lénine transforma l'adjectif « douteux » en nom commun (« un douteux, une douteuse »...) lorsqu'il ordonna de *« mettre en pratique une terreur de masse impitoyable contre les koulaks, les popes et les gardes blancs* [et d'] *enfermer les douteux dans des camps de concentration en dehors de la ville. »* (7) Mieux encore, Felix Dzerjinski, chef de la Tchéka, inventa un nouveau mot pour désigner les « ouvriers n'ayant pas accepté le nouveau régime ». Pour ces derniers il forgea le substantif « nontravailleurs » (*nierabotchiyé*). (8)

Ce glissement sémantique infamant n'était pas une nouveauté des années 1920. Lénine, pourtant obsédé par le terme « scientifique », était incapable d'utiliser une langue objective dans ses écrits critiques. Une familiarité avec ses œuvres révèle que l'emploi de l'insulte et des termes dégradants était systématique chez lui, même dans de simples analyses critiques et historiques du socialisme. Mis en examen par son propre parti pour avoir diffamé ses camarades au cours de la campagne électorale de 1906, Lénine répondit que les termes qu'il avait utilisés avaient été *« calculés pour inspirer haine, aversion et mépris* [...] *non pour convaincre mais pour briser les rangs de l'adversaire »*. La faute des adversaires méritant cette violence verbale ? Des désaccords sur des détails techniques de présentation des candidatures. (9)

Culpabilité « objective »

Cette primauté absolue de la stratégie introduisit dans le lexique juridique une des notions les plus utiles pour les fanatiques de la raison d'État : la culpabilité « objective ». Dans ses cours à la Sorbonne, l'historien François-Xavier Coquin a montré comment cette expression précédait la révolution, à l'époque où elle servait à exclure des membres du parti coupables d'aucune faute, sinon de gêner l'action des léninistes, convaincus de détenir la vérité. La culpabilité « objective », fréquemment invoquée sous Staline, introduisit dans le droit plus qu'une notion de culpabilité potentielle. La « culpabilité objective » rendait légitime l'élimination de toute personne innocente dont le sacrifice était exigé par la raison d'État. Dostoïevski avait pressenti le danger



Lénine et Staline. La maître et le disciple. Le stalinisme, écrit Soljenitsyne dans **L'erreur de l'Occident**, *n'a jamais existé ni en théorie ni en pratique : on ne peut parler ni de phénomène stalinien ni d'époque stalinienne. Ces concepts ont été fabriqués après 1956 par la pensée occidentale de gauche pour préserver les illusions du communisme.*

ARCHIVES, TOUT RESTE À FAIRE

Comment chiffrer le lynchage encouragé ou non par les bolcheviks ? Comment distinguer, parmi ceux qui moururent de faim et de maladie, les victimes des manques de ravitaillement des personnes privées de rations alimentaires pour appartenance à la classe des exploiteurs ? Que faire pour obtenir des chiffres fiables ? Avant tout : reconnaître l'existence d'un projet de destruction massif de populations entières. Ensuite, obtenir l'accès inconditionnel aux archives du KGB. Celles-ci sont encore trop limitées à certaines catégories de chercheurs : les chercheurs trop indulgents envers l'histoire soviétique ou les grosses machines universitaires américaines qui proposent en échange des services ou de l'argent et dont les recherches ne s'intéressent pas nécessairement aux victimes. Beaucoup de chercheurs ont gagné l'accès aux archives pour dresser un martyrologe d'une seule catégorie d'individus (les chrétiens, les aristocrates, une minorité ethnique, les célébrités de la littérature, etc.) Le danger de ces recherches est de cloisonner les morts par catégories ce qui fausse les chiffres en empêchant l'établissement d'une estimation globale par année, par secteur géographique ou selon d'autres classements utilisés par l'histoire sérielle et quantitative. Il faut lancer un appel pour qu'enfin les autorités russes donnent aux scientifiques, étrangers ou de leur propre pays, les moyens d'aborder le grand tabou de l'histoire de l'URSS, c'est-à-dire : des équipes de dizaines d'étudiants et de chercheurs, travaillant sur de longues années, seule méthode sérieuse pour établir des statistiques fiables.

O.Keff

dans *Les Possédés* qui s'inspire d'un fait divers réel : l'exécution par le révolutionnaire Netchaïev d'un camarade soupçonné non de trahir son mouvement mais d'être capable un jour de faiblir et de parler. Or l'impitoyable *Cathéchisme révolutionnaire* de Netchaïev était une des lectures favorites des marxistes russes et de Lénine.

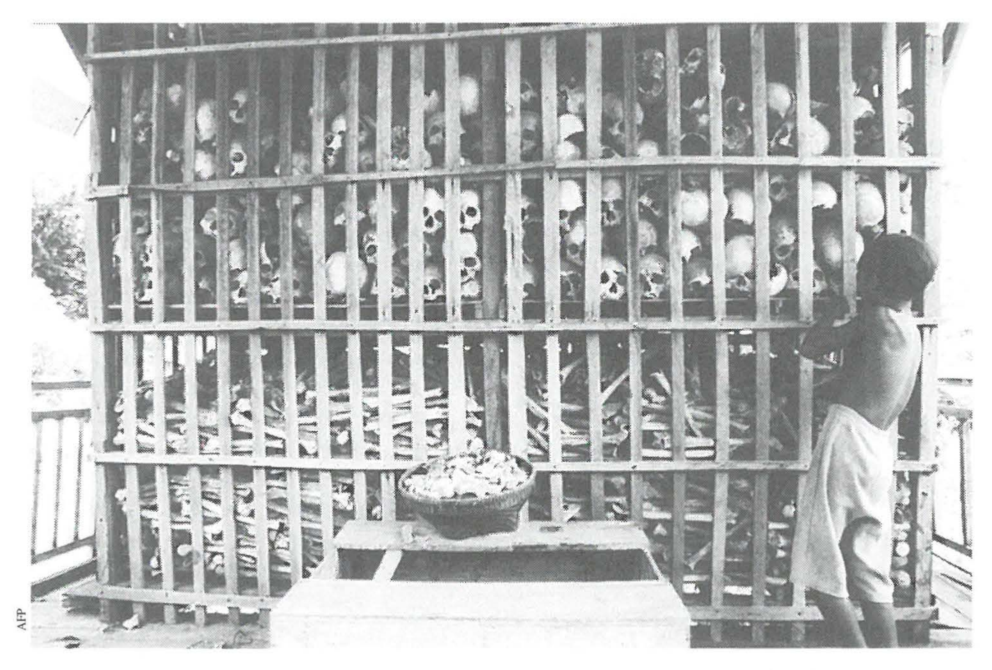
Les langues se sont déliées

Une telle vision du droit autorisait donc la politique des otages. Suivant l'exemple de la politique des suspects sous Robespierre, la Tchéka, la police politique, arrêtait par centaines des hommes, des femmes et des enfants appartenant aux classes « non laborieuses ». Ces derniers étaient exécutés en cas d'attentat contre les bolcheviks ou en cas de victoire des armées blanches. D'autres raisons pouvaient entraîner la mort : le 15 février 1919, le soviet de la Défense des travailleurs et paysans décréta de *« prendre des otages parmi les paysans pour qu'ils soient fusillés si le déblaiement de la neige n'est pas achevé »* (10).

Devant de telles dérives idéologiques et judiciaires, comment imaginer que les mesures disciplinaires *« regrettables mais nécessaires »* de la révolution se limitèrent seulement à quelques « bavures » ?

Les camps de concentration furent ouverts, eux, dès 1918. Comme nous l'avons cité plus haut, ils devaient d'abord accueillir les « douteux ». *L'Archipel du Goulag*, malgré ses défauts, a le mérite d'avoir été la première tentative d'une histoire exhaustive des camps soviétiques, d'avoir montré une continuité entre les politiques concentrationnaires de Lénine à Brejnev et d'avoir livré au grand public une estimation du nombre des morts (environ vingt millions). Il est bien loin le temps où il était politiquement correct de s'indigner des « exagérations » de l'auteur de l'*Archipel du Goulag*. Dans l'ex-URSS, où les langues ont commencé à se délier dès les années de Glasnost, il n'est plus admis, en dehors des cercles les plus ouvertement staliniens, de nier le caractère massif des morts. Les derniers nostalgiques d'Octobre 1917, en sont réduits à un marchandage mesquin et macabre pour réduire les millions de morts cités par l'*Archipel du Goulag* à quelques centaines de milliers... (11)

Il est incontestable que les armées blanches laissèrent derrière elles des scènes de désolation et d'innombrables fusillés. La guerre civile était une guerre au cours de laquelle on ne faisait pas de prisonniers. Il y a une cependant une différence de taille entre la « terreur blanche » et la « terreur rouge ». Les bolcheviks, eux, revendiquaient leur violence. La violence s'est tellement enracinée dans la pensée léniniste, qu'on est en droit de se demander s'il ne s'est pas opérée une confusion entre la fin et les moyens.



Ossements de victimes des Khmers rouges au Cambodge. On estime à 2 millions de morts, sur une population totale de 7 millions d'habitants, le bilan du génocide perpétré de 1975 à 1980 par les disciples cambodgiens de Lénine, pour instaurer une **« société communiste idéale ».** *Au lendemain du 17 avril 1975, date de l'entrée des troupes de Pol Pot à Phnom Penh,* **Le Monde** *célébra à la « une »* **« la libération de Phnom Penh »,** *tandis que* **L'Humanité** *titrait :* **« Les patriotes sont entrés dans Phnom Penh ».**

Il fut toujours considéré de mauvais goût de comparer la violence du nazisme à celle des révolutionnaires d'Octobre 1917. Pour les uns, les intentions des bolcheviks étaient bonnes. Pour les autres, mélanger deux phénomènes historiques différents est une erreur de méthode. Parler d'« holocauste » en commémorant les victimes des répressions bolcheviques est encore plus choquant : comme l'explique Yves Lacoste dans l'article « Génocide » de son *Dictionnaire de Géopolitique* (Paris, 1994) *« cette forme de folie métaphysique poussée aux pires extrémités dépasse toutes les autres formes de persécutions politiques, et c'est sans doute en cela que l'Holocauste est un crime collectif unique dans l'histoire de l'humanité ».* Pourtant, on devrait être très vigilant devant certaines analogies qu'Hitler reconnaissait lui-même : *« J'ai appris grâce à leurs méthodes* [des marxistes]... *Le national-socialisme c'est ce qu'aurait pu devenir le marxisme s'il avait rompu ses liens absurdes et artificiels avec un ordre démocratique ».* (12)

L'idéologie du soupçon

On imagine les sarcasmes avec lesquels Lénine aurait accueilli le nazisme, s'il avait vécu. Pour Lénine, l'État était fondé sur la violence ; le communisme auquel visait la révolution à long terme, devait faire disparaître l'État. Mais à court terme, Lénine ne renonçait ni à l'État... ni à la violence. En même temps, il estimait qu'on avait déjà accompli le *« dépassement de la démocratie »* (13). Le combat des bolcheviks contre la « révolution bourgeoise », sa démocratie dépassée et ses droits de l'homme, la haine léniniste contre la civilisation judéo-chrétienne – s'agit-il de ressemblances fortuites avec le nazisme ?

Sans oser la comparaison, Alain Besançon a mis en lumière les sources gnostiques et dualistes de la pensée russe du XIX[e] siècle. Il en découle la vision des marxistes russes d'un monde tissé de complots. *« Toute gnose, toute idéologie soupçonne derrière le monde un arrière-monde seul réel, seul agissant. Il s'ensuit que le parti se rassemble non pas pour tramer complot, mais pour résister au complot qui le menace, et dont la découverte constitue l'euréka de l'idéologie ».* (14) N'est-ce pas aussi une bonne définition du *weltanschaung* nazi ?

Hier, en URSS, on adoptait l'utilisation de l'antisémitisme pour éliminer Trotski, Zinoviev ou Kamenev. Le « procès des blouses blanches » n'était que le premier acte d'une vaste persécution contre les juifs soviétiques (interrompue *in extremis* par la mort de Staline). Aujourd'hui, qui d'autres, sinon les communistes les plus conservateurs, affichent des thèmes nazis et antisémites ?

Quoi qu'il en soit, les historiens ont un devoir de mémoire non seulement envers les victimes. Le deuil que l'on refoule constamment vers l'*Underground* de l'inconscient est une caractéristique des sociétés malades. Si on persiste à empêcher ce deuil de s'exprimer, c'est dans ces sociétés que l'histoire se répétera.

O. Keff

Oleg Kobtzeff est « Adjunct Assistant Professor » à l'American University of Paris (département des Relations internationales) où il enseigne l'histoire et la géographie ainsi qu'au collège Hautefeuille à Paris. Il collabore auprès de la chaire d'histoire du monde russe moderne et contemporaine du professeur François-Xavier Coquin, au Collège de France.

---

(1) Déclaration de l'assemblée extraordinaire des marins de la Flotte rouge de la République, publiée dans *Notre Siècle*, 22 Mars 1918 .

(2) Maxime Gorki, *Pensées Intempestives*. Lausanne, 1975, p. 118. (L Nivat et S. Drablier, trad.).

(3) Collection B. I. Nikolajevskï et P. N. Wrangel. Publiés, hélas de façon très incomplète, dans Felshtinsky Yuri : *The Red Terror during the Civil War.* OPI, London, 1992. (titre anglais de l'ouvrage en langue russe). Le terme de « blancs » utilisé en premier par les bolcheviks, suggère l'image d'une troupe irrégulière de rebelles monarchistes. Ces Blancs constituaient en fait l'armée russe régulière (grossie dès 1918 par des volontaires et des conscrits). Elle avait prêté serment, après Février 1917, au gouvernement provisoire, chassé de Petrograd en Octobre mais reconstitué en Crimée et comprenant surtout des démocrates et des socialistes.

(4) Felshtinsky, op. cit, pp. 328-330. Les médecins militaires furent tous épargnés à la dernière minute. Le rapport ne pouvait fournir le nombre de civils tués parallèlement à ces exécutions de militaires.

(5) Nina et Jean Kéhayan, *Rue du Prolétaire Rouge*. Paris, 1978, pp. 111-112.

(6) Betram David Wolfe, *Lenin and the Twentieth Century.* (Hoover archival documentaries). Hoover Institution Press, Stanford, 1984, p. 202 .

(7) Cité par Michel Heller, *Utopija u vlasti* (*L'Utopie au Pouvoir*). London, 1982, Vol. 1 : p. 65. Basée sur un vaste choix de documents soviétiques, l'étude du professeur Heller est une analyse en profondeur de l'instauration, dès 1917, d'un État terroriste.

(8) Ibid, p. 67.

(9) Wolfe, op. cit.: p. 202.

(10) *Djekrjety Sovjetskoj Vlasti.* Moskva, 1968, p. 627 cité par Heller, op. cit., Vol. 1, p. 67.

(11) Sur la polémique des chiffres cf. Oleg Kobtzeff, « Les chiffres du Goulag. Un révisionnisme rampant», *Enquête sur l'histoire*, Hiver 1994, n° 9, pp. 46-48.

(12) Hermann Rauschning, *Gesprache mit Hitler.* Wien, 1973, pp. 174-175.

(13) Voir Lénine : *L'État et la Révolution.* Paris, Moscou, 1976, p. 128 ainsi que le titre et le thème du texte inclus dans cet ouvrage: « Engels et le dépassement de la démocratie ».

(14) Alain Besançon, *Les Origines intellectuelles du léninisme.* Paris, 1986, p. 281.

La fin du tsarisme

PAR DOMINIQUE VENNER

Accident immense et incroyable, la révolution russe de 1917 est née de la guerre. Elle est née aussi d'un drame privé, celui de la famille impériale et du scandale de Raspoutine.



Soldats russes après les premiers combats de 1914. L'armée a subi des pertes colossales. Tout manque, équipements, armes, munitions. De la souffrance de l'armée naîtra la révolte, puis la révolution.

A la fin de 1914, les pertes atteignent déjà 1 200 000 hommes tués et blessés. L'infanterie est saignée à blanc. La plupart des officiers et sous-officiers de carrière sont tombés. Les régiments ont perdu près des trois quarts de leurs effectifs et les vides ne sont pas comblés. Il y a dans les dépôts 800 000 réservistes que l'on ne peut instruire ni diriger sur le front, faute de fusils.

La situation empire encore durant l'année 1915. En Galicie, les pertes sont colossales. Dans une division du 10e corps (effectif théorique : 18 000 hommes), il ne reste que 1 000 hommes, dans une autre 900.

Futur chef des armées blanches du Sud, le général Dénikine a décrit ce martyre de l'armée impériale : « *Le printemps de 1915 restera à jamais gravé dans ma mémoire. La grande tragédie de l'armée russe, la retraite de Galicie. Ni cartouche ni obus. De jour en jour, combats sanglants ; de jour en jour, marches pénibles, une fatigue sans fin, physique et morale. Nous ne répondions presque plus. Il n'y avait pas de quoi répondre... Quand, après un silence total de trois jours, notre unique batterie de 120 a reçu 50 obus, la nouvelle en fut communiquée à tous les régiments par téléphone et tous les tirailleurs respiraient avec joie de soulagement* » (1).

Faute de fusils, les renforts sont dirigés, sans armes, vers le front. Les soldats doivent ramasser les fusils des morts et des blessés.

Durant l'été 1915, l'armée russe commence à perdre pied. On enregistre les premières redditions massives. Les mutilations volontaires augmentent dangereusement, ainsi que les désertions. Le soldat russe voulait bien se battre, mais pas se faire massacrer. Dans l'armée et dans le pays, le mécontentement est général. On parle de plus en plus de trahison. Des lettres des familles qui parviennent au front parlent de la famine et de l'effroyable désorganisation.

Après l'offensive victorieuse du général Broussilov durant l'été 1916 qui a coûté 1 200 000 tués et blessés, l'armée est un grand corps usé, frappé d'une passivité animale. L'infanterie russe transformée, au sens littéral du mot, en chair à canon, n'aspire plus qu'à la paix à n'importe quel prix. Le plus ignorant des moujiks est arrivé à cette conclusion que toute la population mâle de l'empire serait menacée de destruction si la guerre durait.

A l'arrière, la désorganisation de la vie économique, la paralysie des transports ont affamé les villes. Des queues interminables s'allongent devant les magasins d'alimentation. Aucune famille qui ne soit touchée par le deuil d'un père ou d'un fils. Aucun village qui ne soit frappé par l'épouvante des jeunes mutilés. Le pays est assommé de souffrance. Mais son désespoir commence à se muer en colère.



Photo prise dans les temps heureux, en 1911. Le petit tsarévitch Alexis entouré de ses quatre sœurs, de gauche à droite : Marie, Tatiana, Anastasia (la plus jeune) et Olga (l'aînée). Tous seront sauvagement massacrés sur ordre de Lénine, avec leurs parents, à Iekaterinbourg, le 16 juillet 1918.

La propagande révolutionnaire attise ce mécontentement. Aux classes dirigeantes, on assure que le gouvernement recherche une paix désastreuse et déshonorante. On l'accuse de trahison. Inversement, on convainc les masses que cette guerre insensée est poursuivie dans le seul but d'enrichir les riches. On dit qu'elle n'aura jamais de fin.

Pour redresser la situation, il faudrait un pouvoir exceptionnellement ferme et avisé. Mais le malheureux Nicolas II, excellent homme privé, n'a aucune des qualités exigées. Pire, lui et son épouse Alexandra, sont minés par un drame intime qui va peser lourd dans le destin de la Russie.

Le drame de la famille impériale

Le règne de Nicolas II avait commencé sur un présage sinistre. Le 14 mai 1895, lors des fêtes du couronnement, à la Khodynka, près de Moscou, l'effondrement d'une tribune, provoqua une panique meurtrière. Près de deux mille personnes, en majorité femmes et enfants, furent tuées ou grièvement blessées. Le peuple russe, naturellement superstitieux murmura : *« Commencé dans le sang, le règne finira dans le sang. »*

Le couple impérial eut successivement quatre filles et se désespérait d'avoir un fils, un héritier. Cette attente prit chez l'impératrice Alexandra des formes névrotiques. Née princesse de Hesse-Darmstadt, petite-fille préférée de la reine Victoria, son mariage avec Nicolas II avait été le fruit d'une passion amoureuse réciproque qui ne se démentit jamais. Élevée dans la religion luthérienne, elle se convertit à l'orthodoxie par raison d'État, mais, rapidement, elle fut conquise au point de verser dans une superstition effrénée.

Écoutant les conseils de son confesseur, l'archimandrite Théophane, elle s'enticha de la mémoire d'un ermite quelque peu thaumaturge, ayant vécu un siècle plus tôt, Séraphin de Sarov. Elle imposa sa canonisation au cours de cérémonies grandioses.

Un an plus tard, jour pour jour, le 12 août 1904, la tsarine accouchait d'un fils que l'on prénomma Alexis.

Le couple impérial en fut conforté dans ses penchants superstitieux. Le tsar accrocha le portrait de Séraphin dans son cabinet, et fit distribuer son image aux troupes partant contre les Japonais en Mandchourie, ce qui ne remplaçait pas de bonnes mitrailleuses...

Les réjouissances furent brèves. Avant un an, Alexandra dut se convaincre avec horreur qu'elle avait transmis à son fils le germe de l'hémophilie, maladie qui avait fait mourir son propre frère, l'un de ses oncles et deux de ses neveux (2). Les médecins ne pouvaient rien pour Alexis, aussi les parents éplorés s'adressèrent-ils aux puissances surnaturelles. Après avoir fait dire des messes qui se révélèrent inutiles, ils eurent recours aux guérisseurs et aux faiseurs de miracles.

C'est ainsi qu'après un mage français appelé « Papus », un moine tibétain et quelques autres, Grigori Efimovitch Raspoutine fit son entrée dans l'intimité du couple impérial

Raspoutine devient indispensable

Raspoutine se prétendait *starets*, « saint homme ». Sa sainteté ne venait pas de ses vertus mais de ses vices, car il est dit que celui qui s'abîme dans la fange, celui qui foule au pied l'orgueil de l'homme, celui-là est proche de Dieu. Et ce débauché de Grigori Efimovitch y excellait, avec un aplomb et une vigueur animale qui fascinèrent la Cour.

Introduit par l'archimandrite Théophane, confesseur de l'impératrice et recteur de l'Académie de théologie, il vit sa « sainteté » officiellement reconnue par le père Jean de Kronstadt, visionnaire d'une grande autorité religieuse.

En juillet 1907, le petit tsarévitch fut victime d'hémorragies internes qui le faisaient atrocement souffrir. Après trois jours, l'enfant était mourant. Sur le conseil de femmes de sa suite, la tsarine fit venir Raspoutine à Tsarskoïe Selo. Le starets s'assit familièrement au chevet du petit malade, lui prit la main et se mit à lui raconter des contes populaires de Sibérie. Le lendemain, Alexis ne ressentait plus aucune douleur. Il put se lever. Il était guéri.

En 1912, Alexis fit une chute provoquant une vive meurtrissure en haut de la cuisse gauche. L'enfant resta entre la vie et la mort pendant une dizaine de jours. Il se vidait de son sang. Le 10 octobre, on lui administra les derniers sacrements.

Dans la nuit, Alexandra télégraphia à Raspoutine en Sibérie. Il répondit par télégramme : *« Dieu a vu vos larmes et entendu vos prières. Ne vous alarmez pas. L'enfant ne*

mourra pas. » Vingt-quatre heures plus tard, l'hémorragie cessait.

« Comment s'étonner que le starets fût devenu indispensable à la mère d'Alexis ? Comment imaginer d'autre part qu'un rapport de police faisant état de sa vie dissolue réussirait à la convaincre ? Il était l'homme unique pour lequel elle avait prié, l'homme doté de pouvoirs miraculeux, capable d'intercéder directement auprès de Dieu et d'obtenir ses faveurs. Puisque Dieu l'écoutait, Raspoutine ne pouvait qu'être un homme de bien ; et puisque c'était un homme de bien, quiconque s'opposait à lui et le dénigrait ne pouvait qu'être mauvais. Ce n'était pas plus compliqué que cela. » (3)

Ce qui allait le devenir ce sont les relations du tsar, de l'impératrice et du starets dans la conduite des affaires de l'empire.



TALLANDIER

Raspoutine. Ses talents de guérisseur l'avaient introduit dans l'intimité du couple impérial. A droite, Nicolas et Alexandra, au temps de leur mariage. Ils ne cesseront de s'aimer. Leurs visages tristes portent déjà la marque du drame qui emportera la dynastie.

TALLANDIER

Aveuglement et faiblesse de Nicolas II

Pour le malheur de la Russie, Nicolas II, n'a aucune des qualités nécessaires à un souverain autocrate. Il a même la plupart des défauts qui devraient écarter un prince de ces écrasantes fonctions. C'est un homme moyen, que le pouvoir inquiète et la politique assomme.

Influençable, timide, irrésolu, entiché comme la tsarine de reliques et d'amulettes, il est intraitable sur l'étiquette. Attaché avec raideur aux apparences de l'autocratie, il ne comprend pas que celle-ci, comme toute institution, doit s'adapter pour vivre et durer. Il ne voit pas que son formalisme rigide est impuissant à entraîner l'adhésion.

L'absolutisme pourrait être une force dans la conduite de la guerre. Mais dans les mains molles de Nicolas II, il avorte en irrésolutions, sombre dans des cabales bureaucratiques, se corrompt en pitoyables intrigues. Confiné dans le silence de ses palais ou de ses wagons-salons, jusqu'au dernier moment, le tsar ignorera le mépris et le ressentiment qui montent dans la nation. En ces heures tragiques, il ne trouvera jamais une parole, un geste capables d'émouvoir les cœurs. Il ne fera jamais sentir l'influence de son énergie personnelle.

Quand il assume le commandement des armées à partir de 1915, le tsar délègue le pouvoir politique à l'impératrice, c'est-à-dire à Raspoutine.

« Je tiens l'Empire dans cette main-là ! » proclame le starets devant ses admiratrices et ses obligés en frappant la table du poing. L'impératrice a une telle confiance en lui qu'elle l'écoute en toutes choses. N'est-il pas l'ami, le conseiller désintéressé, éclairé par Dieu ? De fait, il lui arrive de formuler des avis d'un certain bon sens. Il parle comme le feraient à sa place la plupart des moujiks, mais il ajoute à la grosse sagesse l'intuition du médium. En juillet 1914, en pleines rumeurs de guerre, Raspoutine est victime d'une tentative d'assassinat. De sa chambre d'hôpital, il télégraphie au tsar : *« Ne fais pas la guerre ! »* Il ajoute ce qu'il faut bien prendre pour une prophétie médiumnique : *« Un nuage effrayant s'étale sur la Russie. Malheur ! Souffrances innombrables... Il n'y aura pas eu, depuis l'origine des siècles, un plus affreux martyre que celui de la Russie. Elle sera toute submergée de sang. Et sa perte sera totale. »*

Ce rôle bénéfique a pour contrepartie son ivresse de moujik parvenu au faîte du pouvoir. Les plus grands noms de l'empire, font antichambre chez lui pour quémander une faveur. Il s'approprie insolemment toute femme qui éveille son désir, et malheur au mari qui se rebelle. Il impose son choix pour la promotion des généraux, des gouverneurs et pour la désignation des ministres, suivant le seul critère de son bon plaisir, qui l'oriente le plus souvent vers les gredins et les incapables. Les personnalités qui lui tiennent tête tombent rapidement en disgrâce.

Les lettres d'Alexandra à son époux (Payot, 1924) prouvent que Raspoutine est consulté sur tout, qu'il intervient pour la nomination d'un ministre comme pour les décisions stratégiques. 1er novembre 1915 : *« Notre Ami est très affligé par la nomination de Trépov au ministère des Transports, il sait qu'il est contre toi. »* 6 janvier 1916 : *« Notre Ami regrette qu'on ait commencé l'offensive sans demander son avis, il t'aurait conseillé d'attendre. »* 14 mars : *« Je t'envoie une fleur et une pomme de notre Ami. Il considère que le général Ivanov conviendrait bien pour le poste de ministre de la Guerre. »*

On imagine les inquiétudes et l'indignation du Haut Commandement et l'on comprend mieux qu'en février-mars 1917 les généraux seront les premiers à exiger l'abdication de Nicolas II.

Des ministres efficaces et populaires comme Polivanov, Samarine ou le prince Chtcherbatov sont écartés du gouvernement au cours de la guerre pour avoir déplu à la tsarine, c'est-à-dire à Raspoutine.

Dans le cours de l'année 1916, les maladresses de l'impératrice, les scandales de Raspoutine, la valse des ministres, l'incompétence et l'impuissance du gouvernement, la

dégradation de la situation sociale et économique, la crise inquiétante du ravitaillement, les pertes gigantesques et inutiles de l'armée vont être exploités par les opposants et les révolutionnaires.

Tout le monde complote. Chez les monarchistes libéraux, on prétend sauver le trône en exigeant une constitution. Chez les républicains et chez les socialistes on veut une révolution. Tout le monde s'accorde sur le préalable d'un renversement du tsar et de la suppression physique de Raspoutine.

Le matin du 30 décembre 1916, Petrograd est réveillé par l'annonce du meurtre. Les trois acteurs de ce drame oriental sont l'équivoque et richissime prince Youssoupov, son ami le grand-duc Dimitri, et le député de droite Pourichkévitch.

« La nouvelle a excité chez les officiers une joie débordante et bruyante, s'étonne le général Janin, chef de la mission militaire française. *Une bataille gagnée avec cent mille prisonniers n'en eût pas excité davantage. »*

En janvier 1917, les prix montent brutalement. On assiste à la fermeture en masse de commerçants, boulangers, boucher, crémiers, par suite d'arrivages insuffisants de produits alimentaires à Petrograd.

Le 16 février, en accord avec le commandant de la place, la municipalité de Petrograd décide de rationner le pain au moyen de cartes. Affolés, les petites gens se précipitent sur les boulangeries, qui sont instantanément pillées.

Le 23, des femmes se rassemblent à Vyborg, le faubourg ouvrier de Petrograd, et marchent vers l'hôtel de ville, scandant le même cri : *« Du pain ! »*

La police montée disperse difficilement la manifestation qui se reforme dans les petites rues jusqu'à la nuit.

Le 24, les femmes de Vyborg reviennent à la charge. But de la manifestation : comme la veille, la perspective Nevski, cœur de la capitale. Leurs rangs sont considérablement grossis par les grévistes des usines Poutilov et Erikson. Les premières vagues de manifestants parviennent sur la Nevski peu après midi. Cette fois, on ne demande plus du pain, mais on réclame la république.

Jusqu'alors, les principales organisations révolutionnaires sont restées passives. Mais, dans la nuit, le comité bolchevique lance un appel pour la création immédiate de soviets *« dans les usines, dans les casernes, dans les villes ».*


TALLANDIER

Le général M. V. Alexéiev (1857-1918). Chef de l'état-major impérial en 1917, il précipitera l'abdication de Nicolas II, croyant sauver la Russie. Neuf mois plus tard, ce républicain sera le créateur de la première armée blanche.

Samedi 25 février. On reprend le schéma des jours précédents : marche sur la Nevski. Des pancartes et des banderoles sont prêtes : *« A bas le tsarisme ; A bas la guerre ! »* Les manifestants se sont armés, quelques revolvers, des barres de fer, des bouteilles, des boulons.

C'est ce jour-là que les troupes de Petrograd vont passer à l'émeute, se mutinant et massacrant les officiers qui veulent s'interposer.

Des émeutes et des manifestations violentes, la Russie tsariste en a l'habitude depuis le début du siècle. Mais il est nouveau que l'armée fasse cause commune avec l'émeute.

L'armée abandonne le tsar

Le 28 février (13 mars), elle défile au centre de Petrograd derrière des drapeaux rouges ! En tête, marchent les cosaques de l'Escorte ; l'élite de la garde impériale. Tous, officiers et soldats, protestent de leur dévouement au nouveau pouvoir incarné par la Douma, comme si, brusquement, le précédent avait été effacé de leur mémoire et de leurs serments.

Le matin même, au quartier général de Mohilev, le général Alexéiev, chef d'état-major général, a reçu un télégramme de Rodzianko, président de la Douma : *« Les institutions gouvernementales ont cessé de fonctionner à Petrograd. Le seul moyen d'éviter l'anarchie est d'obtenir l'abdication de l'empereur en faveur de son fils ».*

Alexéiev n'est pas surpris. Voici des nuits qu'il ne dort plus. Au poste qui est le sien, il a acquis la conviction que l'autocratie est condamnée.

Toute la journée du mardi 28 février (13 mars), venant du GQG de Mohilev, le train spécial de Nicolas II roule vers Tsarskoïe Selo. Le lendemain, 1er mars (14 mars), le train est détourné vers Pskov, QG du front Nord. C'est là que les chefs militaires porteront l'estocade.

A 20 heures, sur le quai de Pskov, le général Rousski, commandant du front nord, accueille le tsar.

Chapitré par Alexéiev, Rousski dissimule sa gêne sous une apparente brusquerie. Il s'efforce de démontrer à son souverain que toute résistance au soulèvement est inutile. La conversation s'éternise. On attend les réponses des commandants en chef des cinq fronts à qui Alexéiev a envoyé le télégramme suivant : *« L'abdication de l'empereur Nicolas II est indispensable pour rétablir le calme dans le pays et permettre de continuer la guerre. Si vous êtes du même avis, veuillez en informer aussitôt télégraphiquement Sa Majesté. »*

En début d'après-midi, le 2 mars (15 mars), le général Rousski porte au tsar les réponses des cinq commandants en chef (dont la sienne) exigeant l'abdication. Un long silence suit cette lecture. Nicolas II se tourne vers la fenêtre du wagon, un pli amer aux lèvres. Puis, brusquement, il déclare d'une voix ferme : *« Je me suis décidé. Je renonce au trône en faveur de mon fils. »* Il est quinze heures.

L'acte officiel sera rédigé non en faveur du tsarévitch Alexis, dont la maladie est incurable, mais du grand-duc Michel, frère de Nicolas II. Tout cela n'est que péripétie. Dans les jours qui suivront, sur pression de Kerenski, le grand-duc Michel renoncera à sa prétention au trône, déléguant son pouvoir au seul gouvernement provisoire.

Dans son wagon personnel, vers minuit, le dernier Romanov écrit : *« Il n'y a que trahison, lâcheté et fourberie autour de moi. »*

D. V.

---

(1) *La Décomposition de l'armée et du pouvoir.* Povolozky et cie, Paris, 1921.

(2) L'hémophilie est une maladie génétique transmise par les femmes et dont seuls les enfants mâles sont victimes. Elle se caractérise par l'absence d'une protéine spécifique dans le sérum sanguin, qui interdit la coagulation. Il semble que cette déficience fit son apparition chez la reine Victoria, qui la transmit à sa petite-fille Alix, future tsarine Alexandra Féodorovna.

(3) Dr F. Cartwright, *La Tragédie des Romanov*. Paris, 1974.

KERENSKI PERD LA PARTIE

Lénine prend le pouvoir

PAR CHARLES VAUGEOIS

Voici quatre-vingts ans, les révolutions russes de 1917 changeaient le cours de l'histoire du monde. Il n'était écrit nulle part que Lénine devait l'emporter. Récit des erreurs et des fautes qui ressemblent à de la complicité.

Les révolutions russes de février (mars) et octobre (novembre) 1917 ont changé le monde, bouleversé toutes les structures et les frontières de l'Europe, transformé les mentalités. Elles offrent, comme dans une opération de laboratoire, le modèle de la tactique établie une fois pour toutes par Lénine pour *« plumer la volaille »* démocratique, suivant sa propre expression.

La révolution de Février fut saluée par les Alliés comme par leurs ennemis. Les premiers attendent des miracles d'un gouvernement provisoire inspiré des grands principes de 1789. Le cours du rouble et des valeurs russes monte à la Bourse de Paris. Le banquier new-yorkais Jacob Schiff télégraphie à Milioukov ; nouveau ministre des Affaires étrangères : *« Permettez-moi, en qualité d'ennemi irréductible de l'autocratie tyrannique qui pourchassait sans pitié mes coreligionnaires, de féliciter par votre entremise le peuple russe. »*

Les Allemands, plus clairvoyants, pressentent une anarchie rapide et un effondrement de l'armée russe, capables de renverser la situation en leur faveur.

L'abdication de Nicolas II et le ralliement du corps des officiers au gouvernement provisoire annoncent la fin de l'armée impériale. Cependant, ce corps immense de plus de six millions d'hommes mettra plusieurs mois à mourir. Durant cette longue agonie, les foules en uniforme seront à la fois l'enjeu et l'instrument des luttes politiques qui conduisent au coup de force bolchevique de novembre 1917.


TALLANDIER

Le socialiste Kerenski, ministre de la Guerre en mai 1917 et chef du gouvernement provisoire de juillet à novembre. Après avoir réprimé le premier soulèvement bolchevique de Petrograd en juillet 1917, il pouvait éliminer Lénine et ses partisans. Mais il ne voulut pas, se sentant plus proche d'eux que d'un Kornilov. Et ce sont eux qui l'ont éliminé.

Les monarchistes constitutionnels, les démocrates libéraux et les socialistes modérés qui constituent le gouvernement provisoire n'ont aucune conscience du raz de marée qui emporte la Russie. Tout à leur rêve tolstoïen de bonheur candide et de douce concorde, de liberté, d'égalité et de fraternité, ces rhéteurs ingénus ne doutent pas que leur révolution, d'un coup de baguette magique, ne change le frustre moujik affolé par la guerre en un modèle de raison et de vertus civiques. Ils ne perçoivent rien du cataclysme et semblent avoir oublié les défaites accablantes, la disette générale, la souffrance des soldats, les exigences de la guerre.

Kerenski craint les officiers plus que les bolcheviks

D'emblée, le gouvernement provisoire a laissé s'instituer une dualité du pouvoir avec le Soviet. Le Soviet, avec une majuscule, c'est celui de Petrograd, le premier en date, qui réunit des délégués, élus des soviets d'ouvriers et de soldats. Son exemple et ses mots d'ordre sont repris dans toute l'armée et dans tout le pays. Ce n'est pas qu'il soit uni, cohérent, maître des hommes et des événements. C'est une assemblée disparate où s'affrontent toutes les tendances socialistes et anarchistes. Ce qui fait sa force, c'est d'être le centre vers lequel convergent les pulsions des foules et d'où partent les directives parfois contradictoires qui entretiennent et amplifient l'agitation. Très vite, il est dominé par la fraction bolchevique la plus extrémiste.

A deux reprises, en mai et juillet 1917, Alexandre Kerenski, futur président du gouvernement provisoire, aura la faculté d'écraser le Soviet qui ne cache pas son intention de le renverser. Il s'y refusera délibérément, hanté qu'il est par une méfiance viscérale à l'encontre des officiers de l'ex-armée tsariste. Il craint ceux-là plus que le Soviet, au sein duquel il conserve des intelligences. Le corps des officiers, bien qu'il soit complètement détaché de la monarchie, reste à ses yeux une menace constante de restauration du tsarisme.

CHRONOLOGIE DE LA RÉVOLUTION A LA GUERRE CIVILE

1917

8-12 mars (23-27 février). Émeutes insurrectionnelles à Petrograd.

15 (2) mars. Abdication de Nicolas II. Formation sous la présidence du prince Lvov d'un gouvernement provisoire qui entend poursuivre la guerre aux côtés des Alliés jusqu'à la victoire des démocraties, condition à son avis de l'établissement d'un régime libéral en Russie.

16 (3) avril. Expédié par les Allemands *« comme un bacille de la peste »*, Lénine arrive à Petrograd. Il développe ses « thèses d'avril » que résument trois slogans : *« A bas la guerre. A bas le gouvernement provisoire. Tout le pouvoir aux soviets. »*

16 (3) juillet. Échec des manifestations insurrectionnelles dirigées par les bolcheviks contre la guerre et contre le gouvernement. Les dirigeants bolcheviks sont arrêtés ou en fuite.

21 (8) juillet. Kerenski forme un nouveau gouvernement dont il prend la tête.

28 (15) août. Rébellion du général Kornilov. Contre lui, Kerenski s'allie aux bolcheviks soudain remis en selle. Lénine va préparer le renversement de Kerenski sous prétexte du danger de « contre-révolution ». Le 23 (10) octobre, il impose au comité central du parti le principe de l'insurrection.

7-8 novembre (24-25 octobre). Ouverture du IIe Congrès panrusse des soviets. Insurrection bolchevique à Petrograd. Renversement du gouvernement provisoire. Prise du palais d'Hiver à la nuit tombée.

9 novembre (26 octobre). Constitution du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom) présidé par Lénine. Celui-ci fait adopter les décrets sur la paix et la terre. Après quoi le Congrès panrusse des soviets se disperse.

9 décembre (26 novembre). Création de l'Armée rouge. Lénine proclame l'état de siège sur tous les territoires *« où apparaîtront des détachement contre-révolutionnaires »*. Formation sur le Don d'une armée des Volontaires par le général Alexéiev. Dans le sud de l'Oural, le général Doutov, ataman des Cosaques d'Orenbourg, constitue avec des SR un comité de salut public.

20 (7) décembre. Création par Lénine de la Tchéka (police politique).

1918

19 (6) janvier. Dissolution par la force de l'Assemblée constituante.

Janvier. En Transbaïkalie, l'ataman Séménov s'empare de Mandchouria, dont il chasse les bolcheviks.

3 mars. Signature du traité de Brest-Litovsk. Les Allemands occupent la Pologne, l'Ukraine, le Don et la Crimée.

31 mars. Chef de l'armée des Volontaires, le général Kornilov est tué au Kouban.

DR

Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924).

6 avril. A Tempere, en Finlande, victoire décisive des gardes blancs du général Mannerheim. Les derniers soldats rouges seront chassés de Finlande le 16 mai.

23 avril. Soulèvement des Cosaques du Don.

27 mai. Soulèvement de la Légion tchèque le long du transsibérien.

16 juillet. Massacre de la famille impériale à Ekaterinbourg.

30 août. Tentative d'assassinat de Lénine par Fanny Kaplan. Proclamation de la *« terreur de masse »*. Création des premiers camps de concentration (goulag) par un décret du 8 septembre.

18 novembre. A Omsk (Sibérie) où s'est formé un gouvernement blanc de coalition, un coup d'État porte au pouvoir contre son gré l'amiral Koltchak.

1919

Janvier. Interventions de corps-francs allemands dans les trois États baltes devenus indépendants, mais aussitôt envahis par des armées rouges. Celles-ci sont chassées tour à tour d'Estonie (mars), de Lettonie (mai) et de Lituanie à la fin de l'année.

2-6 mars. Premier congrès de l'Internationale communiste à Moscou.

Mars-mai. Offensive puis retraite des armées de Koltchak en direction de Moscou.

Mai. Début de l'offensive victorieuse des armées de Dénikine dans le Sud.

10 octobre. Échec de l'offensive de Youdénitch sur Petrograd.

24 octobre. Début de la retraite et de l'effondrement de Dénikine.

14 novembre. Les Rouges s'emparent d'Omsk, capitale de l'amiral Koltchak. Retraite d'hiver épouvantable le long du transsibérien.

1920

7 février. Livré par les Tchèques, Koltchak est fusillé à Irkoutsk.

4 avril. Démission et départ de Dénikine à qui succède le général Wrangel.

Avril-novembre. Instauration par Wrangel d'une république blanche en Crimée conçue comme un modèle politique et social antibolchevique.

20 août. Miracle de la Vistule. Grâce au plan du général Weygand, les Polonais mettent en déroute l'Armée rouge.

Été. Début de la révolte des paysans de la région de Tambov.

16 novembre. Wrangel évacue la Crimée, sauvant son armée du massacre.

1921

2 février. Le général Ungern s'empare d'Ourga, en Mongolie.

2-18 mars. Soulèvement des marins de Cronstadt.

Mars. Introduction par Lénine de la Nouvelle politique économique (NEP).

Été. Anéantissement des populations révoltées de la région de Tambov et des révoltes organisées sur le Don et au Kouban.

17 septembre. Ayant été capturé par traîtrise, Ungern est exécuté à Novossibirsk sur ordre de Lénine.

Les dates sont données dans le calendrier occidental grégorien et, entre parenthèses, en calendrier orthodoxe julien.

Le gouvernement provisoire pratique une politique de bascule entre les officiers et le Soviet, ce qui lui paraît le comble de l'habileté. Il ne songe pas que, en tolérant à côté de lui un organe illégal qui le conteste et pousse à toujours plus de révolution, il mine son propre pouvoir. Dans l'armée elle-même (six millions d'hommes), dont une partie est durement engagée dans les tranchées contre les forces des empires centraux, le gouvernement tolère et encourage implicitement les ferments de la dissolution. Ainsi, il contribue à détruire l'institution militaire, alors que son but est de poursuivre la guerre aux côtés des alliés, jusqu'à la victoire des démocraties, condition, à son avis, de l'établissement d'un régime libéral-socialiste en Russie.

La « démocratisation » a été le prétexte utilisé par le Soviet de Petrograd pour casser l'armée. L'instrument fut le *prikaz* (ordre) n° 1 adopté par le Soviet dès le 14 (1[er]) mars 1917. Le *prikaz* n° 1 ordonne dans toutes les unités l'élection de soviets de soldats qui ont le pouvoir de destituer les officiers et sont juges de la conformité des ordres avec les nécessités de la « démocratie ». Du jour au lendemain, cet ordre transforme les officiers en otages au sein d'unités qui se désagrègent, refusent de monter en ligne et suivent les meneurs les plus forts en gueule. Les officiers qui tentent de résister sont souvent massacrés.

En face, le commandement allemand surveille avec prudence cet effondrement. Peu à peu, il suspend les opérations, puisque les Russes ne se battent plus. Il dégage ainsi des effectifs pour le front occidental. Pour accélérer le pourrissement, il développe une intense campagne pacifiste et fait passer en Russie les révolutionnaires exilés à l'ouest par le fameux « train plombé ».

Après douze ans d'absence, Lénine rentre ainsi à Petrograd à la fin d'avril 1917, venant de Suisse. Les Allemands l'ont introduit, suivant l'expression de Winston Churchill, *« comme un bacille de la peste »*.

Lénine ne revient pas seul. En tout, près de quatre cents socialistes de diverses obédiences rentrent ainsi, en trois convois successifs, via l'Allemagne et la Suède avec l'accord de Ludendorff, mais sans que le Kaiser en soit informé.

Lénine s'attend donc à être arrêté à son arrivée à Petrograd comme agent de l'ennemi. A sa vive surprise, il est accueilli à la gare de Finlande par des musiques militaires jouant l'*Internationale*, des bannières écarlates, des milliers de soldats et de matelots. Plusieurs



TALLANDIER

En juillet 1917, tandis qu'échoue l'offensive de Broussilov, les soldats de la garnison de Petrograd craignent d'être expédiés au front. Leurs meetings de protestation se transforment en émeutes orchestrées par les bolcheviks.

membres du Soviet lui adressent des paroles de bienvenue.

Le gouvernement provisoire et Kerenski ne voient tout d'abord en Lénine qu'un exalté qui a le seul tort de vouloir trop ardemment et trop vite ce qu'ils veulent aussi. Ils ne perçoivent pas que Lénine est d'une autre nature. Ils sont loin de soupçonner quelles arrière-pensées, quelle ruse, quelle audace, quelle assurance, quelle volonté despotique se dissimulent sous l'apparente simplicité du chef bolchevique. Devant ses camarades éberlués qui refusent d'abord de le suivre, Lénine développe aussitôt ses « thèses d'avril » que résument trois slogans : *« A bas la guerre. A bas le gouvernement provisoire. Tout le pouvoir aux soviets »*.

Défaite des bolcheviks en juillet 1917

Comme preuve de sa bonne volonté, le gouvernement provisoire intercède auprès de l'ambassadeur d'Angleterre pour que le gouvernement du Canada libère un autre révolutionnaire de marque, proche de Lénine, Lev Davidovitch Bronstein, alias Trotski, suspect d'intelligence avec l'Allemagne.

Le retour de Lénine et de Trotski entraîne un crescendo, dont l'évolution peut être suivie des yeux sur un calendrier.

16 (3) mai 1917 : Petrograd connaît une nouvelle journée insurrectionnelle. Une multitude grise, hérissée de baïonnettes, déferle devant le palais du gouvernement. Elle invective Milioukov, ministre libéral des Affaires étrangères. L'imprudent a prononcé un discours pour rappeler les devoirs de la Russie en guerre. La soldatesque pousse des cris de mort, exige la démission du ministre et de son collègue Goutchkov. Le gouvernement tremble, mais son embarras s'accroît lorsque, deux jours plus tard, des troupes fidèles manifestent en sa faveur à l'instigation du général Kornilov.

Entre ses propres partisans, qui le terrorisent puisqu'ils le compromettent à droite, et ses adversaires qui l'insultent et le menacent, le gouvernement n'hésite pas. Les ministres conservateurs Milioukov et Goutchkov démissionnent en signe de conciliation, et le général Kornilov, désavoué, doit quitter Petrograd pour le front lointain de Galicie.

Le 1[er] juillet (18 juin), commence mollement l'offensive de Broussilov en direction de Lemberg en Galicie. Mais le 6 juillet (26 juin), en avant de Tarnopol, une contre-attaque allemande met en fuite l'infanterie russe. Ni l'intervention de la cavalerie ni même le tir de l'artillerie ne parviennent à endiguer le flot des fuyards. Au passage, ceux-là pillent, violent, se livrent aux plus bestiales atrocités, mutilant femmes et enfants, massacrant et incendiant tout sur leur passage.

Le 15 (2) juillet, les nouvelles du désastre ont ébranlé à ce point le gouvernement provisoire que quatre autres ministres modérés démissionnent. Cette crise accroît le malaise dans la capitale. Depuis plusieurs jours, les soldats de la garnison craignent d'être expédiés en renfort sur le front. Des meetings de protestation se tiennent dans les casernes. On projette une manifestation monstre.

Le 16 (3) juillet, plusieurs milliers de mitrailleurs défilent sur la perspective Nevski avec leurs armes, drapeaux rouges en tête. Ils sont rejoints par les ouvriers de Poutilov et par des marins de Kronstadt.

Le lendemain, 17 (4) juillet, les bolcheviks, enhardis par la passivité du gouvernement, prennent la tête du mouvement. Mais, dans la nuit, des Cosaques dépêchés sur Petrograd, le bataillon de Saint-Georges, et quelques troupes loyales entreprennent de nettoyer la ville. Le lendemain, la fusillade ne

PARTIS ET ORGANES POLITIQUES

BLANCS
Ensemble des opposants de droite et de gauche résolus à combattre le pouvoir bolchevique au besoin par les armes après le coup de force d'octobre/novembre 1917. En raison du discrédit dans lequel est tombée l'autocratie en 1917, les monarchistes ne sont qu'une infime minorité parmi les Blancs.

BOLCHEVIKS
Fraction léniniste issue en 1903 du parti social-démocrate (marxiste) constitué en 1898. Les bolcheviks (majoritaires) sont les extrémistes que dirige Lénine. Les mencheviks (minoritaires) sont les modérés animés par Plékhanov, Axelrod et Martov. Dans son livre *Que faire ?* Lénine a défini en 1902 sa conception du parti militarisé de conspirateurs professionnels subordonnant tout à la révolution. En 1912, les bolcheviks se constituent en parti indépendant.

CADETS (KD)
Parti constitutionnel démocrate (KD), d'où le surnom de « cadet ». Il a été formé en 1905 par des libéraux réunis autour du journal *Libération* créé par Pierre Struve en 1902. Les cadets exigent la réunion d'une assemblée constituante et préconisent une alliance avec les partis révolutionnaires contre l'autocratie. Ce sera le schéma de 1917. Principal dirigeant : Milioukov.

DOUMA
Assemblée législative élue, créée à contrecœur en octobre 1905 par Nicolas II sur proposition de son Premier ministre, le comte Witte. Elle se réunit pour la première fois en 1906. Stolypine s'appuie sur elle dans son effort de modernisation de la monarchie. Elle représente l'opposition légale à l'autocratie en 1917. Certains partis révolutionnaires y ont des élus.

GARDE ROUGE
Milice ouvrière armée contrôlée par les bolcheviks.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE
Organe de pouvoir constitué au sein de la Douma en février/mars 1917 lors de l'abdication de Nicolas II. Il est d'abord dirigé par le prince Lvov qui cédera la place à Kerenski (déjà ministre de la Guerre) en juillet. Le gouvernement provisoire qui a parmi ses objectifs de poursuivre la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche, sera renversé par les bolcheviks en octobre/novembre.

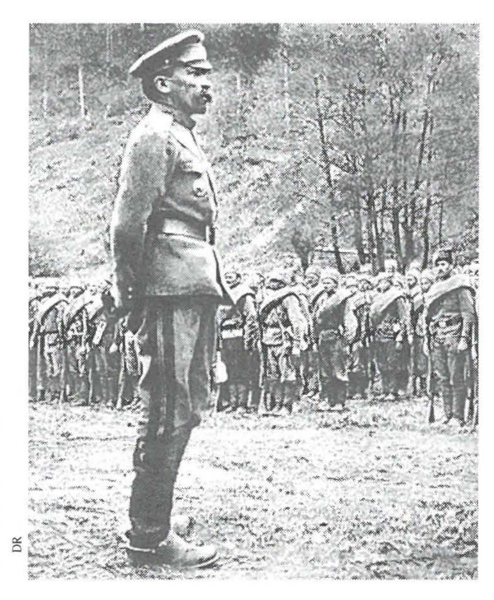
MAXIMALISTES
En 1917, ce vocable est souvent synonyme de bolchevik. Il se rapporte à une scission de l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires qui s'est produite en 1906. Les maximalistes sont à l'origine de l'intensification de la lutte armée en 1906-1907, contribuant à la formation des groupes de combat du parti bolchevique. Ils sont partisans d'une purification sociale impliquant la mise à mort de la *« race »* des *« exploiteurs ».*

MENCHEVIKS
Fraction modérée du parti social-démocrate (marxiste) formée en 1903 par opposition à la fraction bolchevique extrémiste. Les mencheviks participent aux révolutions de 1917 en association avec les bolcheviks qui les élimineront par la suite.

SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES (S.-R.)
Parti formé en 1902 par des adeptes de la révolution paysanne issus du mouvement populiste et terroriste des années 1870-1890 (Narodnia Volia). Recrutant un grand nombre d'instituteurs, son influence est importante chez les paysans. Le parti est associé au gouvernement provisoire de 1917. Il se scinde en deux fractions qui s'opposent sur la poursuite de la guerre voulue par la majorité. Il obtient plus de 50 % des voix aux élections de la Constituante en novembre 1917. Il participe ensuite à la lutte des Blancs contre le bolchevisme, au cours de laquelle s'illustre Boris Savinkov.

S.-R. DE GAUCHE
Au cours de 1917, apparaît au sein du parti socialiste-révolutionnaire une fraction dite « de gauche » proche des bolcheviks et opposée à la guerre. Ces SR de gauche font définitivement scission en novembre 1917 pour fonder leur propre parti. Comme leur influence reste importante dans les campagnes, Lénine se met en frais. Le 12 (25) décembre, sept SR de gauche entrent ainsi au Sovnarkom (gouvernement). Romantiques, bavards et inexpérimentés, ils sont mal armés face à leurs collègues bolcheviks, d'autant que la politique de distribution des terres adoptée par Lénine comble leurs vœux. Mais ce qui, pour Lénine, relève de la tactique, a chez eux valeur de dogme. L'équivoque est grosse de conflits futurs. Il finiront par rompre avec les bolcheviks, tentant même à Moscou, les 6 et 7 juillet 1918, un soulèvement qui sera brisé par la force.

SOVIETS
Terme russe pour conseil. Les premiers soviets ont été constitués durant la révolution de 1905. Ils sont élus par les soldats et les ouvriers. En 1917, le Soviet de Petrograd, dominé par les bolcheviks, constitue un pouvoir parallèle opposé au gouvernement provisoire qu'il supplantera lors des journées d'octobre/novembre.


DR

Le général Kornilov. Après l'avoir nommé commandant en chef des armées, Kerenski verra en lui un rival potentiel. Lui ayant tendu un piège qui l'accule à la révolte, il le destitue à la fin du mois d'août 1917. Se cherchant des alliés contre cet officier autoritaire et républicain, il remet en selle les bolcheviks, leur accordant le statut de défenseurs de la démocratie.

cesse pas de la journée, et le soir, les troupes gouvernementales restent maîtresses du terrain.

Découragés, les bolcheviks se résignent au repli. Lénine confie à Trotski : *« Maintenant, il vont tous nous fusiller. C'est le bon moment pour eux ! »* A la place de Kerenski, il eût certainement agi ainsi, comme le fera, l'année suivante, à Berlin, le socialiste Noske face à l'insurrection spartakiste. L'histoire de la Russie et celle du monde en eussent été changées. Mais Kerenski n'était pas de cette trempe.

Le coup de colère de Kornilov

Le facile écrasement du soulèvement bolchevique lui fait imaginer que Lénine et les siens sont terrassés. Cet adversaire lui paraît d'autant moins redoutable qu'il craint maintenant une réaction militaire. Il va donc tempérer la répression. Lénine a pris le large et s'est réfugié clandestinement en Finlande. Trotski est arrêté, comme d'autres bolcheviks mais par pour longtemps. Des archives ont été saisies. Aucun juge ne les exploitera.

Le 21 juillet (8 août), après la démission du prince Lvov, Kerenski devient chef du gouvernement. Il conserve les portefeuilles de la Guerre, de la Marine, emménage au palais d'Hiver, couche dans le lit de l'empereur et ne se montre plus qu'escorté d'aides de camp aussi chamarrés que ceux du tsar.

Puisqu'il faut un responsable à la déroute des armées, le général en chef Broussilov est relevé de son commandement et remplacé par le général Kornilov, qui n'accepte ce poste qu'en échange du rétablissement de la peine de mort dans les armées. Pendant son bref commandement en Galicie, ce général plutôt républicain s'est illustré en faisant fusiller les déserteurs et les mutins. Son énergie contraste avec la mollesse des autres généraux, qui tremblent devant leurs soviets respectifs.

Sa nomination au commandement en chef et son ultimatum au gouvernement pour le rétablissement de la peine de mort portent son prestige au zénith. Kerenski et le gouvernement en prennent ombrage et imaginent déjà que derrière ce général se profile l'ombre de Bonaparte. Le Soviet, de son côté, en rajoute naturellement et dénonce chaque jour le *« cosaque sanguinaire »* qui veut étrangler la démocratie et la révolution.

C'est dans ce contexte que survient en septembre 1917 ce que l'on appelle le putsch de Kornilov, qui fut bien moins que cela dans les faits et beaucoup plus dans les conséquences.

L'affaire, aujourd'hui encore, paraît assez obscure, mais il semble bien que Kerenski ait tout fait pour tendre un piège au général, excellent homme de guerre, mais cerveau politique plutôt frustre. Kornilov était un patriote, il souffrait le martyre de voir son pays basculer dans un gouffre. Homme d'ordre et de décision, il ne demandait qu'à servir le gouvernement pour mettre un terme au chaos. Mais, aux yeux de Kerenski et de la gauche, il prenait figure de concurrent et de danger.

Le 12 septembre (30 août) 1917, Kerenski demande au général d'envoyer à Petrograd un corps de cavalerie. Il allègue la crainte de troubles graves faisant suite au rétablissement de la peine de mort à l'arrière du front et aux campagnes du Soviet. Mais, cinq jours plus tard, quand il apprend que la Division sauvage – une unité de Cosaques – fait mouvement sur la capitale, Kerenski réunit le cabinet, dénonce un complot, destitue Kornilov et annonce qu'il prend lui-même le commandement des armées.

Les artifices de la démocratie au service du parti

Découvrant qu'il vient d'être joué, le fougueux général a un mouvement de rage. Il refuse de s'incliner et lance un appel à la rébellion. A Petrograd, c'est l'affolement. Le Soviet et les bolcheviks apportent leur soutien à Kerenski. Ce ralliement n'est pas gratuit. Kerenski fait libérer Trotski, puis il cède aux exigences du Soviet qui réclame l'armement des ouvriers pour défendre la capitale. Ces armes, distribuées aux gardes rouges formées par les bolcheviks, ne seront jamais restituées.

La Division sauvage est bloquée par des coupures de voie ferrée à quarante-deux verstes de Petrograd. Elle n'ira pas plus loin et se décomposera de l'intérieur. Les terribles Cosaques ne sont plus que l'apparence de ce qu'ils étaient.


TALLANDIER

Bivouac de gardes rouges à Petrograd. Ils sont recrutés parmi les ouvriers de la capitale sous prétexte de défendre la révolution menacée, dit-on, par Kornilov.

L'ARGENT DE LA RÉVOLUTION

Aux États-Unis, la poussée révolutionnaire est accueillie avec enthousiasme par Wall Street et l'un des éditoriaux les plus marquants de la grande presse d'affaires salue alors *« le réveil de la Russie, ce géant si longtemps assoupi et qui est en train de devenir une réplique slave de la démocratie américaine »*. Wall Street, justement, dont les deux piliers sont les frères de Max Warburg, Paul et Félix. Immigrés en 1902, aux États-Unis, où ils acquis la nationalité américaine, ils contrôlent Kuhn Loeb and Co, première banque mondiale de l'époque. En 1907, après une crise en grande partie artificiellement suscitée, Paul Warburg a été à l'origine de la réforme du système bancaire américain.

Dès 1916, Kuhn Loeb et l'un de ses principaux associés, Jacob Schiff, transfèrent de l'argent au mouvement bolchevique par le canal d'institutions telles que la Banque pétro-industrielle d'Allemagne, la Disconto Gelleschaft, ou encore la DEN Norske Handelsbank d'Oslo. D'après le *Washington Post* du 2 février 1918, dans le même temps, la Banque Morgan aurait au moins versé un million de dollars à ces révolutionnaires, adeptes de la nationalisation du crédit et des moyens de production...

Entre avril et octobre 1917, le parti bolchevique fait un nombre prodigieux de recrues, ce qui ne révèle pas seulement l'habilité de ses dirigeants (et l'inefficacité de ses adversaires), mais aussi l'écrasante supériorité de leurs ressources.

Ils pouvaient dépenser sans compter pour leurs journaux, les agitateurs et les propagandistes qu'ils employaient à temps complet, ainsi que pour les armes de leurs gardes rouges. Des sommes aussi considérables ne pouvaient provenir des cotisations – en avril 1917, le parti ne comptait encore que quarante-neuf mille membres – ni des ventes de la *Pravda*. Les activités révolutionnaires requéraient beaucoup d'argent. Transféré de Berlin par la Banque impériale d'Allemagne ou la Disconto Gelleschaft, celui-ci parvenait jusqu'à la Banque sibérienne de Petrograd par la VIA Bank ou plus fréquemment par la NYA Banken, deux établissements installés à Stockholm. Le dernier appartenait à Olof Aschberg, surnommé par la presse allemande le *« banquier de la révolution »*.

ÉRIC LAURENT
La corde pour les pendre.
Fayard, Paris, 1985, pp. 26-29.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

SUR LA RÉVOLUTION RUSSE ET LA GUERRE CIVILE

• Martin Malia, *Comprendre la révolution russe*, Le Seuil Point-Histoire, Paris, 1980.
• Richard Pipes, *La révolution russe*, PUF, Paris, 1993.
• Léonard Schapiro, *Les révolutions russes de 1917*, Flammarion, Paris, 1987.
• Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges, Histoire de la guerre civile russe 1917-1921*, Pygmalion/Gérard Watelet, Paris. A paraître fin septembre 1997.

SUR L'HISTOIRE RUSSE

• Hélène Carrère d'Encausse, *Le malheur russe*, Fayard, Paris, 1988.
• Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Plon, Paris, 1997.
• Anatole Leroy-Baulieu, *L'empire des tsars et les Russes*, (1889) réédition L'Âge d'homme, Lausanne, 1989.
• Georges Sokoloff, *La puissance pauvre, une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*, Fayard, Paris, 1993.

SUR LE COMMUNISME

• Nicolas Berdiaeff, *Les sources et le sens du communisme russe*, Gallimard-Idées, Paris, 1951.
• Alain Besançon, *Les origines intellectuelles du léninisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1977.
• Vladimir Boukovski, *Jugement à Moscou*, Robert Laffont, Paris, 1995.
• Robert Conquest, *La grande terreur* (purges staliniennes) précédée de *Sanglantes moissons* (collectivisation des terres en URSS), Robert Laffont/Bouquins, Paris, 1995.
• François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Robert Laffont/Calmann-Lévy, Paris, 1995.
• Michel Heller et Alexandr Nekrich, *L'utopie au pouvoir*, Calmann-Lévy, Paris, 1982.
• Stephen Koch, *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne*, Grasset, Paris, 1994.
• Jules Monnerot, *Sociologie du communisme*, Gallimard, Paris 1949, Éditions libres Hallier, Paris. *Sociologie de la révolution*, Fayard, Paris, 1969.
• Pierre Rigoulot, *Les paupières lourdes*, Éditions universitaires, Paris, 1991.
• Alexandre Soljenitsyne, *L'archipel du Goulag*, trois volumes, Le Seuil, Paris, 1974-1976.
• Boris Souvarine, *Staline*, (1935) réédition Ivréa, Paris, 1992.
• Vladimir Volkoff, *La trinité du mal, Réquisitoire pour servir au procès posthume de Lénine, Trotski, Staline*, Éd. de Fallois/L'Âge d'homme, Paris, 1991.
• Dimitri Volkogonov, *Le vrai Lénine d'après les archives secrètes soviétiques*, Robert Laffont, Paris, 1995.
• Alexandre Zinoviev, *Les hauteurs béantes*, L'Âge d'homme, Lausanne, 1977.

« ENQUÊTE SUR L'HISTOIRE »

• Le martyre de la famille impériale (Dominique Venner). N° 7 (Été 1993).
• La violence de Lénine (Boris Boldyrev). N° 7 (Été 1993).
• Russie, mille ans d'énigmes. La totalité du n° 9 (Hiver 1994) consacré à l'histoire de la Russie depuis les origines jusqu'à Boris Eltsine, avec des études d'Hélène Carrère d'Encausse, Vladimir Gestkoff, Oleg Kobtzeff, Vladimir Volkoff, etc.
• L'Espagne entre Staline et Hitler (Guy Chambarlac). N° 16 (Été 1996).


TALLANDIER

Léon Trotski (1879-1940). C'est sur l'intervention de Milioukov, ministre conservateur du gouvernement provisoire, qu'il peut rejoindre Petrograd au printemps 1917. Emprisonné à la suite du soulèvement bolchevique de juillet, il est peu après délivré par Kerenski lui-même. Ainsi peut-il préparer le renversement du gouvernement provisoire.

Le 11 au soir, tout est fini, les Cosaques décident de faire demi-tour. Les officiers qui veulent s'y opposer sont molestés ou arrêtés par leurs propres hommes. Les gardes rouges et les soldats de la garnison de Petrograd qui se sont portés dans les faubourgs pour défendre la capitale n'ont pas eu à tirer un coup de feu. La tentative désespérée du général Kornilov a échoué.

Une nouvelle purge frappe l'armée et la marine. Des représailles impitoyables s'abattent sur tous ceux que l'on suspecte de sympathie pour l'ancien commandant en chef. A Vyborg, une dizaine d'officiers sont jetés à l'eau et achevés à coups de fusil. A Helsinki, plusieurs jeunes officiers de marine sont massacrés à coups de crosse. De pareilles tueries se produisent un peu partout. On estime à environ 40 000 le nombre des officiers qui sont chassés de l'armée ou qui démissionnent.

L'échec de Kornilov a une autre conséquence. Sous l'empire de la peur, Kerenski a recherché l'alliance des bolcheviks. Une semaine plus tôt, ces derniers semblaient rayés de la carte politique. En se tournant vers eux, il leur offrait le moyen et l'occasion d'étrangler la fragile démocratie.

Renverser le pouvoir au nom de la légalité

La chasse aux « kornilovistes » et aux supposés comploteurs de droite remet en selle les bolcheviks, qu'avait désarçonné leur soulèvement raté de juillet. D'accusés, ils deviennent accusateurs. Ils se présentent comme les seuls défenseurs de la « légitimité révolutionnaire », comme les seuls remparts contre une réaction militaire.

Le 3 novembre (21 octobre), le soviet de la garnison annonce qu'il ne reconnaît plus l'état-major. Il ne prendra ses ordres que du seul Comité militaire révolutionnaire (CMR) du Soviet. Entre le palais d'Hiver, siège du gouvernement Kerenski, et l'Institut Smolny, siège du Soviet, entre les deux légalités, la soldatesque choisit déjà la seconde pour renverser la première. Les bolcheviks ne peuvent souhaiter évolution plus favorable. Couvert par l'autorité du soviet, le CMR est entre leurs mains.

La presse non bolchevique s'indigne, mais le gouvernement, frappé d'apathie, reste coi. Pourtant, chacun sait que l'insurrection doit coïncider avec l'ouverture du congrès de tous les soviets convoqués pour le 8 novembre (25 octobre). Ainsi en ont décidé Lénine et Trotski. L'insurrection devra être terminée le premier jour du congrès. Ni la veille parce que les délégués venant de toute la Russie ne seraient pas tous arrivés. Ni le lendemain parce qu'on craint le rétablissement d'une majorité en faveur de Kerenski. Il faut placer le congrès devant le fait accompli de « sa » prise de pouvoir. On reconnaît dans cette tactique la marque d'une intelligence sournoise et manœuvrière rompue à utiliser les artifices de la démocratie dans l'intérêt du parti pour mieux l'étrangler.

En face, Kerenski confie à ses proches : *« Qu'ils se soulèvent, je n'attends que cela pour les écraser... »*

La mise en place insurrectionnelle du CMR, supervisée par Trotski, commence dans la nuit du 7 au 8 novembre à 2 heures du matin. Les gares, les ponts, les centrales électriques et les postes télégraphiques sont occupés par des petites unités formées de gardes rouges et de volontaires sélectionnés par les soviets des régiments.

Aux hommes qui sont engagés dans l'affaire comme aux mille cinq cents matelots qui arrivent de Kronstadt, on se garde bien de parler d'insurrection contre le gouvernement. Ils croient participer à des opérations de « défense » du Soviet, menacé par on ne sait quelle sombre conspiration korniloviste. Renverser un pouvoir légal au nom de la défense de la légalité est une ficelle inusable des bons coups d'État. Les acteurs de ces journées « historiques » le seront donc pour la plupart en parfaite inconscience. C'est plus tard que sera accréditée la légende du soulèvement populaire.

Après plusieurs semaines de totale atonie, Kerenski semble se réveiller à la veille d'une insurrection dont plus personne ne doute. Il a ordonné l'arrestation des membres du CMR et a appelé en renfort des élèves officiers. Plusieurs de ceux-ci refusent d'obéir, se déclarant neutres.

Le général Niessel effectue une tournée d'inspection sur le front Nord, quelques jours avant le coup de force bolchevique. Il résume l'impression générale recueillie auprès des officiers : *« Tous, sans exception, étaient complètement dégoûtés par Kerenski. Presque tous parlaient de lui avec un mépris non dissimulé et attribuaient à sa lâcheté le désordre actuel. »*

« Le rôle des officiers a été étonnant, renchérira Trotski en évoquant cette période. *Il y avait apparemment dans la plupart des cas le désir de nous aider à renverser Kerenski. »*

Le coup d'État bolchevique se répartit sur trois jours, les 7, 8 et 9 novembre 1917 (24, 25 et 26 octobre de l'ancien calendrier), avec l'épisode saillant de la prise du palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, déserté par Kerenski dès les premières heures de l'alerte. Les assaillants n'y sont guère plus combatifs que les assaillis, qui n'ont aucune raison de donner leur vie (au nom de qui et de quoi ?). Malgré leur écrasante supériorité numérique, les bolcheviks n'osent pas attaquer le palais sans le soutien de l'artillerie. Un navire de guerre, le croiseur *Aurore*, s'est embossé sur les rives de la Neva, où son commandant, sous menace de l'équipage, l'a conduit. L'un de ses canons tire un coup à blanc. La forteresse Pierre-et-Paul, tombée sans coup férir aux mains des insurgés, tire à son tour quelques coups de canon qui manquent le palais et vont se perdre en ville. Une pièce de campagne placée à deux cents mètres le manque également, et ses obus tombent dans le quartier de Vyborg... A la suite de cette brillante démonstration, les défenseurs se rendent. Les élèves officiers sont conduits à la forteresse Pierre-et-Paul, tandis que les membres d'un bataillon féminin, dernier rempart gouvernemental, subissent le sort que l'on devine. Le surlendemain, les élèves officiers qui défendent le central téléphonique seront proprement massacrés. A Moscou, l'indécision des bolcheviks prolonge la lutte de quelques jours et la rend plus sanglante. En province, un télégramme suffit généralement à assurer le changement de pouvoir.


TALLANDIER

C'est pour s'opposer au prétendu coup de force du général Kornilov que Kerenski a pris la décision de faire distribuer des fusils aux ouvriers communistes de Petrograd. Une fois la menace passée, les « gardes rouges » refuseront de restituer leurs armes. Et ils constitueront, avec les soldats mutinés, le fer de lance de l'insurrection bolchevique.

Les modérés paralysés par la crainte de la contre-révolution

L'ultime tentative de Kerenski pour rallier les régiments cosaques du général Krasnov et marcher sur Petrograd se termine sans combat, par la fuite du « généralissime », sous les huées de ses propres soldats. De ces incidents sans importance, molles escarmouches suivies d'occupation de villages évacués, la légende fera le « soulèvement » de Petrograd, la « bataille » de Gattchina et de Tsarskoïe Selo.

La prise du pouvoir par les bolcheviks – ce que l'on a appelé la « révolution d'Octobre » – fut une suite d'événements considérables par ses conséquences, mais modeste dans son déroulement. Et elle a suscité une littérature diluvienne que ne justifie nullement la médiocrité de l'action.

Dans la nuit du 7 au 8 novembre (24-25 octobre), tandis que les groupes armés d'Antonov-Ovsenko se mettent en marche, la foule se presse dans les salles de spectacle. Au théâtre Alexandre, on joue *Flavia Tessini*, et au théâtre Michel, *Le Verre d'eau*. Au Narodny Dom, on vient entendre Chaliapine interpréter *Don Carlos*, et, dans la petite salle, on donne *Le Revizor* de Gogol. Le cirque Ciniselli lui-même présente ses clowns et ses écuyères. Le téléphone fonctionne ce jour-là et toute la nuit, comme à l'ordinaire. Les citadins, qui se sont endormis dans l'inquiétude imprécise du lendemain, s'éveillent dans une ville calme. Des petites affiches apposées sur les murs indiquent les permanences pour appeler la garde rouge en cas de violences ou de pillages. Seules ces petites taches blanches attestent du changement de pouvoir.

Le 9 novembre (26 octobre), avant de se dissoudre, le Congrès des soviets entérine la prise du pouvoir effectuée en son nom et désigne un conseil des commissaires du peuple (*Sovnarkom*), dont la composition a été préparée par les bolcheviks. Lénine en assure la présidence. Trotski reçoit les Affaires étrangères. La Guerre et la Marine sont confiées à une troïka bolchevique.

Personne n'imaginait que les bolcheviks se maintiendraient au pouvoir. Ils y resteront soixante-quinze ans.

Ch. V.

Les dates indiquées dans cet article sont celles du calendrier grégorien. Entre parenthèses est indiquée la correspondance avec le calendrier julien en vigueur à l'époque en Russie. Le calendrier grégorien sera adopté par la Russie en 1918.

Les Blancs contre les Rouges

ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE VENNER

L'événement capital qui accouche du bolchevisme russe et du communisme mondial, ce n'est pas la révolution d'Octobre, c'est la guerre civile des Blancs contre les Rouges. Voilà ce qu'on découvrira dans un nouveau livre de Dominique Venner à paraître à l'automne.


TALLANDIER

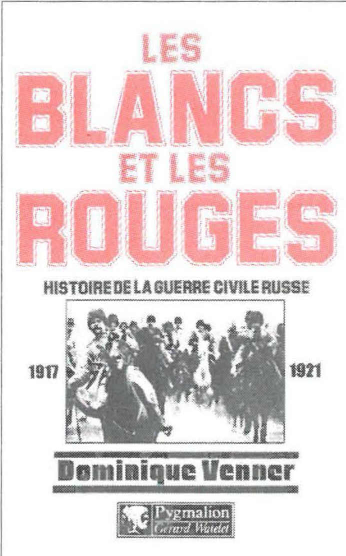
La révolution bolchevique ? Dans un immense pays délabré, un soulèvement de mutins hérissés de baïonnettes, conduits par une petite bande de conspirateurs fanatiques.

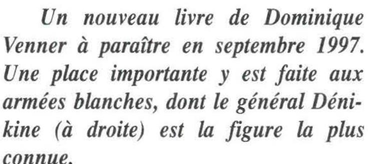
Enquête sur l'histoire : En septembre, vous publierez aux Éditions Pygmalion/Gérard Watelet un nouveau livre consacré à l'histoire de la guerre civile russe. Il commence avec les révolutions de 1917 et même un peu avant. Vous prolongez votre étude jusqu'en 1921. Ce livre est attendu. Il n'existe actuellement aucune étude d'ensemble sur la guerre civile russe, pas en plus en français qu'en anglais ou en allemand. Pourquoi ce vide historiographique ?

Dominique Venner : C'est vrai, les historiens ne se sont pas intéressés à la guerre civile russe. Sur Octobre 17, c'est-à-dire sur la prise du pouvoir par Lénine, il y a inflation. En revanche, sur la guerre civile, quasiment rien, en dehors du travail très estimable sur les armées blanches fait jadis par Marina Grey et Jean Bourdier. Pourtant, l'événement important, celui qui explique toute l'histoire du bolchevisme russe et du communisme mondial, ce n'est pas Octobre, c'est la guerre civile. L'ampleur du sujet a découragé les vocations, d'autant que ce qu'on y découvre ne va pas dans le sens des préjugés marxistes qui ont longtemps dominé la recherche historique.

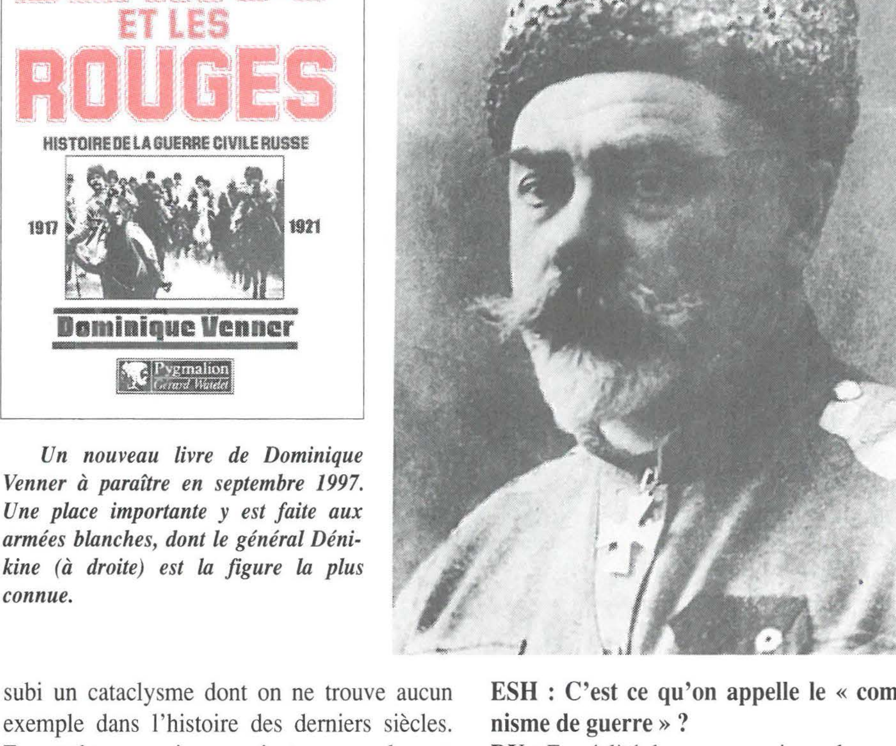
ESH : Pourquoi la guerre civile est-elle si importante ?

DV : Quand ils prennent le pouvoir en novembre 1917 (octobre dans l'ancien calendrier orthodoxe), les bolcheviks n'ont aucune expérience du gouvernement. Lénine n'a jamais gouverné personne, sinon sa femme. Le parti lui-même lui échappe. Les dirigeants bolcheviques sont des intellectuels fanatiques, longtemps exilés. Leur seule expérience est celle de petites conspirations qui ne débouchaient sur rien. Et voilà que leur tombe sur les bras le plus grand pays du monde et le plus peuplé d'Europe. Un pays qui a sombré dans une totale anarchie depuis l'abdication de Nicolas II. Entre 1917 et 1918, la Russie a





Un nouveau livre de Dominique Venner à paraître en septembre 1997. Une place importante y est faite aux armées blanches, dont le général Dénikine (à droite) est la figure la plus connue.



TALLANDIER

subi un cataclysme dont on ne trouve aucun exemple dans l'histoire des derniers siècles. En quelques mois, ce n'est pas seulement l'État qui s'est désintégré, mais tout le corps social. La France révolutionnaire n'a rien connu de semblable. En 1918, la Russie est devenue une table rase. Dans leurs rêves les plus extravagants, les révolutionnaires russes n'avaient jamais imaginé que le destin (notion qui leur est étrangère) leur ferait un tel cadeau. Cadeau empoisonné. Il leur faut tout improviser, sans modèle. Pendant plusieurs mois tout leur échappe.

ESH : C'est donc la guerre civile qui a contraint Lénine et les bolcheviks à s'organiser ?

DV : Les bolcheviks ne se maintiennent d'abord que par l'absence d'autres forces. Mais la guerre civile, qui se développe à partir de juin 1918, va les contraindre à se battre pour survivre. Ils vont être forcés de s'organiser, de se discipliner, de s'unifier, de devenir vraiment le parti militarisé et impitoyable dont Lénine avait toujours rêvé. C'est par la guerre civile que Lénine, Trotski et quelques autres inoculent au parti la culture terroriste qui sera sa marque. Le système policier de la Tchéka date de décembre 1917. Les premiers camps de concentration, vrais camps de la mort, sont créés dès le début de 1918, et la terreur de masse est instituée en juillet de la même année. Staline n'a rien inventé. Il n'a fait que continuer.

ESH : C'est ce qu'on appelle le « communisme de guerre » ?

DV : En réalité, le « communisme de guerre » a précédé la guerre civile. Il en est même la cause. Les deux principales promesses de Lénine, la paix et le partage des terres, ont été bien accueillies par les paysans. Mais très vite les choses se gâtent. Dès le début de 1918, Lénine a voulu appliquer l'utopie communiste dans l'économie, abolir le marché et l'échange monétaire remplacés par le troc forcé. En échange de la réquisition de leurs récoltes et de leur bétail, on paye les paysans avec de vieux stocks de produits manufacturés. Refus général. Les paysans dissimulent leurs grains et leurs bêtes. Les villes sont affamées. Que font les bolcheviks ? Ils ne songent pas un instant qu'ils se sont trompés. Dans la logique léniniste, un obstacle est l'effet d'un complot, d'un sabotage. Il faut trouver des coupables. Des détachements armés interviennent dans les campagnes pour réquisitionner des vivres. Ils commencent par tuer systématiquement ceux qu'ils appellent les koulaks. Notion extensible. Comme le dira Alexandre Zinoviev, *« tout paysan qui ne meurt pas complètement de faim est un koulak »*.

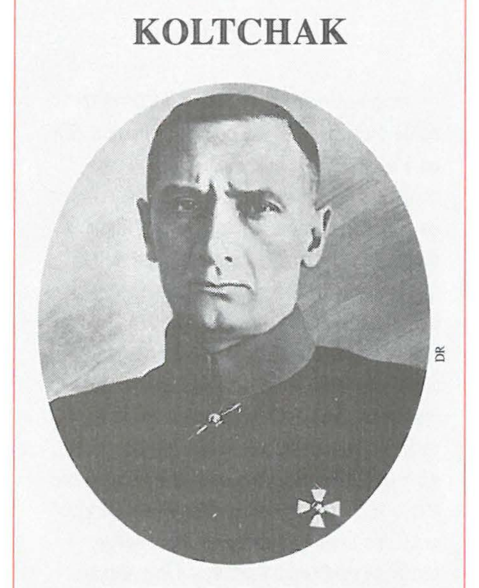
ESH : Quand cela a-t-il commencé ?

DV : Dès janvier 1918, Lénine a lancé le mot d'ordre : *« Nettoyer la terre russe de tous les insectes nuisibles »*. Le sens est clair. Pour ceux qui ne comprennent pas, Lénine ajoute : *« Tant que nous n'appliquerons pas la terreur-*

DÉNIKINE

Anton Ivanovitch Dénikine (1872-1947) est le plus célèbre des généraux blancs. Son père était un serf qui, après avoir servi comme soldat dans l'armée tsariste, termina sa carrière comme officier. Après l'école d'officiers, et l'académie d'état-major, il participe en 1904 à la campagne de Mandchourie. Il est général en 1914 et mène au combat la Division de fer. En mars 1917, il voit disparaître le tsarisme sans regret, lui-même est républicain. Destitué et même emprisonné après le faux putsch de Kornilov, il parvient à s'évader en novembre 1917, et à rejoindre le général Alexéiev, qui organise l'armée des Volontaires sur le territoire du Don. Il participe à la première campagne du Kouban et prend le commandement de la petite armée des Volontaires à la mort de Kornilov, le 31 mars 1918. Bénéficiant du soutien moral et parfois matériel de la France et de l'Angleterre, il devient en janvier 1919 le commandant en chef des armées blanches de la Russie du Sud. Il lance une offensive victorieuse en direction de Moscou, remportant une série de succès. Ses armées s'emparent de Tsaritsyne (Stalingrad), Koursk, Voronej, Kharkov et Orel. En Ukraine, il écrase les forces nationalistes de Petlioura (septembre), mais ses arrières seront bientôt détruits par les partisans de Makhno, ce qui provoque en octobre le reflux et l'effondrement de ses forces talonnées par les armées rouges. En mars 1920, son intervention au Kouban finit en catastrophe. Il est alors contraint de démissionner (4 avril 1920). Sa succession est assurée par le général Wrangel. Étranger aux ambitions, dépourvu de projet politique, victime aussi de son refus de composer avec les nationalités, le général Dénikine reste dans les circonstances effroyablement difficiles de la guerre civile avant tout un soldat. A ce titre, il emporte le respect. Exilé en Angleterre, en France, puis aux États-Unis, il y meurt le 8 août 1947. Il a publié en français *La décomposition de l'armée et du pouvoir*, aux Éditions J. Povolozky & Cie, Paris s.d. (1921). Ses archives personnelles sont conservées à l'université de Columbia (New York, USA). Sa fille, l'historienne et journaliste Marina Grey lui a consacré un livre intitulé : *Mon père, le général Dénikine* (Perrin, Paris 1985). Avec la collaboration de Jean Bourdier, elle a également publié *Les armées blanches* (Stock, 1968).

KOLTCHAK


DR

L'amiral Alexandre Vassilievitch Koltchak (1874-1920) fut le chef suprême et commandant en chef des armées blanches de novembre 1918 à sa mort. Brillant officier de marine passionné de recherches océanographiques, il participe en 1899 à l'expédition du baron Toll dans l'Arctique. Héros de la guerre russo-japonaise (1904), il est associé à la réorganisation de la marine en 1906. Il combat avec succès dans la Baltique de 1914 à 1916, puis il commande en chef la flotte de la mer Noire. Après avoir été envoyé aux USA en 1917, il se trouve à son retour bloqué au Japon par la révolution bolchevique. Esprit nullement politique et avant tout militaire, il est d'abord soucieux de continuer la guerre contre l'Allemagne. En avril 1918, il est envoyé en Mandchourie pour y commander les troupes blanches du chemin de fer transmandchourien. Rencontrant l'hostilité des Japonais, il se rend ensuite à Omsk où siège un gouvernement antibolchevique. Sans l'avoir souhaité, il est bientôt porté au pouvoir par une conjuration d'officiers (18 novembre 1918) qui le proclame « chef suprême ». Dictateur intègre, solitaire et impuissant d'un monde en proie au chaos et à la corruption, commandant en chef d'une armée qui lui échappe, il choisit d'être le drapeau incorruptible et sacrifié de la Russie blanche. Après avoir remporté des succès dans leur offensive au-delà de l'Oural au printemps 1919, ses armées sont repoussées et s'effondrent au cours d'une épouvantable retraite dans l'hiver sibérien. Livré aux Rouges par les Tchèques et par le général Janin, chef de la mission militaire française, il est fusillé à Irkoutsk le 7 février 1920. Sa biographie écrite par Peter Fleming, *Le destin de l'amiral Koltchak*, a été publiée par Plon en 1967.

territoires blancs
limite de l'avance de Denikine vers Moscou
chemin de fer
0 800 km

GUERRE CIVILE 1917-1921
OFFENSIVES BLANCHES

DR

exécution sur place, nous n'arriverons à rien ». En quelques mois, le pouvoir des soviets fait monter une énorme révolte. C'est d'elle que va naître la guerre civile. Un peu à la façon des Vendéens de 1793, les paysans révoltés iront chercher d'anciens officiers pour les mener au combat.

ESH : Justement, quel rôle les anciens officiers de l'armée impériale vont-ils jouer ?
DV : Ils se partagent. Beaucoup restent passifs et se laissent égorger sans même résister. Une minorité constitue l'encadrement des armées blanches. Certains officiers servent même comme simples soldats dans des régiments d'officiers, véritables troupes d'élite blanches. En face, une autre minorité au moins aussi importante forme l'encadrement technique des armées rouges, le revolver sur la nuque, selon l'expression de Trotski.

ESH : Quel fut le rôle des Cosaques ? Ne furent-ils pas à l'origine des premières armées blanches ?
DV : Dans le sud de la Russie, sur le territoire du Don, les Cosaques ont proclamé leur indépendance dès la fin de 1917. Mais au début, ils ne sont pas décidés à se battre. Il faudra qu'ils



DR

Un escadron de la cavalerie du général Wrangel en 1919.

fassent l'expérience de l'occupation rouge pour comprendre et se décider à prendre les armes. Le territoire du Don accueille pourtant le général Alexéiev, ancien chef d'état-major impérial. C'est lui qui a renversé le tsar, croyant sauver la Russie. C'est un républicain comme beaucoup de généraux des armées blanches. Plus personne n'est monarchiste à l'époque. Il est rejoint par Kornilov, Dénikine et quelques autres. Maintenant qu'ils ont le dos au mur, ces généraux préfèrent mourir le sabre à la main. Mais leur armée n'est qu'un fantôme et leurs bottes sont trouées. Ils sont suivis par une poignée de cadets faméliques et de Cosaques sans chevaux. En souvenir de la Révolution française, les bolcheviks les appellent les « Blancs ». De ce nom, ils feront un drapeau. Moins d'une année après, les Blancs sont devenus des centaines de milliers, du Caucase à la Sibérie. La politique de terreur instaurée par Lénine et les réquisitions forcées ont soulevé des populations entières. La Finlande, les Pays baltes, l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie s'insurgent aussi pour leur indépendance. A la fin de 1918, les bolcheviks sont aux abois, encerclés de toutes parts. *« Nous avons raté notre coup »*, dira Lénine.

ESH : Les Blancs pouvaient-ils gagner ?
DV : Pourquoi pas ? Certaines archives récemment dépouillées prouvent que Lénine était extrêmement inquiet à la fin de 1918. La résistance aux bolcheviks fut beaucoup plus forte qu'on ne l'a dit. La résistance de la paysannerie n'a d'ailleurs jamais cessé. Des révoltes se sont produites bien après la destruction des dernières armées blanches.

ESH : Existe-t-il des exemples de succès des Blancs ?
DV : Au cœur de l'ancien Empire russe, les Blancs ont échoué, mais dans plusieurs régions périphériques, ils ont triomphé, ce qu'on oublie toujours. En trois circonstances où le combat des Blancs s'est confondu avec une guerre de libération nationale, ils ont été vainqueurs. En Finlande au début de 1918, dans les Pays baltes au cours de l'année 1919, en Pologne durant l'été 1920. En ces trois circonstances, le nationalisme a triomphé du bolchevisme. Et cet adversaire est le seul devant lequel le communisme, tout au long de son histoire, sera contraint de reculer.

A la fin de 1918, Lénine craint d'être vaincu par les Blancs

ESH : Quelles sources avez-vous utilisées ?
DV : J'ai d'abord établi une chronologie minutieuse, du côté blanc et du côté rouge, région par région. J'ai évidemment créé un fichier par sujet et par grands acteurs de la guerre civile, politiques ou militaires. Simultanément, j'ai dépouillé une masse considérable de souvenirs et relations de l'époque. J'ai utilisé aussi les travaux récents résultant de l'ouverture partielle des archives soviétiques.

ESH : Que trouve-t-on dans ces archives ?
DV : Des précisions et des confirmations. La trace de la panique qui s'empare de Lénine durant l'été 1918 et au printemps 1919. La preuve de sa responsabilité personnelle dans le massacre de la famille impériale. Des faits

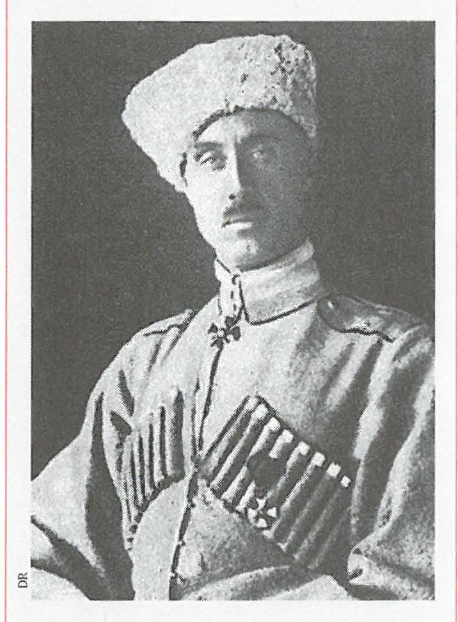
MANNERHEIM



DR

Le maréchal Carl Gustaf Mannerheim (1867-1951) au temps de la guerre d'indépendance finlandaise (il n'est alors que général). Il est né près de Turku dans une vieille famille d'origine suédoise. Jeune officier aux chevaliers gardes russes, breveté d'état-major, il participe à la guerre russo-japonaise (1904). Il commande un corps d'armée en 1917. Lors de la révolution de Février (mars), il juge qu'on ne peut rien sauver en Russie, alors que tout est possible en Finlande qui vient de proclamer son indépendance. Il prend donc le commandement des gardes blancs finlandais face à l'Armée rouge présente sur place. Cette guerre revêt un caractère national et politique. Après avoir écrasé les Rouges à Tempere, il achève en mai 1918 la libération de sa patrie. Élu régent du nouvel État, il obtient des Alliés la reconnaissance de l'indépendance finlandaise en décembre 1918, puis il se retire de la politique, tout en présidant le Conseil de défense de 1931 à 1939. Il a été élevé au maréchalat en 1933. Commandant en chef pendant la guerre d'Hiver (1939-1940), il est l'âme de l'héroïque résistance finlandaise à l'agression soviétique. Il dirige les opérations militaires en liaison avec les Allemands jusqu'en 1944. Quand la défaite devient inéluctable, il est élu président de la République afin de faciliter la conclusion d'un armistice avec l'URSS (août 1944), qui préserve l'indépendance de la Finlande. Il abandonne ses fonctions pour raisons de santé en 1946. Avec Pilsudski en Pologne, il est l'un des seuls généraux blancs qui aient triomphé des Rouges de façon durable. Ses *Mémoires* ont été publiés chez Payot en 1952.

WRANGEL



DR

Le général Pierre Nikolaïevitch Wrangel (1878-1928) fut le dernier et le plus habile des grands généraux blancs. Capitaine de la Garde à cheval en 1914, le baron Wrangel commande un corps de cavalerie cosaque à la veille de la Révolution qui trouve en lui un adversaire résolu. Partisan avoué de Kornilov, il se réfugie avec sa famille en Crimée après la prise de pouvoir bolchevique. Arrêté à Yalta par des marins rouges en janvier 1918, il échappe à la mort par miracle. Il rejoint Rostov en septembre 1918 pour se mettre à la disposition de Dénikine qui lui donne un corps de cavalerie. Il fait rapidement preuve d'aptitudes exceptionnelles dans la guerre civile, reprenant en main des troupes débandées, s'emparant du Kouban et du Terek. Nommé à la tête de l'armée du Caucase le 27 décembre 1918, il s'oppose à Dénikine sur le plan stratégique de la marche sur Moscou. Il s'empare cependant de Tsaritsyne (future Stalingrad) le 30 juin 1919. Après les revers de la fin 1919 et la crise au sommet de mars 1920, il est désigné par ses pairs pour succéder à Dénikine. En peu de temps, il remet sur pied une armée et donne vie en Crimée au seul véritable projet politique opposé aux Rouges par les Blancs. Mais il est trop tard. Ayant concentré ses forces en Crimée, il réussit cependant l'exploit de les évacuer par mer en novembre 1920 à la barbe de l'Armée rouge. Jusqu'à sa mort en 1928 (empoisonné peut-être par la Guépéou), il dirigera l'émigration russe. Ses *Mémoires* ont été publiés à Paris par Tallandier en 1930.

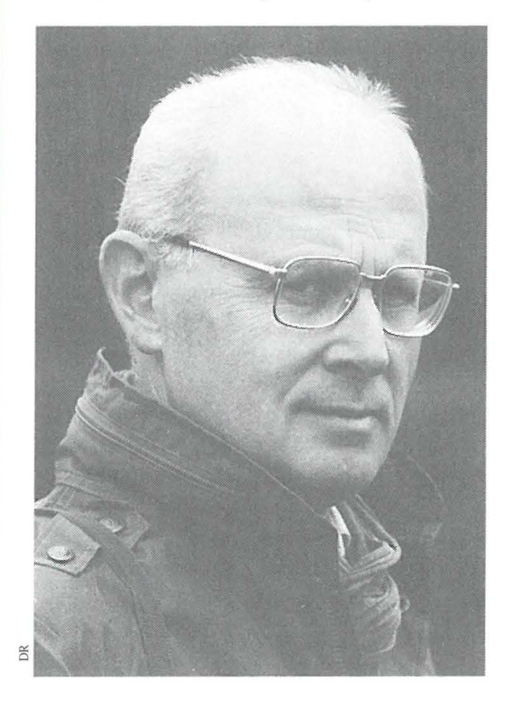
accablants sur son rôle dans l'institution de la terreur de masse (le mot est de lui). Des précisions sur le contrôle policier de l'Armée rouge dès le début de la guerre civile. On a aussi découvert que le fameux John Reed, ce pur intellectuel américain ami de Lénine, était en fait un stipendié du parti.

ESH : Parmi les généraux blancs, avez-vous des personnages préférés ?

DV : Les figures nobles ou romantiques ne manquent pas chez les Blancs : Dénikine, Kornilov, Kappel, Koutiepov, et bien d'autres. Deux personnalités se hissent cependant au-dessus des autres, Wrangel et Mannerheim. Aux qualités militaires classiques, ils ajoutent celles du grand politique. L'un et l'autre ont révélé leurs dons dans les situations d'exception de la guerre civile. Appelé trop tard au pouvoir, la défaite étant certaine, le premier ne pourra que finir en beauté, alors que le second assurera l'indépendance de l'héroïque Finlande non seulement en 1918, mais de nouveau pendant la guerre d'Hiver de 1939-1940, et une fois encore dans les circonstances tragiques de 1944-1945.

ESH : Comment cette histoire de la guerre civile russe se place-t-elle par rapport à vos autres livres ?

DV : J'ai consacré un certain nombre de travaux aux grands conflits politiques et militaires du XX[e] siècle, dont la guerre de Sécession américaine est le prélude. J'y ai souvent développé un thème que l'on retrouvera dans *Les Blancs et les Rouges*, celui de la rébellion contre la fatalité, même au fond de la défaite. Dans un autre ordre d'idées, la guerre civile russe, comme les autres conflits, montre l'importance du hasard ou du destin dans l'enchaînement imprévu des événements. Elle montre aussi que l'histoire est le lieu où s'affrontent mortellement des forces spirituelles, ce que peuvent être des armes ou des machines, celles-ci n'étant jamais que la matérialisation d'une certaine culture, de la volonté et de la passion.



DR

Dominique Venner.

ESH : Qu'est-ce que la guerre civile russe nous apprend sur l'histoire spécifique du XX[e] siècle ?

DV : Pour reprendre la formule de Nietzsche, l'une des particularités du siècle est d'avoir pensé la politique dans la perspective de la mort de Dieu. Dans une époque qui n'a plus de religion, la politique tient lieu de religion. Cela explique à mon sens l'intensité et la férocité des combats idéologiques. De ce point de vue, la guerre des Rouges et des Blancs est exemplaire. Elle a ouvert une ère nouvelle de l'histoire du monde. Tout en faisant la conquête de l'immense Russie, les bolcheviks ont déclaré la guerre à l'ensemble du « vieux monde », une guerre nouvelle. Pas la guerre classique entre les États, mais une guerre civile à l'intérieur de chaque État. Cette guerre civile mondiale est née en Russie entre 1918 et 1921. Elle a marqué de son empreinte tout le XX[e] siècle. C'est à partir d'elle, par réaction, qu'ont surgi le fascisme italien et le national-socialisme allemand, même s'ils ne se limitent pas à cette réaction.

ESH : Quelle différence y a-t-il entre votre nouveau livre et l'*Histoire de l'Armée rouge* que vous aviez publiée chez Plon en 1981 ?

DV : Toute la différence qui sépare deux livres différents. Dans mon *Histoire de l'Armée rouge* l'époque de la guerre civile était étudiée comme la matrice de l'Armée rouge, donc du côté bolchevique, ce que personne n'avait fait avant moi. Dans mon nouveau livre, la perspective est renversée et considérablement élargie, avec une optique et un choix de sujets beaucoup plus vastes.

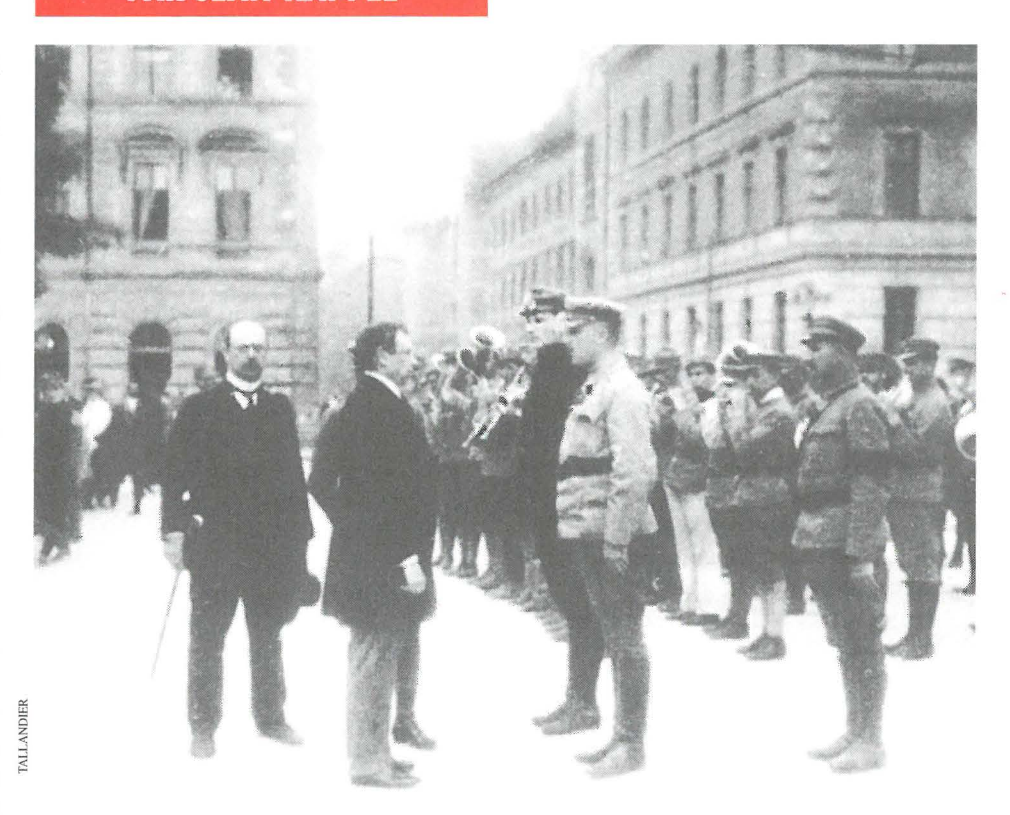
PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE TANLAY

Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges, Histoire de la guerre civile russe 1917-1921* (Pygmalion/Gérard Watelet). Ouvrage à paraître en septembre 1997.

La Hongrie en péril

PAR JEAN KAPPEL

Après les échecs spartakistes à Berlin et Munich, l'espoir de révolution renaît en Hongrie au printemps 1920. L'expérience sanglante de Béla Kun durera trois mois. Elle purgera le pays de toute tentation communiste pour longtemps.



TALLANDIER

L'armée populaire hongroise improvisée de 1919. Elle remporte d'abord quelques succès contre les Tchèques et les Roumains qui envahissent le pays. Elle ne résistera pas au pouvoir délirant de Béla Kun.

« *La tête ronde, complètement rasée, de vastes oreilles pointues, des yeux gros et saillants, le nez court, les lèvres énormes, une bouche largement fendue, pas de menton, l'air d'un lézard, tel apparaît Béla Kun* ». C'est ce portrait peu amène que Jérôme et Jean Tharaud nous ont laissé de celui qui incarne la révolution communiste hongroise de 1919. Un peu plus d'un an après la victoire remportée par les bolcheviks à Petrograd et au moment où, prenant la suite de Kurt Eisner, les agents du Komintern faisaient régner la terreur rouge à Munich, le vieux pays magyar apparut pendant quelques semaines comme une nouvelle base révolutionnaire appelée à déstabiliser définitivement une Europe centrale jetée dans le chaos par la guerre et la défaite austro-hongroise.

Alors que le vieil empire des Habsbourg sombre définitivement au cours des dernières semaines du conflit, les Hongrois ont d'abord mis leurs espoirs dans le comte Michel Karolyi, un magnat fortuné qui a la réputation d'être un libéral francophile, demeuré constant dans sa dénonciation de l'alliance allemande. Président du Conseil national formé le 30 octobre 1918, Karolyi se retrouve à la tête d'une Hongrie devenue indépendante de fait mais menacée par l'anarchie. Les minorités nationales qui dépendaient de l'ancienne Transleithanie née du compromis austro-hongrois de 1867 se soulèvent contre Budapest et le comte Tisza, accusé à tort d'avoir entraîné le pays dans la guerre, est assassiné par des mutins dès le 31 octobre (1). L'armistice signé à Villa Giusti le 3 novembre et la convention de Belgrade conclue avec le maréchal Franchet d'Esperey dix jours plus tard constituent autant de déceptions pour tous ceux qui s'attendaient à voir le pays traité sur la base des promesses wilsoniennes. Roumains, Serbes et Tchèques peuvent pénétrer en Hongrie et, déjà, Slovaques et Croates ont fait sécession. Karolyi ne possède ni l'intelligence ni les qualités de caractère indispensables pour faire face à une telle situation et quand, le 19 mars, les vainqueurs imposent à la Hongrie de concéder de nouveaux territoires, pleinement magyars, à l'envahisseur roumain, il n'a d'autre issue que la démission. Il laisse ainsi le pouvoir à une coalition socialiste au sein de laquelle la tendance bolchevique dirigée par Béla Kun s'est entre-temps imposée. La République soviétique hongroise entame donc son existence agitée le 21 mars 1919. Elle durera cent trente-trois jours, jusqu'au 1er août suivant.

Né en 1886 en Transylvanie, le jeune Béla Kun a adhéré dès 1903 au Parti social-démo-


DR

Béla Kun (1886-1937).

crate de Hongrie alors qu'il était encore lycéen. Il entame des études de droit à Cluj en 1903 mais les abandonne dès l'année suivante pour se consacrer au journalisme. Après avoir fait ses premières armes à Budapest, il se retrouve permanent du parti, au sein d'une mutuelle ouvrière. De tendance extrémiste, il condamne toute tentation réformiste et dénonce l'entrée en guerre. Mobilisé, il déserte sur le front des Carpates et se retrouve dans un camp de prisonniers à Tomsk. C'est là qu'il rejoint, au cours de l'année 1917, la section bolchevique locale. Installé à Petrograd au lendemain de la révolution d'Octobre, il fait ses premières armes dans la sinistre Tchéka, après quoi Lénine l'envoie en Hongrie dès novembre 1918, pour y constituer, le 24, un parti communiste inspiré du modèle bolchevique dont il va assurer la direction. Il tire profit des insuffisances de Karolyi, le « Kerenski hongrois ». Dans un pays traumatisé par une crise sans précédent, victime de l'arbitraire des puissances victorieuses, le courant révolutionnaire disposait de larges possibilités de développement. L'échec, à la fin de janvier, d'une tentative de coup de force vaut toutefois à Béla Kun de se retrouver en prison avec certains de ses complices, mais la démission de Karolyi lui rend la liberté. La population ouvrière, qui n'a plus rien à perdre et subit la fascination qu'exerce alors la révolution russe le porte à la tête de la République des soviets. Le Conseil des commissaires du peuple qui est alors mis sur pied compte une majorité de communistes mais il ne contrôle que le centre du pays et, à Budapest même, c'est par la terreur que le nouveau régime doit s'imposer. Des centaines d'exécutions sont ainsi accomplies par les « gars de Lénine» » une troupe d'assassins sadiques conduits par un certain Tibor Szamuely, un vieux compagnon de Béla Kun.

Les voisins de la Hongrie, en place pour la curée, voient tout d'abord d'un bon œil ce qui reste du pays s'enfoncer dans le chaos mais l'avance des troupes tchèques et roumaines suscite un sursaut patriotique dans un pays que le pauvre Karolyi avait proclamé « neutre » et privé par conséquent de toute force militaire. L'armée populaire constituée en catastrophe sous les ordres du colonel Stromfeld remporte quelques succès sur les Tchèques en juin 1919 ; elle ne peut cependant empêcher l'avance de l'armée roumaine, qui s'approche de Budapest dès le mois de juillet.

Incendie rouge en Europe

Dans la capitale, le pouvoir soviétique légifère à tour de bras, décrète une réforme agraire qui lui vaut l'hostilité unanime de la population paysanne, annonce des nationalisations purement formelles dans un pays dont l'économie est totalement sinistrée, sépare l'Église de l'État, ce qui le coupe définitivement des masses catholiques. Appuyée sur une base politique et sociale trop réduite, le pouvoir soviétique compense sa fragilité par la généralisation de la terreur. Des unités révolutionnaires mobiles sillonnent les campagnes pour y liquider les opposants ou supposés tels. Béla Kun et ses partisans attendent en fait l'arrivée libératrice de l'Armée rouge. En ces temps de chaos politique et social, le messianisme révolutionnaire qui anime les dirigeants bolcheviques russes est tout aussi présent à Budapest. La fin de la guerre ne peut qu'annoncer l'imminence de la révolution universelle prophétisée par Marx. Déjà Berlin, Dresde et Munich se sont embrasées, des grèves révolutionnaires agitent l'Italie, le prolétariat hongrois accueillera donc bientôt en libératrice une Armée rouge porteuse des lendemains qui chantent. Partout, la IIIe Internationale communiste lui aura préparé le terrain... Illusions que tout cela. Les Alliés contrôlent la situation et les nations d'Europe centrale bénéficiaires de la guerre, notamment la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie, n'ont aucune intention de laisser se développer au cœur du continent un foyer d'infection révolutionnaire.

Alors que la Hongrie s'enfonce dans la crise, l'anarchie et la terreur, un gouvernement contre-révolutionnaire dirigé par l'amiral Horthy s'installe à Szeged avec l'aide des Alliés. Découragés, les sociaux démocrates qui ont soutenu Béla Kun parviennent à se débarrasser de lui le 31 juillet, alors que les forces roumaines approchent de Budapest. Mis en minorité, l'agitateur quitte le pays pour l'Autriche où il sera incarcéré quelque temps avant de regagner la Russie. Dès le 3 août, les Roumains entrent dans Budapest qu'ils vont entreprendre de piller méthodiquement et ce n'est qu'en novembre 1919 que le futur régent Horthy fait son entrée dans la capitale. Les élections de janvier 1920 dégagent une majorité conservatrice qui devra supporter le diktat de Trianon. Les hommes de la révolution soviétique doivent alors rendre des comptes et la répression est à la mesure des crimes qu'ils ont perpétrés. Elle prend parfois une tournure antisémite car, tout comme Béla Kun ou Szamuely, trente-deux des quarante-cinq commissaires du peuple étaient juifs. A côté de la répression légale, les actions incontrôlées des groupes nationalistes et contre-révolutionnaires font de nombreuses victimes.


AFP

L'amiral Horthy (1868-1957).

Reparti en Russie, le sinistre Béla Kun s'y illustre à sa manière en participant activement aux massacres accomplis en Ukraine et en Crimée à l'issue de la guerre civile. Il joue ensuite un rôle important au sein du Komintern, avant de disparaître en 1937, fusillé ou victime du goulag stalinien, après avoir été accusé de « trotskisme ». Plus heureux, le comte Karolyi qui a pris une si grande part au naufrage de son malheureux pays, a terminé tranquillement ses jours sur la Côte d'Azur en 1955.

J. K.

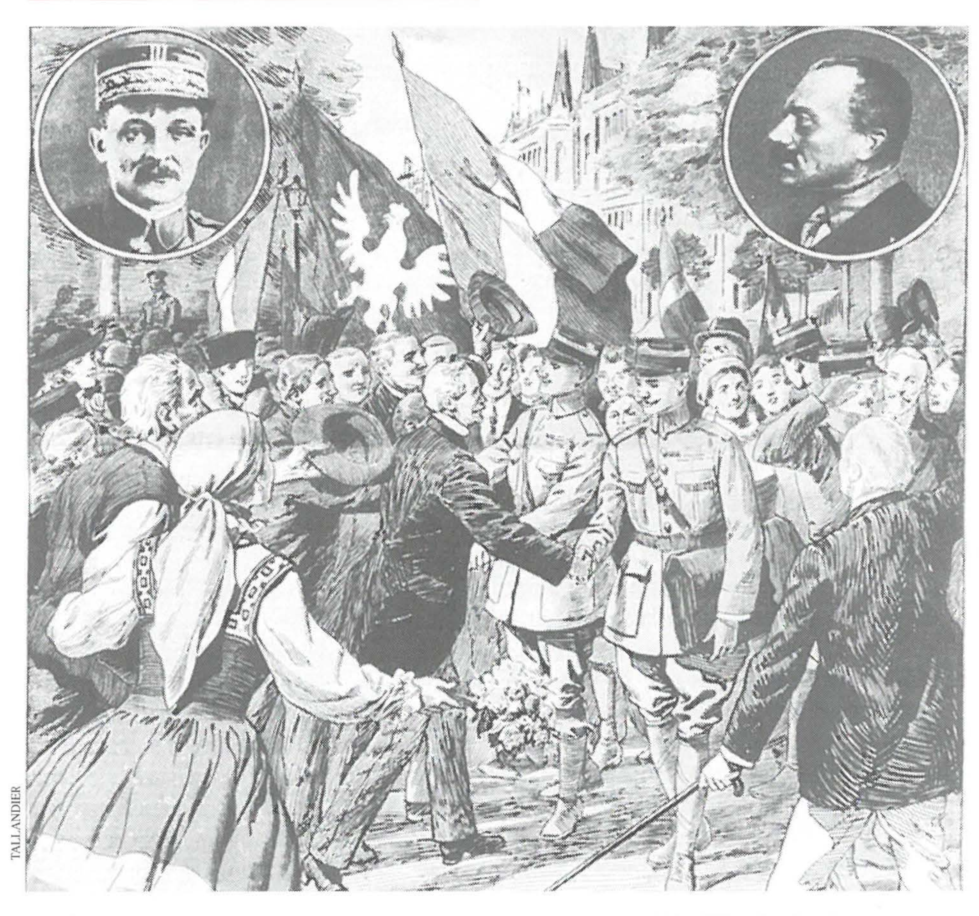
(1) Voir *Enquête sur l'histoire* n° 7 (1993) sur « Les crimes politiques ».

Weygand à Varsovie

PAR GUY CHAMBARLAC

Lénine l'avait proclamé : « *La révolution mondiale passera sur le cadavre de la Pologne* ». En clair, la route de Berlin et de Paris passait par Varsovie. Et de Varsovie, l'Armée rouge allait faire une bouchée. Récit d'un échec nullement programmé.

Si les bolcheviks ont triomphé au cours de la guerre civile dans la partie russe de l'ancien empire des tsars, à trois reprises ils ont échoué face à des nationalités vigoureuses et homogènes. En Finlande d'abord au début de 1918, dans les Pays baltes ensuite, dans le cours de 1919, en Pologne enfin, durant l'été 1920.

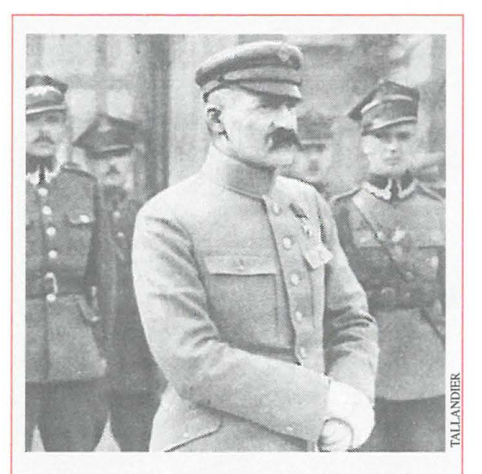


TALLANDIER

La première page du Petit Journal *du dimanche 12 septembre 1920 célèbre la victoire remportée à Varsovie par l'armée polonaise sur l'Armée rouge. On voit la foule acclamant les officiers français dans Varsovie. En médaillon, les deux artisans de la victoire. A gauche, le général Weygand ; à droite, le général Henrys, chef de la mission militaire française.*

Forgée par deux années d'une terrible guerre civile contre les Blancs, l'Armée rouge est devenue une force redoutable. Elle compte cinq millions d'hommes sous les armes et ses généraux, sélectionnés par la guerre, ne sont plus des novices. Kamenev, Frounzé, Toukhatchevski, Iégorov, Boudienny, chacun dans leur registre, se croient capables de se mesurer aux meilleurs généraux européens. Et justement, l'occasion semble se présenter.

Lénine et le Politburo bolchevique ne se sont jamais satisfaits d'avoir triomphé dans la Russie arriérée. Suivant le schéma marxiste, qui imprègne leur esprit, c'est le dernier pays où la révolution prolétarienne a des chances de réussir. Marx n'a jamais dit que la paysannerie était la classe de l'avenir, au contraire. Et la réalité de la Russie, ce n'est pas le prolétariat industriel, c'est la paysannerie. La Russie est donc une base d'assaut, rien de plus, pour porter la révolution là où elle doit s'épanouir, dans les sociétés industrielles les plus évoluées, à commencer par l'Allemagne, patrie de Marx. Le pays le plus industrialisé et le plus avancé d'Europe, qui compte aussi le plus puissant parti social-démocrate. Certes, ce parti ne s'est pas rallié au bolchevisme, il le combat même. Mais tous les signes montrent que les choses vont changer. Le mouvement spartakiste avait failli l'emporter à Berlin en décembre 1918, puis en mars 1919. Sans la brutale intervention des Corps-francs, les féroces *Freikorps* du « Chien de sang », Noske, le communisme serait déjà au pouvoir à Berlin. Mais voici qu'une nouvelle occasion se présente. La Ruhr est en ébullition, on y forme des gardes rouges. A Berlin même, les anciens spartakistes se préparent. Il est clair qu'une Armée rouge triomphante, déferlant au-delà de Varsovie, droit sur Berlin, trouvera sur place des bataillons de partisans allemands pour lui donner la main.



Le maréchal Jozef Pilsudski (1867-1935), artisan de l'indépendance polonaise. Né dans une famille noble lituanienne sous la domination russe, participe très tôt à l'activisme révolutionnaire. En 1892, il est l'un des fondateurs du parti social-démocrate polonais et participe aux troubles de 1905. Par la suite, il évolue du socialisme au nationalisme, préparant dès 1908 en Galicie des groupes paramilitaires polonais destinés à lutter contre la Russie en cas de guerre. En 1914, il lève une légion polonaise qui combat aux côtés des Autrichiens. Mais en 1917, il est emprisonné par les Allemands qui voient d'un mauvais œil l'influence autrichienne en Pologne. Rentré à Varsovie en novembre 1918, il prend le commandement des forces polonaises et devient chef d'État provisoire. Il apporte son soutien à l'Ukraine indépendante de Petlioura, mais il est contraint d'évacuer Kiev devant l'avance des Rouges qui semblent sur le point de s'emparer de toute la Pologne. Il rétablit miraculeusement la situation sous les murs de Varsovie en août 1920, rejetant l'Armée rouge, ce qui fait de lui un héros national. Retiré des affaires publiques, il revient au pouvoir à la faveur d'un coup d'État (12 mai 1926), exerçant une dictature à la romaine jusqu'à sa mort, le 12 mai 1935.

Varsovie ? Justement, la situation est favorable.

Lorsque les armées blanches de Dénikine ont été défaites en Ukraine et ont reflué au début de 1920, remplacées par l'Armée rouge, le gouvernement polonais du maréchal Pilsudski a décidé que le moment était venu d'intervenir. La Pologne a toujours considéré l'Ukraine comme un prolongement naturel et ses intérêts y sont grands.

Depuis la fin de 1919, c'est-à-dire depuis l'effondrement de toutes les armées blanches, Pilsudski est convaincu que les Soviétiques lanceront une agression contre la Pologne. Dès février 1920, deux mois avant l'entrée des troupes polonaises en Ukraine, l'ex-colonel Chapochnikov, chef d'état-major général adjoint de l'Armée rouge, a dressé un plan de campagne contre la Pologne, celui-là même qui sera appliqué en juillet.

La menace d'agression repose sur l'absence de frontières définies entre les deux États. Le projet soviétique d'une petite Pologne ne coïncide nullement avec les ambitions polonaises. Il est donc évident qu'un jour il faudrait en appeler aux armes pour trancher.

Le 26 avril 1920, les troupes polonaises, appuyées par 20 000 haïdamaks (partisans nationalistes ukrainiens) pénètrent en Ukraine et s'emparent de Kiev.

La victoire de Pilsudski sera brève. L'Armée rouge, sans être un modèle d'organisation, est une force considérable. Iégorov attaque par le sud et Toukhatchevski par le nord. Leur action est favorisée par la paysannerie ukrainienne qui se soulève contre l'envahisseur. Kiev est reprise le 12 juin 1920.

En juillet 1920, les Polonais, chassés d'Ukraine, ont repassé les frontières ethniques de la Pologne. Lénine veut poursuivre la campagne si brillamment engagée, marcher sur Varsovie, s'emparer de la capitale polonaise, y proclamer une république des soviets et poursuivre en direction de Berlin. Il sait convaincre les autres membres du Politburo, et donne l'ordre de marcher sur Varsovie avec le slogan *« la révolution mondiale passera sur le cadavre de la Pologne ! »*

Un futur gouvernement des soviets polonais embarque dans les fourgons de l'armée. Il compte parmi ses membres la figure inquiétante de Dzerjinski, fondateur et chef de la Tchéka. En Pologne même, les agitateurs bolcheviques passent à l'action. Celle-ci aura peu d'influence sur la population mais elle ne sera pas sans effet sur le moral de certaines unités polonaises.

Les espérances de Lénine et les imprudences de Toukhatchevski

Dans les derniers jours de juillet et les premiers jours d'août 1920, le 2e congrès du Komintern siège à Moscou. On attend l'annonce de victoires décisives. Chaque jour, les participants regardent une grande carte dans la salle : les drapeaux rouges s'avancent vers l'ouest. L'espoir flambe. La révolution va se propager à toute l'Europe...

L'Armée rouge, sous le commandement suprême de Serge Kamenev (1), est divisée en deux fronts d'attaque. L'un, au sud, avec Staline aux fonctions de commissaire politique, est commandé par Iégorov, ancien officier impérial entièrement acquis aux soviets. Il comprend les 12e et 14e armées, et surtout la 1ère armée de cavalerie de Boudienny. Il doit suivre l'axe naturel de Kiev à Varsovie par Lublin.

Le deuxième front attaquera au nord-ouest, par Minsk et la Biélorussie, avec également Varsovie comme objectif. Il est commandé par Toukhatchevski et comprend les 3e, 4e, 15e et 16e armées.

En face, l'armée polonaise est de constitution très récente. Elle est recrutée par conscription, mais comporte un grand nombre de volontaires. Son encadrement, d'origines diverses, n'est pas homogène. Les officiers ont été formés pour l'essentiel, soit dans l'armée autrichienne, soit dans l'armée russe, soit enfin dans l'armée française (les cinq divisions de l'armée Haller). Le haut commandement, très attaché à ses prérogatives, n'est pas toujours au niveau de ses ambitions. Il a la chance d'être épaulé par une importante mission militaire française qui comprend deux cents officiers, dont le capitaine de Gaulle et, à partir du 21 juillet, le général Weygand, ancien chef d'état-major du maréchal Foch, qui, avec tact et discrétion, sera le véritable stratège de la défense polonaise au moment décisif de la bataille de la Vistule (2).

Les succès faciles enregistrés par le front sud en Ukraine étaient naturellement pour beaucoup dans la décision de porter la guerre en Pologne même. Ils invitaient à sous-estimer l'adversaire et à manquer de prudence, ce que va faire Tchoukhatchevski à la tête des armées du nord-ouest. Son offensive commence le 4 juillet 1920 sur la Berezina. Avec une audace qui frise la témérité, il exécute en quarante jours une marche qui fait parcourir à ses troupes 600 kilomètres, sans cesser de poursuivre les troupes polonaises en déroute. Au début d'août, il est en vue de Varsovie et à quelques étapes de Berlin. Le jeune chef qui vole ainsi vers la victoire et rêve d'entrer le premier dans Varsovie en attendant mieux, peut difficilement ne pas songer à Bonaparte et à sa campagne d'Italie. Être un général victorieux, porté par les baïonnettes d'une révolution conquérante, quand on a vingt-sept ans, n'incite guère à la modération. Le succès lui fait abandonner toute mesure.

Une poursuite si rapide et si lointaine en pays ennemi ne peut se développer sans lignes d'étapes convenablement assurées, un état-

major bien organisé, des troupes fortement encadrées et bien instruites. En août 1920, l'Armée rouge ne présente pas de telles qualités. Les chefs au niveau le plus élevé trahissent leur inexpérience du commandement des grandes unités. Ni le commandant en chef Serge Kamenev ni Toukhatchevski ne seront en mesure d'assurer l'unité de commandement au moment de la bataille décisive. Toukhatchevski, resté à Minsk avec son QG, sera beaucoup trop loin des opérations pour peser sur elles. De son côté, Kamenev ne pourra imposer au moment voulu sa volonté à ses subordonnés.

Les deux fronts d'attaque devaient, suivant le plan initial, converger vers Varsovie. Mais celui du sud va obliquer vers l'ouest en direction de Lvov (Lemberg). Cette décision est prise sous l'influence du commissaire politique Staline. Celui-ci n'entend pas partager la gloire d'une victoire avec Toukhatchevski. Il lui faut une proie à sa mesure, ce sera Lvov.

Kamenev voit le danger. L'ennemi pourra s'élancer dans l'intervalle entre les deux armées pour les couper et peut-être les battre tour à tour. Il envoie message sur message au groupe sud lui enjoignant de rallier Varsovie. En vain. Quand Staline s'y décidera enfin, il sera trop tard.

Le plan Weygand et la déroute de l'Armée rouge

La bataille de Varsovie ou « miracle de la Vistule » se développe sur un front immense de 350 kilomètres. Quatre armées rouges et demie y prennent part, contre cinq armées polonaises.

Tout semble craquer du côté polonais. Le corps diplomatique évacue la capitale. C'est alors que le 6 août un plan de bataille est arrêté sur les conseils pressants du général Weygand qui en laisse habilement le bénéfice au maréchal Pilsudski, mais veille étroitement à son exécution. Weygand a connaissance du mouvement des armées rouges du front sud en direction de Lvov. Il comprend qu'il n'a provisoirement rien à redouter de ce côté. Il peut donc démunir le sud pour se constituer une réserve de contre-attaque. C'est sa première intuition remarquable.

Il voit également que la contre-offensive doit être amarrée solidement sur la défense de Varsovie, ce que l'on appellera en terme imagé le « camp retranché » de Varsovie. Tâche écrasante à laquelle il apportera toute sa science de la défense, aidé et relayé par les officiers français qui veilleront à l'efficacité de l'artillerie et à l'organisation des plans de feu, n'hésitant pas à prendre directement les choses en main. L'idée de ce « camp retranché » sera la deuxième forte intuition de Weygand.



TALLANDIER

Le général Maxime Weygand (1867-1965). Chef d'état-major du général Foch dès 1914, il reste son plus proche collaborateur jusqu'en 1918. Nommé major général en mars 1918, il a pris une part essentielle à la victoire finale sur l'Allemagne. Envoyé par le gouvernement français en Pologne, comme conseiller militaire, en juillet 1920, il définit le plan stratégique qui permet de vaincre l'Armée rouge devant Varsovie le 20 août.

Appuyée sur cette réserve et sur cette résistance, la contre-offensive polonaise comprend deux opérations. La première incombe au « camp retranché de Varsovie » qui fixera Toukhatchevski. Elle est confiée au général Sikorski et à sa 5e armée.

La seconde, dite de rupture, sera menée par les réserves constituées de sept divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie. Ce groupement d'attaque, commandé en personne par le maréchal Pilsudski, s'élancera droit au nord pour tomber sur le flanc dégarni de Toukhatchevski.

Le rôle des conseillers militaires français pour la mise en œuvre pratique de ces opérations est essentiel. *« A Radzymin, les 14 et 15 août, à Nowo-Minsk, le 17, des officiers français, en gants blancs, la cravache à la main, marchaient avec les premières lignes polonaises afin d'exalter le moral des troupes* (3). *»*

Dès le 15 août, les résultats commencent à se faire sentir. Bénéficiant d'une surprise totale, la contre-offensive décisive enfonce la gauche affaiblie de Toukhatchevski, le contraignant à une retraite qui se transforme bientôt en déroute. Les Polonais n'ont pas à redouter une intervention de Boudienny qui, malgré les ordres reçus, cherche un succès personnel pour le compte de Staline à Lvov.

Les Rouges abandonnent 66 000 prisonniers, 231 canons, plus de 1 000 mitrailleuses. Toute la 4e armée soviétique est détruite et ses débris se réfugient en Prusse-Orientale sous protection allemande. Des 22 divisions soviétiques, il n'en échappe que 12, momentanément hors de combattre en raison des pertes subies. Seul, le komdiv Gaï et ses cavaliers parviennent à se frayer un chemin à coups de sabre à travers les colonnes polonaises épuisées par une marche forcée.

En douze jours, Toukhatchevski venait de perdre tout le bénéfice de sa victoire de juillet. Il est contraint de céder le terrain conquis, en abandonnant un très grand nombre d'hommes et une grande quantité de matériel de guerre. Son front culbuté, il doit fuir avec ses troupes débandées pour chercher refuge de l'autre côté du Niemen et du Boug. Tous les plans de conquête du gouvernement des soviets se sont effondrés. Lénine se voit contraint de proposer la paix qui établira des frontières communes favorables à la Pologne, jusqu'à la revanche de 1939 obtenue grâce au pacte germano-soviétique (4).

Au cours de cette guerre, les Polonais se sont battus seuls contre l'Armée rouge (hormis l'aide des conseillers militaires français et du matériel débarqué à Dantzig) et ils ont vaincu, démontrant par le jugement des armes leur droit à l'existence et imposant des frontières que jamais les soviets ne leur auraient concédées sans y être contraints.

G. C.

---

(1) Ne pas confondre avec Lev B. Rosenfeld, dit Kamenev, beau-frère de Trotski, l'un des principaux dirigeants du parti, liquidé en 1936.

(2) Le rôle déterminant du général Weygand a été clairement établi par l'étude des archives du service historique de l'armée, dont les conclusions ont été présentées par les colonels Le Goyet et Costantini lors du colloque sur la guerre polono-soviétique organisé par le Laboratoire de slavistique en 1973. Les actes ont été publiés par les éditions de l'Âge d'homme, Lausanne, 1975. Voir aussi Dominique Venner, *Les Blancs et les Rouges, Histoire de la guerre civile russe*, Éd. Pygmalion, 1997.

(3) G. V. Saint-Dizier, *L'Aigle blanc contre l'Étoile rouge* (Éd. Berger-Levrault, 1930). Il faut noter que ces officiers français n'ont pas le statut de belligérants et que leur capture par les Rouges équivaut à un arrêt de mort.

(4) Le traité de paix de Riga signé en 1921 entre la Pologne et la Russie des soviets partagera l'Ukraine entre ces deux puissances, mettant fin à son rêve d'indépendance. La Seconde Guerre mondiale corrigera la question au profit de l'Union soviétique.

L'Espagne échappe à Staline

Groupe très minoritaire à la veille de la guerre civile, en 1936, le Parti communiste espagnol profitera de l'aide massive apportée par Staline au camp « républicain » dans le but de transformer l'Espagne en base rouge au sud de l'Europe. Le communisme en profitera, mais la République en mourra.

Pour les vainqueurs de la « Croisade » entamée en juillet 1936 et conclue en mars 1939, le communisme a fait figure d'ennemi privilégié et c'est la mobilisation contre lui qui a, dans une large mesure, légitimé par la suite le régime franquiste. Faut-il pour autant considérer que les communistes ont été à l'origine de l'immense tragédie que fut la guerre civile espagnole ? Ce serait une erreur de le penser car ce conflit a des racines beaucoup plus anciennes, qu'il faut rechercher dans les affrontements qui opposèrent, au XIXe siècle, l'Espagne catholique et traditionaliste à l'Espagne libérale née du mouvement des Lumières et de l'occupation napoléonienne. Dans le premier tiers du XXe siècle, ce sont la mouvance anarchiste, le syndicalisme et un parti socialiste très combatif qui ont été à l'origine des grandes secousses révolutionnaires qui ont affecté le pays. Apparu au début des années vingt, le Parti communiste espagnol n'exerce quasiment aucune influence jusqu'à l'insurrection d'octobre 1934. Anarchistes, mineurs socialistes révolutionnaires ou autonomistes catalans constituent alors le fer de lance des révoltes populaires.

L'échec lamentable des socialistes dans la tentative de coup de force qu'ils déclenchent contre l'ordre républicain à l'automne 1934 – sous le prétexte que le président de la République entend confier le gouvernement au leader de la majorité parlementaire de droite élue l'année précédente – permet aux communistes d'exploiter à leur profit la lutte des mineurs asturiens brisée par les généraux Franco et Lopez Ochoa. Tirant prestige, auprès des masses ouvrières, d'une action à laquelle il n'a initialement pris aucune part, le parti communiste, qu'incarne désormais Dolorès Ibarruri, la célèbre *Pasionaria*, va appliquer à partir de l'année suivante la stratégie définie en août 1935 par le VIIe congrès du Komintern et réclamer la constitution d'un Front populaire regroupant l'ensemble des forces de gauche espagnoles.

La dissolution intempestive des Cortes favorise la conclusion, le 5 janvier 1936, de l'accord électoral qui fonde le *Frente popular*, auquel se rallie avec enthousiasme le leader de l'aile gauche du parti socialiste, Francisco Largo Caballero, celui que l'on surnomme alors avec emphase le « Lénine espagnol ». Les réserves émises par les modérés du parti, Manuel Azaña et Indalecio Prieto, ne peuvent rien contre la dynamique unitaire qui doit permettre de venger la défaite électorale subie par les gauches en novembre 1933 et l'échec de la « Commune asturienne » d'octobre 1934. Déjà, les Jeunesses socialistes se sont fondues – à l'initiative de Santiago Carrillo – dans les Jeunesses communistes et, six mois après la victoire remportée par le Front populaire en février 1936, celles-ci vont prendre une part décisive à la réaction qui fait suite à l'insurrection nationaliste du 18 juillet.

Les Brigades internationales, une légion étrangère soviétique

La guerre civile est à peine commencée que Staline voit tout l'intérêt du théâtre d'opérations espagnol où l'importance de l'aide soviétique va lui permettre de fournir au parti communiste un tremplin inespéré. Véritable « Légion étrangère soviétique », les Brigades internationales, constituées à 65 % par des communistes à l'automne 1936, le seront à 80 % deux ans plus tard. Chefs et cadres sont presque tous communistes, de Lukacs ou Kléber à Lister et Modesto. Le gouvernement de Madrid, bientôt replié à Valence, se retrouve très vite étroitement dépendant des bonnes volontés du Kremlin et de l'ambassadeur soviétique Rosenberg, surtout après l'embarquement vers l'URSS de la majeure partie des réserves d'or espagnoles, remises aux Russes pour garantir les fournitures de matériel militaire au camp républicain. Dès cette époque, le ministre des Finances, Juan Negrin, est l'homme des communistes, ce qu'a confirmé l'agent stalinien Alexandre Orlov après avoir fait défection.

Les échecs subis en août par le camp républicain entraînent, en septembre 1936, la démission du ministère Giral et la constitution d'un cabinet dirigé par Largo Caballero qui compte deux ministres communistes. Le « Lénine espagnol » est alors devenu, pour ses dangereux alliés, « l'espoir de la République » mais la perte de Malaga au début de 1937 et, surtout, la révolte anarchiste de Barcelone au mois de mai, bientôt suivie de la liquidation par les staliniens des trotskistes du POUM et de leur chef Andrés Nin, aboutissent à la disparition de Largo Caballero, remplacé par Negrin. Avec le nouveau chef du gouvernement l'influence des communistes s'accroît encore et leur autorité tend à s'imposer à l'ensemble du camp républicain. Le ministre de la Guerre, Indalecio Prieto, supporte de plus en plus mal cette situation, tente de reprendre en main l'armée et de mettre au pas les Brigades internationales mais il est écarté en avril 1938 pour se retrouver ambassadeur au Chili. A partir de ce moment et jusqu'en mars 1939, c'est l'apogée du communisme espagnol mais la majeure partie des républicains accepte mal qu'un parti dirigé de l'étranger puisse leur imposer ses volontés et, dans les derniers jours des combats de Madrid, le colonel Casado et le général Miaja se dressent contre Negrin et ses alliés et écrasent la révolte déclenchée par les communistes contre le Comité de défense de la capitale.

La tragédie espagnole se termine au cours des jours suivants mais, en octobre 1944, Santiago Carrillo – qui s'était illustré lors des massacres perpétrés en novembre 1936 à Paracuellos del Jarama et se trouvait désormais encouragé par la défaite de l'Axe et la libération du territoire français – lance plusieurs milliers de partisans au sud des Pyrénées, dans la région du Val d'Aran. C'est un échec total et si les maquis et, dans une moindre mesure, la guérilla urbaine subsistent jusqu'en 1949, ils ne mettront pas sérieusement en danger le régime franquiste. Ces activités de « brigandage communiste » se solderont pourtant par près d'un millier d'assassinats, par près de six mille attaques à main armée et par un peu moins de deux mille accrochages avec la Guardia Civil. Plus de deux mille « guérilleros » seront tués dans ces affrontements et deux cent cinquante-sept gardes civils y trouveront la mort. Leurs espoirs de revanche définitivement anéantis avec la guerre froide – qui permet à Franco de réintégrer rapidement le camp occidental – les chefs communistes espagnols n'auront plus d'autre issue qu'un exil à hauts risques à Moscou, d'où le légendaire Campesino reviendra farouchement hostile à la « patrie du prolétariat »...

PHILIPPE CONRAD

Philippe Conrad vient de publier une riche biographie du général Franco aux Éditions Chroniques.

Le solidarisme contre le communisme

PAR DIMITRI STOLYPINE

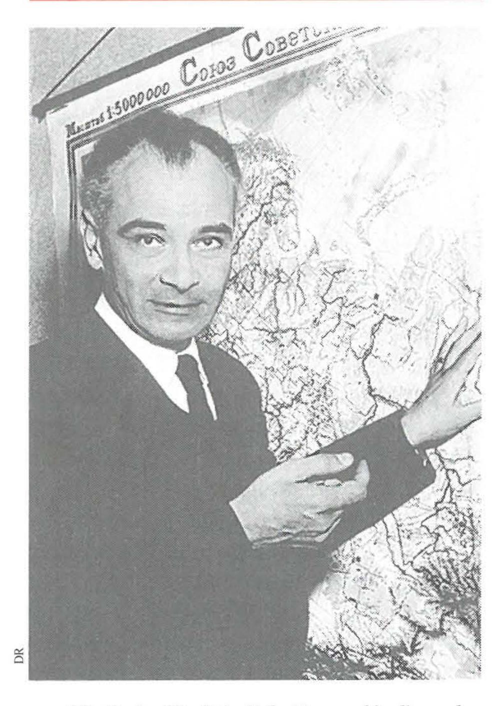
Ils firent enrager Staline et les chefs du KGB. Ils se disaient solidaristes et croyaient en un autre avenir pour la Russie. Histoire d'une résistance qui n'a jamais renoncé à l'espoir.

Le combat mené pendant plus d'un demi-siècle par les solidaristes russes contre le totalitarisme soviétique commence en 1930. Il succède entre autres à trois années de guerre civile entre Armée blanche et Armée rouge naissante, au soulèvement des marins de Kronstadt (février-mars 1921) et, à l'extérieur, à des tentatives d'anciens combattants blancs d'organiser une lutte armée sur le sol natal.

1930 marque en URSS le triomphe de Staline et le début d'une terreur aux proportions inégalées. Pour une partie des émigrés, il ne s'agit pas de se contenter de conserver des traditions nationales. Il faut définir une pensée et une nouvelle action anti-totalitaires.

Des groupements de la jeunesse russe de Belgrade, Sofia, Prague, Paris, fusionnent au sein d'une « Union nationale de la nouvelle génération » qui, quelques années plus tard, prendra le nom d'« Union des solidaristes russes » ou, selon un sigle russe, NTS.

Les membres de l'organisation sont d'anciens soldats ayant participé à la fin de la guerre civile en Russie, quelques universitaires, des étudiants.



DR

Vladimir Dimitrievitch Poremski, l'un des chefs du NTS qui échappe en 1943 à la fois à la Gestapo et au NKVD, son équivalent soviétique. Arrêté cependant en 1944, il parviendra à s'évader et reprendra la lutte à l'Ouest dès 1945.

Le NTS consacre les premières années de son existence à deux tâches : étudier la situation réelle en URSS, rassembler les éléments d'une doctrine, car il s'agit de savoir au nom de quoi on lutte. Ainsi mûrit une définition de la Solidarité et d'un idéal commun des diverses couches sociales. Les solidaristes opposent ces idées à la dynamique marxiste de la lutte des classes.

Vers 1937, les premiers membres du NTS pénètrent en URSS. Pour jauger les choses sur place et établir des contacts. Trois groupes de volontaires périssent dans les barbelés et les champs de mines qui marquent la frontière occidentale de l'Union soviétique. Le quatrième, venant de Pologne, parvient à passer. Il est composé de deux hommes, Okolovitch et Kolkov, qui resteront en URSS pendant six mois en parcourant le pays jusqu'au Caucase, sans que la Guépéou parvienne à les dépister. Leur conclusion est la suivante : dans des conditions moins critiques, le NTS trouverait en URSS, beaucoup de sympathisants et aurait sans doute une perspective pour la réalisation de son espérance : que la libération de la Russie du totalitarisme soit l'œuvre commune des Russes de l'intérieur et de l'extérieur.

Lorsque l'Allemagne, en juin 1941, attaque l'URSS, les solidaristes sont prêts à agir. Ils disposent en Europe d'une avant-garde de quelques centaines de membres bien entraînés et prêts à se sacrifier. Par petits groupes, ils se lancent littéralement sur les traces des troupes allemandes qui franchissent la frontière russe. Leur succès dépasse les prévisions. Des noyaux clandestins du NTS se constituent en 1941-1942, de la Baltique à la mer Noire. Les deux principaux centres de ce mouvement, qui ne veut ni de Staline ni de Hitler, et espère pouvoir constituer une « troisième force » (en d'autres termes, une armée de libération), sont à Smolensk dans le Nord, à Kiev dans le Sud.

Aux aguets, la Gestapo procède en 1943 à un premier coup de filet, en se servant de dénonciations fournies par des agents soviétiques restés dans les zones occupées. De nombreux solidaristes sont mis sous les verrous. Certains périront en URSS, d'autres durant leur transfert en Allemagne. Mais les principaux chefs – Baydalakov, Poremski, Okolo-

KORNILOV OU KORNILOFF ?

Off, of, ou ov ? Aujourd'hui encore, cette question – la terminaison des noms de famille russes – intrigue les Français. Quelle est donc l'orthographe correcte de ces noms compliqués ?

Dans la langue russe, le nom de famille masculin s'écrit avec un « v ». Un « a » final indique le genre féminin. Alors que les anglo-saxons transcrivent les noms russes avec un « v » (avec le « a » féminin), les Français, qui ne déclinent pas les noms propres, utilisent le double « ff ». Au XIX[e] siècle, le double « ff » domine dans la littérature, la presse ou les mondanités. *Michel Strogoff* paraît en 1876 en France (traduit en 1909, l'ouvrage de Jules Verne est interdit par le tsar ; il paraît en Russie en 1993 ...). Flaubert vante les qualités du *« bon Tourguenieff »*. En 1884, Marie Bashkirtseff met fin à la rédaction de son *Journal*.

Romanoff, Youssoupoff, Gorgouloff... les Russes émigrés adoptent naturellement l'usage français du « ff ». Certains n'hésitent pas à employer le « f » simple, correspondance phonétique du « в » russe.

Cette pratique rend impossible l'adjonction du « a » au demeurant peu élégant : évoquer la présence de la princesse « Demidoffa » à une soirée serait ridicule. Les noms de famille se terminant en « i » (Mirski) ou « e » (Svetchine) suivent la même règle.

L'introduction du « v », – autre correspondance phonétique du « в » russe – commence en 1917. Soucieux de se démarquer de l'émigration, les Soviétiques résidant à l'étranger orthographieront leurs noms avec un « v ». La presse française suit. Les femmes adoptent l'usage du « a » féminin.

Nous gardons dans cet ouvrage le « ff » de l'émigration, facilitant la distinction entre Russes blancs et Soviétiques. En règle générale, les Français d'origine russe continuent d'utiliser l'orthographe adoptée par leurs parents.

MARINA GORBOFF
La Russie fantôme, l'émigration russe de 1920 à 1950.
L'Âge d'homme, 1995, p. 32.

Le NTS et les émetteurs de RUSSIE LIBRE vous parlent

NTS

Emetteur européen: 26 et 46 m
(La longueur d'onde varie légèrement en cours d'émission pour éviter le brouillage)

Emetteurs en Extrême-Orient:
13,83 — 16,84 — 19,58 — 19,60 — 19,63
25,06 — 25,30 — 30,83 — 31,22 — 31,50
41,78 — 41,96 — 47,22 — 76,22
139,5 — 309 et 420 m

DR

DR

A gauche, pochette de disque de « Radio Russie libre » (années soixante). La radio solidariste russe installée « quelque part en Allemagne » émit à destination de l'URSS de 1952 à 1973. Elle fut fermée par le chancelier social-démocrate Willy Brandt. « Radio Russie libre » émit également d'Extrême-Orient (Taiwan et Corée du Sud).

Ci-dessus, autocollant solidariste (1980) avec « Solidarité » en polonais et en russe, ainsi que les drapeaux nationaux.

vitch, qui s'active à Smolensk, et Brounst, à Prague – restent encore en liberté. En juillet 1944, après l'attentat contre Hitler, ils sont arrêtés à leur tour, en raison de leurs sympathies pour les conservateurs allemands proches de Stauffenberg, et emprisonnés dans les geôles de la Wilhelmplatz à Berlin. Ils parviendront à s'en échapper peu de temps avant la fin de la guerre. Regroupés après 1945 dans les camps de personnes déplacées, et notamment dans celui de Moenhehoff, près de Kassel, les solidaristes parviennent à sauver un nombre important de prisonniers de guerre soviétiques et de « travailleurs de l'Est » qui font partie des centaines de milliers de personnes dont Staline exige le rapatriement forcé. Moenhehoff devient peu à peu le centre du NTS. C'est là que sort, fin 1945, sous la forme d'un *samizdat*, le premier numéro de la revue politique *Possev*, organe du NTS.

La guerre froide, à partir de 1946, assure au mouvement une sympathie accrue de la part des autorités occidentales. Les dirigeants du mouvement quittent Moenhehoff et s'établissent à Francfort-sur-le-Main. C'est de là qu'ils mènent leur action au cours des années cinquante : création à Berlin-Ouest d'un centre d'accueil pour les évadés des pays de l'Est qui veulent gagner l'Occident ; établissement, toujours dans l'ancienne capitale allemande, de contacts avec les militaires soviétiques, dont les effets apparaîtront bien plus tard ; installation, *« quelque part en Allemagne »*, d'un poste émetteur de radio – « La Russie libre » (il fonctionnera de 1952 à 1973 et sera fermé par le chancelier Brandt). Le NTS procède aussi à des envois de ballons au-dessus du territoire soviétique. Ceux-ci lâchent de la littérature solidariste. Cette activité est dénoncée par la presse soviétique. Les Occidentaux finalement l'interdisent.

En 1954, le Politburo décide de réagir. Un capitaine du KGB, Khokhlov, est envoyé à Francfort avec mission de tuer Georges Okolovitch. L'ordre aurait été signé au plus haut niveau par Malenkov et Khrouchtchev. Mais au lieu de commettre le meurtre, Khokhlov se présente chez Okolovitch et dévoile le plan dont il a été chargé. Il livre deux complices et des armes parvenues d'URSS. Khokhlov adhérera au NTS et publiera un livre-témoignage : *Le droit à la conscience*. Il échappera par miracle à un « mystérieux » empoisonnement.

Émetteurs radio et journaux clandestins

Tout ne se passe pas ainsi. Toujours en 1954, le docteur Alexandre Trouchnovitch – président du comité du NTS à Berlin-Ouest – est enlevé par les hommes de main de la Loubianka.

En 1956, lors de la révolution hongroise, des membres du NTS se ruent sur le territoire hongrois. Accueillis fraternellement par les insurgés, ils établissent leur base à Sopron, ville de Hongrie située non loin de la frontière autrichienne. De là, ils font parvenir des tracts du NTS aux garnisons soviétiques. Certaines d'entre elles se déclarent neutres. Des officiers et des soldats russes rallient les rangs des insurgés hongrois et combattent à leurs côtés. Deux numéros bilingues du journal solidariste *Possev*, en hongrois et en russe, sont imprimés à Sopron. Des émissions de radio sont préparées. Un temps, les troupes soviétiques reçoivent l'ordre de se retirer de Hongrie ; puis de nouvelles unités arrivent. Ce sera le « dimanche sanglant » de Budapest. Des combattants hongrois offriront un de leurs drapeaux aux solidaristes (1).

Dans les années soixante et soixante-dix, de nombreux textes, souvent manuscrits, parviennent d'URSS à *Grani*, la revue culturelle



DR



DR

Ci-dessus, Arcady Stolypine, chef des relations extérieures du NTS, lors d'une conférence du Possev, *l'organe du NTS à Francfort-sur-le-Main en 1956.*

A droite, imprimerie semi-clandestine du NTS en Allemagne à la même époque. Pendant toutes les années de la guerre froide et au-delà, le NTS fit circuler en URSS de nombreuses brochures destinées à maintenir l'espoir.

du NTS publiée à Francfort. Les presses de *Possev* impriment ces textes en russe et en réintroduisent un tirage par des voies détournées en URSS. Soljenitsyne mentionne le rôle joué par *Grani* dans la circulation des idées lorsqu'il écrit *Le chêne et le veau*. Cette forme d'édition est appelée par l'opposition intellectuelle soviétique *Tamizdat* (ce qu'on édite là-bas) et s'ajoute au *Samizdat* (ce qu'on édite soi-même en Russie).

Dans l'histoire des livres introduits clandestinement en URSS par le NTS, l'œuvre de l'anglais George Orwell fait date. Orwell avait commandité avant sa mort (en 1951) la traduction en russe par les éditions du *Possev* de *La ferme des animaux* et de *1984*. Ces traductions voyagent non sans précautions en URSS, la possession d'un livre d'Orwell tombant sous le coup des activités antisoviétiques. Des numéros de *Possev* et de *Grani* cheminent aussi en URSS par des canaux secrets.

Dans les années quatre-vingt, les solidaristes russes du NTS soutiennent le combat des Polonais de Solidarnosc. Cette communauté de pensée aboutira entre autres à la publication d'un tract en russe et en polonais à destination des troupes d'occupation soviétiques en Pologne. Le texte leur explique la situation et les appelle à ne pas intervenir contre la population polonaise.

En France, les solidaristes du NTS représentent la fraction russe d'une association informelle qui rassemble des intellectuels émigrés des pays d'Europe centrale. Cette association prend le nom de « Groupe de Paris ». Les participants organisent des colloques dans plusieurs capitales et villes occidentales. Ils élaborent une Charte de la liberté et jettent les bases d'une action commune.

Que représente le NTS aujourd'hui en Russie ? Un courant de pensée. Il attire des jeunes à Moscou et dans d'autres villes. La petite élite intellectuelle qui a dirigé l'organisation pendant plusieurs décennies a pratiquement disparu, mais elle a laissé d'importants témoignages de son activité : livres, brochures, articles, documents. Tôt ou tard, les chercheurs découvriront par exemple que, dès 1951, à l'époque de Staline, le NTS avait reconnu les droit à l'indépendance des Pays baltes et qu'en 1957, l'organisation russe avait défini une politique étrangère pour l'après-communisme. Il y a quarante ans, donc, Arcady Stolypine, alors chef des relations extérieures du NTS, se prononçait au nom de ses amis pour la construction d'une grande Europe, de Lisbonne à Vladivostok, avec la participation active de la Russie, *« prolongement naturel de l'Europe en Asie et pont naturel entre les deux continents »*.

Les solidaristes de l'avenir auront de quoi méditer et aussi de quoi bâtir.

D. S.

Dimitri Stolypine est journaliste. Il est le petit-fils du grand homme d'État russe, Pierre Stolypine (1862-1911), et le fils d'Arcady Stolypine qui fut l'un des principaux dirigeants du NTS, dont les Mémoires ont été publiés en 1996 chez Albin Michel, sous le titre *De l'Empire à l'exil.*

---

(1) Arcady Stolypine, *De l'Empire à l'exil. Mémoires posthumes.* Albin Michel, 1996.

LE NTS ET VLASSOV

Le paysage politique, en ce qui concerne les affaires russes, change en 1943. Des officiers de liaison russes (transfuges de l'Armée rouge) viennent frapper à ma porte. Ils sont venus prendre contact avec les compatriotes envoyés sur la côte atlantique. Ils me disent que Vlassov a retrouvé un peu de liberté et que l'espoir de constituer une armée de libération russe commence à renaître. Je deviens l'ami de l'un de ces officiers, le capitaine Lapine, et plus tard, du colonel Melechkevitch, devenu membre du NTS. Lapine nous rend des services considérables en faisant imprimer clandestinement, la nuit, des brochures du NTS dans une imprimerie allemande. Quelques soldats, avec Lapine à leur tête, assument un risque énorme en confectionnant cette littérature. Par le colonel Melechkevitch, j'apprends que notre organisation entretient avec les embryons de l'armée Vlassov (qu'on tarde toujours à constituer) les rapports les plus étroits. Les anciens militaires soviétiques font leur notre idéologie solidariste.

Un des principaux chefs du mouvement, le général Troukhine, est élu membre du Conseil du NTS, lequel se réunit dans la clandestinité. Un autre compagnon de Vlassov, le général Malychkine, vient à Paris. Il obtient la possibilité de prendre la parole à une grande réunion publique. Il parle devant une salle comble composée de toute l'élite de la première émigration russe et tient un discours intelligent et courageux. Il est follement applaudi par l'assistance, surtout lorsque ces mots sont prononcés : *« Aucune puissance étrangère ne parviendra jamais à conquérir notre pays. »* J'applaudis aussi... mais dans le fond de moi-même, je me demande pourquoi ces militaires sont devenus si lucides une fois qu'ils ne sont plus dans le pays ? Pourquoi n'ont-ils pas profité de l'unique occasion où le peuple entier était armé pour faire marcher une division sur Moscou et mettre fin d'un seul coup au pouvoir de Staline ? La chose était faisable. Au début de la guerre, Staline, désorienté, avait perdu le contrôle de la situation. Les membres de la nomenklatura et leurs familles déguerpissaient de Moscou. Les habitants jetaient par la fenêtre la littérature marxiste, les œuvres du « grand Lénine »... Non aucun chef militaire n'avait alors bougé. Et Staline avait repris la situation en main. Maintenant, me disais-je, il est sans doute trop tard.

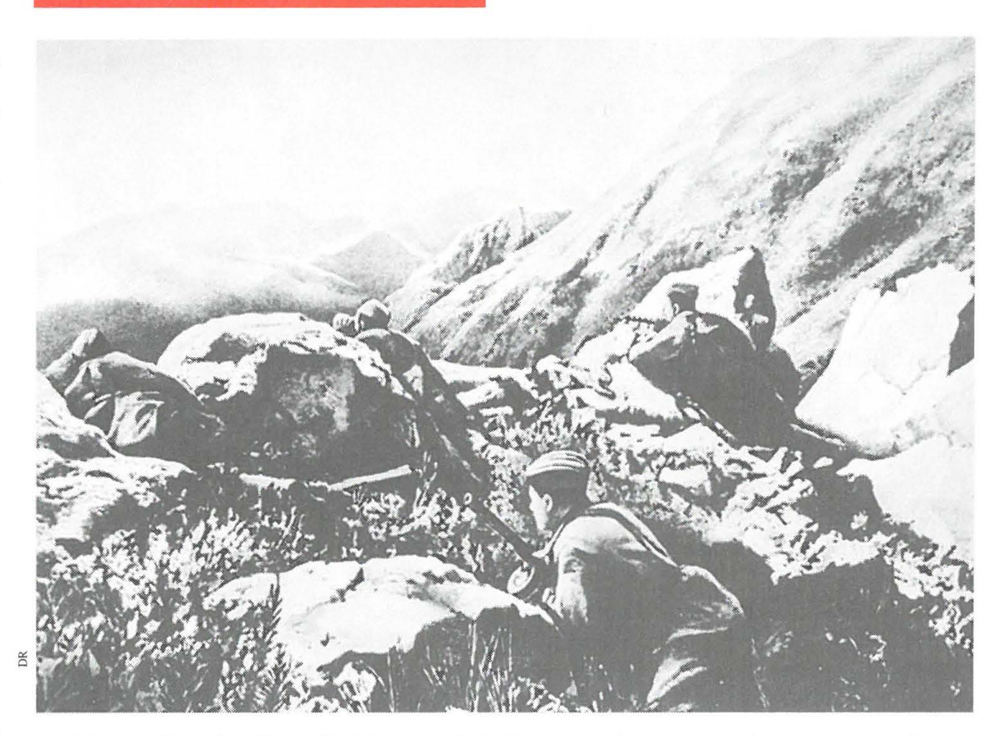
ARCADY STOLYPINE
De l'Empire à l'exil, Mémoires.
Albin Michel, Paris, 1996. pp. 272-273.

UNE HISTOIRE SECRÈTE

Des maquis en Ukraine

PAR JACQUES BERREL

Indépendance proclamée en 1917, guerre contre les Rouges et les Blancs jusqu'en 1920. Les Ukrainiens n'ont jamais accepté la domination russe, à plus forte raison celle des Soviétiques. Emportés dans les tourbillons de la Seconde Guerre mondiale, des partisans tenaient encore le maquis vers 1950.


DR

Maquisards nationalistes ukrainiens en 1945. Ils portent des tenues et des armes capturées sur l'Armée rouge.

Né dans les dernières décennies du XIX[e] siècle, le nationalisme ukrainien a trouvé dans la Première Guerre mondiale l'occasion de sa première expression politique. Le droit à l'autodétermination promis par Kerenski, puis par les bolcheviks, a fait naître des espoirs qui correspondaient par ailleurs aux intérêts d'une Allemagne soucieuse d'affaiblir durablement l'immense puissance russe et de constituer, à la faveur de l'apparition d'une Ukraine indépendante, un utile glacis oriental, riche en ressources indispensables à la Mitteleuropa sous hégémonie germanique. C'est dans ces conditions que la Rada de Kiev proclama, dès novembre 1917, la naissance d'une République démocratique ukrainienne, officiellement indépendante de la Russie au mois de janvier suivant. Le pouvoir de l'ataman germanophile Skoropadski ne survivra pas à la défaite allemande de novembre 1918 et l'Ukraine va connaître alors plusieurs années particulièrement agitées, ballottée entre les bandes anarchistes de Makhno, les armées blanches de Dénikine, les gardes rouges de Trotski et les nationalistes haïdamoks de Petlioura. Rentrée par force dans le giron soviétique, elle va connaître, avec la collectivisation agraire, les affres d'une effroyable famine mûrement planifiée par Staline pour mettre au pas sa population, rebelle aux bienfaits du socialisme scientifique...

Après l'assassinat de Petlioura à Paris par un agent du NKVD, la résistance renaît autour de l'OUN, l'Organisation des nationalistes ukrainiens d'Eugen Konovalets qui a créé une structure militaire et un mouvement de jeunesse fortement implantés dans la Galicie de Lvov alors polonaise. Konovalets est un nationaliste proche des fascismes sur le plan idéologique mais, à Varsovie, c'est le social-démocrate André Levitsky qui anime l'Armée républicaine ukrainienne, moins active que l'OUN. Konovalets est assassiné en mai 1938 et sa succession oppose Stepan Bandera, déjà condamné à la prison à vie en Pologne pour un attentat contre le ministre de l'Intérieur, et André Melnyk. La crise de Munich, qui voit s'imposer l'autonomie de la Ruthénie subcarpatique, laisse de grands espoirs aux nationalistes ukrainiens, qui voient dans ce territoire la base de départ d'une éventuelle reconquête mais, quand la Tchécoslovaquie disparaît totalement en mars 1939, Hitler laisse l'armée hongroise s'en emparer.

En 1941, contre l'avis de Rosenberg qui voit tout l'intérêt que pourrait représenter l'alliance d'une Ukraine indépendante, Hitler repousse une telle hypothèse et, quand des militants ukrainiens installent à Lvov – quelques jours après le déclenchement de


TALLANDIER

Simon Petlioura (1877-1926), hetman d'Ukraine de 1918 à 1920. Né dans une famille cosaque, fondateur du parti social-démocrate ukrainien, il est cependant nationaliste. Lors de la réunion de la Rada en 1917, il lève une légion ukrainienne contre les bolcheviks. Il ne cessera de se battre jusqu'en 1920, tour à tour contre Dénikine et contre les Rouges qui refusent tous l'indépendance de l'Ukraine. Réfugié en France après 1921, il est assassiné par un jeune Juif, agent bolchevique, qui prétend venger des pogroms auxquels l'hetman n'a eu aucune part.

LITUANIE, LES FRÈRES DE LA FORÊT

Au début du siècle, la Lituanie faisait partie de l'empire tsariste, avant de passer sous contrôle allemand en 1915. En 1919, l'Armée rouge conquiert le pays, puis en est chassée par l'intervention des corps-francs allemands. Les menaces étrangères favorisent l'éclosion d'un sentiment nationaliste. Autour d'un professeur d'histoire, Valderamas, se forme un mouvement fasciste « les Loups d'acier ». Alliés aux conservateurs de Smetona, ils fomentent un coup d'État en 1926. Cependant, au terme du pacte germano-soviétique, l'URSS occupe la Lituanie en 1940. Les Loups d'acier se reconstituent dans la clandestinité tandis que se multiplient arrestations et déportations. Dès l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS, les nationalistes refont surface. Jusqu'en 1942, ils croient pouvoir composer avec les Allemands. Déçus, ils commencent à rejoindre les forêts. Comparativement à leurs cousins Estoniens et surtout Lettons, qui ont formé au total trois divisions de Waffen SS, les Lituaniens ont été peu nombreux à collaborer avec les nazis. A la fin de 1944, les survivants des unités collaborationnistes gagnent à leur tour les forêts pour continuer la lutte.

Ces quelques milliers d'hommes forment l'embryon d'une résistance qui va durer jusqu'en 1955 et parfois au-delà. Pour punir le pays, Staline, de 1945 à 1953, fait déporter des centaines de milliers de Lituaniens. La résistance armée voit passer dans ses rangs, en quelques années, plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes. Ces combattants prennent le nom de « Frères de la forêt », qui était celui de leurs ancêtres païens résistant à l'évangélisation forcée du pays entreprise au XIIIe siècle.

Dès août 1945, le général soviétique Kruglov – un assistant de Béria – planifie l'écrasement de la résistance, lançant dans la bataille deux divisions du NKVD, faisant bombarder les forêts par l'aviation ou l'artillerie.

Au moment d'être capturés, beaucoup de Frères de la forêt préfèrent se brûler la cervelle et même se défigurer pour éviter d'être identifiés, ce qui aurait entraîné la déportation de leur famille.

La période de résistance la plus forte se situe entre 1946 et 1949. En 1950-1952, les possibilités d'action se restreignent, et l'aide internationale tant espérée ne vient toujours pas. Les opérations continueront pourtant jusqu'en 1955.

Le dernier combattant de la liberté de Lituanie, Kraujelis-Siaubunas, s'est suicidé dans la région Moletai (nord du pays) pour ne pas tomber entre les mains de l'occupant.

Depuis l'éclatement de l'URSS et la libération de la Lituanie, les Frères de la forêt sont fêtés comme des héros.

GUILLAUME VITAUTAS

l'opération Barbarossa et la chute de la ville – un gouvernement de l'Ukraine indépendante, ils sont arrêtés par les Allemands. Iaroslav Stestko et Stepan Bandera se retrouvent même déportés au camp de Sachsenhausen. La Galicie est alors rattachée au gouvernement général de Pologne et le commissaire du Reich pour l'Ukraine, Erich Koch, ne cache guère le peu d'estime qu'il accorde aux Ukrainiens, des « *Slaves primitifs* » qui ne peuvent être des partenaires du *Herrenvolk* germanique… Une politique que dénoncera à plusieurs reprises Rosenberg, convaincu de la nécessité d'une alliance avec les peuples slaves qui eût remis en cause le racisme pangermaniste étroit des principaux dirigeants du Reich et du Führer lui-même.

Les Allemands jouent alors des différents mouvements ukrainiens anticommunistes pour mieux s'en débarrasser par la suite, au point que des nationalistes farouchement hostiles au pouvoir soviétique, tels que Roman Choukievitch ou Tarass Borovets, engagent la lutte contre eux. Chef de partisans antisoviétiques en Volhynie, Borovets constitue, à la fin de 1941, une République d'Olevsk qui lutte à la fois contre les Allemands et les Soviétiques. C'est la ligne adoptée également par Choukievitch qui, à la tête d'une armée insurrectionnelle ukrainienne, dénonce, en 1943, « *les plans réactionnaires et antipopulaires des impérialistes russes et allemands qui, ayant provoqué la guerre actuelle, continuent de la mener au prix des souffrances et de la vie de millions d'êtres humains et sous le couvert de phrases trompeuses sur la Nouvelle Europe ou la Révolution prolétarienne, tentent de réaliser l'oppression durable des peuples de l'Europe entière...* » et leur oppose « *l'idée d'États nationaux indépendants, formés de tous les peuples européens dans leurs limites ethniques, ce qui est l'idée la plus progressiste de notre époque, l'idée de l'ordre fondé sur le principe de la liberté pour les peuples et pour l'homme...* »

Malgré la volonté hégémonique manifestée par les Allemands, près de 180 000 Ukrainiens, farouchement anticommunistes, participent à des titres divers à l'effort de guerre du Reich. Au printemps 1943, la 14e division SS Galicie – que l'on a refusé de baptiser « Ukraine » pour ne pas donner de gages aux nationalistes – est constituée et regroupe trente mille combattants. Quand cette grande unité est disloquée lors des combats de l'été 1944, la plupart de ses survivants rejoignent les maquis de l'OUN.

Quand l'Armée rouge a reconquis leur territoire, les Ukrainiens redeviennent utiles à un Reich qui sent venir la défaite. Bandera, Melnyk et Borovets sont ainsi libérés à l'automne 1944 car on compte sur eux pour mobiliser leurs compatriotes en vue de l'ultime combat. Ils refusent tous de cautionner les plans allemands et c'est Pavlo Chandruk, un officier qui a combattu dans l'armée polonaise en 1939, qui prend la tête du comité central ukrainien alors constitué. L'armée de libération ukrainienne ne jouera pas un rôle important dans les derniers mois de la guerre. Elle se rendra aux Anglais comme l'armée Vlassov, mais ne sera pas livrée aux Soviétiques. Chandruk finira ses jours aux États-Unis. Choukievitch continuera la lutte contre les Soviétiques qui, sous la conduite de Nikita Khrouchtchev, imposent alors à l'Ukraine une terrible épuration, et ses maquis poursuivront le combat jusqu'en mars 1950, date à laquelle les autorités soviétiques annonceront sa mort. Stepan Bandera, qui incarne alors la résistance ukrainienne, sera finalement assassiné à Munich en 1959. L'Ukraine devra ensuite attendre 1991 et l'effondrement de l'empire soviétique pour retrouver une liberté tout à fait inespérée.

J. B.

GUERRE CIVILE EN ÉPIRE

Échec à l'ELAS grecque

PAR PHILIPPE CONRAD

C'est une guerre civile oubliée. Elle déchira pourtant la Grèce de 1946 à 1949. Elle avait commencé beaucoup plus tôt, face aux occupants italiens et allemands. Elle opposait guérilleros communistes de l'ELAS et maquisards nationalistes de l'EDES.


TALLANDIER

Guérilleros de l'ELAS communiste lors de la reprise de la guerre civile grecque, en 1947.

C'est à la faveur de la tourmente qui s'est abattue sur les Balkans en 1941 que les communistes grecs vont se trouver en situation de s'emparer du pouvoir à partir de 1943-1944 et il faudra une lutte civile impitoyable – l'un des tout premiers épisodes de la guerre froide – pour assurer, en 1949, la victoire du camp royaliste soutenu par les Occidentaux.

Créé en 1921, le Parti communiste grec ne dispose que d'une influence très réduite jusqu'aux années trente. Il passe cependant de 5 % des suffrages en 1932, à 10 % quatre ans plus tard. Mais le coup d'État accompli en 1936 par le général Joannis Metaxas pour en finir avec l'impuissance parlementaire va faire de lui la cible principale de la répression conduite par le nouveau pouvoir.

C'est l'agression des puissances de l'Axe qui va lui donner son véritable élan. L'attaque italienne d'octobre 1940 et son piteux échec, confirmé en mars 1941, sont bientôt suivis de l'invasion allemande et la Grèce est occupée par les troupes italiennes, allemandes et bulgares. Le roi Georges II installe au Caire un gouvernement en exil confié à Emmanuel Tsouderos mais les Grecs qui l'ont suivi vont combattre dans les rangs de l'armée britannique, d'El Alamein aux champs de bataille d'Italie, sans que le monarque puisse contrôler la résistance qui va se développer sur le territoire national. On y voit se constituer, dès le 27 septembre 1941, l'EAM ou Front national de libération, dirigé par Georges Santos et par Aris Veloukhiotis, un ancien de la guerre d'Espagne. L'EAM donne ensuite naissance, en avril 1942, à l'ELAS ou Armée populaire de libération, placée l'année suivante sous le commandement du colonel Saraphis, un officier issu de l'armée régulière qui fournit ainsi une excellente couverture à un appareil largement contrôlé par les communistes. Au cours de la même année 1942, des officiers nationalistes, républicains à l'origine mais qui se rallieront ensuite à la monarchie, constituent, à l'initiative de Napoléon Zervas, l'EDES, un mouvement de résistance forgé par des cadres de l'armée qui s'engagent contre l'occupant mais se proclament en même temps hostiles aux dirigeants communistes de l'ELAS. Churchill résume alors la situation avec laquelle se trouve confronté l'allié britannique en constatant que *« les querelles politiques entravent les actions de la guérilla. Nous nous trouvons nous-mêmes dans une situation complexe et désagréable. Il devient évident qu'il y a trois éléments opposés : les forces de l'ELAS s'élevant à vingt mille hommes, en grande majorité sous contrôle communiste, les bandes de Zervas, désignées par les initiales EDES comptant cinq mille partisans, enfin les politiciens*

royalistes groupés au Caire autour du roi, envers qui nous avons des obligations spéciales en tant que chef d'un État qui a été notre allié en 1941. A partir de 1943, tous pensent que les Alliés gagneront probablement la guerre et la lutte pour le pouvoir politique s'est engagée entre eux avec ardeur... »

Lors de la capitulation italienne qui intervient en septembre 1943, ce sont les communistes qui récupèrent la majeure partie de l'armement dont disposaient les quatre divisions du Duce présentes en Grèce et, dès le 12 octobre, les hommes de l'ELAS tentent de se débarrasser, sans succès, de leurs rivaux de l'EDES, ouvrant ainsi une lutte de plusieurs mois, suspendue par la trêve conclue le 4 février 1944. Le 9 octobre, Churchill obtient de Staline, en lui laissant les mains libres en Bulgarie et en Roumanie, l'engagement de laisser la Grèce sous influence anglaise. L'avance rapide des armées soviétiques oblige bientôt les Allemands à évacuer la péninsule balkanique et Athènes est libérée dès le 12 octobre. Deux jours plus tard, c'est l'arrivée d'une première brigade anglaise et, le 18, le gouvernement Papandréou – qui comprend six ministres proches du parti communiste – peut s'installer dans la capitale. Tout se gâte quand le général anglais Scobie exige, pour le 10 décembre, le désarmement et la démobilisation de l'ELAS. Le 3 décembre, une manifestation organisée place de la Constitution tourne mal et la capitale grecque va être le théâtre d'une lutte armée qui durera plus d'un mois. Afin de calmer le jeu, Churchill confie la régence au métropolite, Mgr Dimitrios Damaskinos. Le 11 janvier 1945, une trêve est conclue qui précède de peu l'accord de Varzika, le 12 février. Une amnistie générale est accordée et des élections sont prévues ainsi qu'un plébiscite portant sur la nature du futur régime constitutionnel. Quand les Grecs sont appelés aux urnes le 31 mars 1946, plus de 40 % des électeurs suivent les consignes de l'ELAS et s'abstiennent. Le parti populiste – c'est-à-dire royaliste – de Constantin Tsaldarie peut ainsi l'emporter en raflant 231 sièges de députés sur 354 mais dès le mois de mai, les combats reprennent dans le nord du pays entre communistes et troupes régulières. Le 1er septembre, lors du plébiscite, 70 % des votants choisissent la restauration de la monarchie et Georges II peut regagner son pays le 27 septembre (il mourra l'année suivante et sera remplacé par son frère, le diadoque Paul). Dès le mois d'août, le chef communiste Markos Vafiadis a repris le maquis. Les hommes de l'ELAS peuvent alors compter sur le soutien des États communistes désormais frontaliers de la Grèce. La Bulgarie, l'Albanie et, surtout, la Yougoslavie de Tito, alors beaucoup plus ardent que Staline à soutenir la cause des communistes grecs, fournissent des bases arrières idéales, ce que peut constater à partir du mois de décembre une commission d'enquête de l'ONU.


TALLANDIER

Plus de 30 000 enfants furent enlevés par les maquisards communistes et emmenés dans les « pays frères », Albanie ou Yougoslavie. Certains reviendront, comme cette jeune femme, mariée entre-temps, après quatorze ans d'exil forcé en Albanie.

Staline et Tito lâchent leurs amis

Dès février 1947, la Grande-Bretagne des travaillistes Attlee et Bevan fait savoir aux Américains qu'elle ne peut plus entretenir le corps expéditionnaire de quarante mille hommes qu'elle a déployé en Grèce et, dès le 12 mars, Truman prend le relais. Il débloque 250 millions de dollars, car il s'agit désormais pour lui de *« soutenir les peuples libres qui résisteront à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou à des pressions venues de l'extérieur... »*

Sur place, l'armée démocratique grecque, constituée à partir de l'ELAS le 28 octobre 1946, occupe la plupart des régions montagneuses du nord du pays et un gouvernement provisoire de la Grèce libre est même formé le 23 décembre 1947. L'annonce de l'arrivée prochaine de l'aide américaine encourage les communistes à agir rapidement. Ils menacent dangereusement Janina, la capitale de l'Épire et tentent vainement de s'emparer de Konitsa pour en faire une véritable capitale de la rébellion. Mais dès le mois de novembre 1947, un état-major combiné gréco-américain est mis sur pied et trois cents conseillers US participent à l'instruction et à l'encadrement de l'armée royale grecque, placée sous le commandement du très populaire général Alexandre Papagos, le vainqueur des Italiens sur le front albanais en 1940-1941.

A partir de février 1948, l'intervention du général américain James van Fleet précipite l'issue en même temps que la décision de Tito de se rapprocher d'Athènes et de cesser, en juillet 1948, tout soutien aux communistes grecs. En novembre, Markos Vafiadis, le chef mythique des partisans, cède la place au vieux militant communiste Nikos Zakhariadis et moins d'un an plus tard, le 16 octobre 1949, les communistes annoncent qu'ils cessent le combat, au moment où les troupes royales, appuyées sur des milices paysannes instruites pour la contre-guérilla, ont repris le contrôle de la quasi-totalité du pays. La guerre civile a fait environ 50 000 tués, plus de 30 000 enfants ont été enlevés par les communistes et repliés avec eux dans les « pays frères » sous prétexte de leur épargner les horreurs de la guerre et les affres de la société capitaliste. Des milliers de prisonniers politiques resteront détenus en Grèce pendant de longues années et le souvenir de ce conflit fratricide issu de la Seconde Guerre mondiale et prolongé par la guerre froide pèsera longtemps sur la conscience hellénique, bien au-delà du coup d'État réalisé par les colonels de 1967.

Ph. C.

Le samedi 26 juillet 1997, l'émission *Histoire parallèle* (Arte) sera consacrée à « La Grèce déchirée ». Certaines images peuvent présenter un intérêt documentaire.

QUARTIER LATIN, ANNÉES CINQUANTE

Une révolte de la jeunesse

PAR JEAN BOURDIER

Dans l'Université des années cinquante, il n'était pas obligatoire d'être communiste, mais il était interdit d'être anticommuniste. Et pourtant, quelques-uns osèrent à leurs risques et périls.

C'est dans les années cinquante, sous une IVe République déjà chancelante mais qu'il faudra bien se décider à réhabiliter partiellement un jour, que s'amorça réellement puis s'affirma la révolte, un temps victorieuse, contre l'idéologie et les modes de pensée marxistes ou marxisants qui s'étaient imposés en France à la faveur et sous le couvert des événements de la Libération.

Il s'agissait, en fait, à l'époque, de se « libérer de la Libération », ou plus exactement, des excès qu'elle avait engendrés, de l'utilisation abusive et partisane qui en avait été faite, et, surtout, de la dictature intellectuelle et morale qu'on s'était efforcé d'instaurer en son nom. Il était flagrant que, par la grâce d'un clan gaulliste abusé, complice ou simplement craintif, la Seconde Guerre mondiale avait été gagnée, en France, par le parti communiste, et les conséquences s'en faisaient cruellement sentir. Certes, elle aurait pu être bien pire, comme à Varsovie ou à Prague, mais nous fûmes sauvés de justesse par un Staline peu soucieux de remettre en cause les fructueux accords de Yalta pour les beaux yeux des communistes français qu'il était apparemment seul à juger à leur vraie valeur et par la menace, sans doute très hypothétique, des troupes américaines.

Il n'empêche que, s'étant vu interdire par leur maître du Kremlin de prendre directement



Novembre 1956. Lors des manifestations parisiennes de soutien à la Hongrie écrasée par l'Armée rouge, de jeunes manifestants attaquent le siège du parti communiste, carrefour Châteaudun.

le pouvoir politique, les communistes français avaient été autorisés à prendre le pouvoir intellectuel, ce qu'ils s'étaient empressés de faire, dans l'Université comme dans les milieux artistiques et littéraires, avec la complicité, avouée ou non, de multiples « compagnons de route ». Pour résumer très rapidement la situation, il n'était pas, en France, obligatoire d'être communiste, mais il était interdit d'être anticommuniste, même et surtout si l'on se disait existentialiste – ce qui ne semblait paradoxal qu'à quelques mauvais esprits, dont M. Jean-Paul Sartre ne faisait pas partie. Quant aux intellectuels « d'en face », ils avaient été muselés de main de maître, à grands coups d'exécutions, de condamnations, d'« indignités nationales » et d'interdictions de publier. En tout cas, épurés ou apeurés, ils avaient disparu.

Dans ces conditions, il était normal que la révolte vînt de la jeunesse, et elle vint effectivement de la jeunesse. D'une jeunesse orpheline et sans maîtres, mais disposant, face au terrorisme intellectuel ambiant, de deux armes redoutables : la terrible lucidité de l'innocence et une totale liberté de décision et d'action. C'est la chance que nous avons eue – on me pardonnera de passer soudain à la première personne, qu'elle soit du pluriel ou du singulier, mais je suis ici un acteur devenu témoin avant d'être un historien – nous l'avons saisie et exploitée du mieux que nous avons pu, et ce ne fut pas, on le verra, la cause de notre échec.

Un cas, bien sûr, est à distinguer : celui de l'Action française, où retentissait encore au loin la voix du vieux maître emprisonné, et dont, par la force de certitudes absolues et d'extraordinaires fidélités, la présence et l'enseignement s'étaient révélés permanents. Beaucoup y passèrent : il faut dire que, dans le léger tumulte intellectuel qui suivait nécessairement le rejet des vérités officielles, la découverte de Maurras était, si l'on ose dire, une divine surprise. Moins y restèrent, car, malgré l'extraordinaire valeur de chefs militants comme Nicolas Kayanakis, la tête, déjà chenue quel que fût son âge réel, se révélait trop souvent incapable de comprendre la base jeune, de lui parler et de lui apporter autre chose que des sophismes normaliens et des citations grecques. Les défections ou les semi-défections – car, au cœur de presque tous les transfuges, demeurait une vieille fibre de tendresse et de fidélité – furent nombreuses, mais la boutique ne s'effondra pas pour autant. Elle est encore debout, d'ailleurs ; grâce à la permanence du génie maurrassien, il y a toujours


AFP

Un jeune étudiant breton nommé Jean-Marie Le Pen, à la conquête de la Corpo de Droit.

eu, il y a toujours, et il y aura toujours, sans doute, des jeunes d'Action française. La chose est capitale, car l'Action française n'est pas seulement – et ce ne fut pas seulement dans les années cinquante – une école de raisonnement, mais elle est aussi une école de courage, physique et moral.

Le bon usage du syndicalisme étudiant

On tend souvent à accorder une place privilégiée à la littérature et aux littérateurs dans le mouvement de révolte contre la dictature intellectuelle marxiste et sartrienne. Le mythe des « hussards » continue à hanter un certain nombre de collégiens de province et quelques critiques littéraires anémiques. La vérité est que les « hussards » n'eurent jamais conscience d'être des hussards, et surtout qu'ils ne formèrent jamais une « école » alors que, précisément, ils s'insurgeaient contre la dictature des écoles. Sans vraiment s'en rendre compte à l'époque, – le principal d'entre eux, Jacques Laurent, fut le premier surpris lorsque je le lui révélai – ils comptèrent beaucoup pour certains jeunes « révoltés », à qui leur littérature apportait à la fois une caution et un encouragement. Mais nombreux étaient les jeunes militants des diverses droites nationalistes à n'avoir jamais entendu parler de Roger Nimier ...

Presque totalement oublié, en revanche, est l'action déterminante des « révoltés » dans un domaine qui peut paraître, maintenant, inattendu : celui du syndicalisme étudiant. Or, si curieux que cela puisse sembler, l'utilisation par les jeunes nationalistes des structures syndicales mises en place après la Libération dans le cadre de l'Union nationale des étudiants de France – hé oui, la bonne vieille UNEF ! (1) –

L'ÉCOLE DU COURAGE

Il y avait dans ce petit mouvement quelques militants comme on n'en verra nulle part ailleurs. Ils étaient pour la plupart des gens du vrai peuple, serruriers, employés, porteurs aux halles, petits commerçants, fraiseurs chez Renault... A la différence des jeunes bourgeois, ceux-là n'étaient pas du genre à tourner leur veste au premier coup de torchon. Fidèles, imperméables au découragement et aux débauchages ils iront toujours comme ils avaient vécu, sans jamais varier. Ils étaient portés par une sorte de mystique simple et indestructible. Ils étaient les prosélytes véhéments d'une pure religion de la patrie. Admirables militants, grands inconnus de cette aventure, durs, confiants, dévoués, leur courage et leur générosité étaient illimités. Quand l'époque insurrectionnelle sera venue, ils prendront des risques incroyables d'un cœur apparemment serein. Ils étaient pauvres. Ils vivaient dans une sorte d'attente. Parmi eux, plusieurs anciens d'Indochine. On y rencontrait parfois le caporal-chef parachutiste Roger Holeindre venu donner un coup de main le temps d'une permission.[...]

Nous devions affronter plusieurs adversaires. La police s'ajoutait aux amateurs de manches de pioche. Nous devions encore braver la réprobation générale. Nous avions pour nous les armes de l'insolence et les avantages de l'irrespect. Mais notre moral n'avait pas toujours les couleurs de l'acier. Oui, il en a fallu des efforts vains et désespérants avant de percevoir les premiers frémissements d'un éveil. Nous n'étions à l'abri ni du désespoir ni du découragement. Notre ultime ressource était l'idée, l'orgueil, et l'histoire. Avec voracité, je cherchais dans le passé les exemples d'hommes qui avaient lutté avant nous contre l'évidence, contre l'indifférence, contre la toute-puissance apparente de ce qui est installé.

Que dire des idées ? Nos idées étaient courtes, mais nos instincts profonds.

DOMINIQUE VENNER
***Le Cœur rebelle*, Belles Lettres, 1994.**

UNE JEUNESSE AVENTUREUSE

Je croyais avoir congédié mon passé, mais un matin, il m'a retrouvé. On préparait un film sur les années d'occupation, ces fameuses années difficiles que l'histoire avait tant simplifiées. La Résistance et la Collaboration, les purs et les maudits : ce partage allait de soi depuis que la fin de la guerre nous avait révélé, dans toute son horreur, la réalité du nazisme.

Qui étais-je donc pour avoir à témoigner ? Un ancien de la Waffen SS, un rescapé de cette division française « Charlemagne » qui, au printemps 1945, était allée se faire massacrer dans les neiges de Poméranie. Plus de vingt ans, depuis, s'étaient écoulés.

Et maintenant, il me fallait remuer cette cendre que je croyais froide. C'était un peu comme si j'avais rendez-vous avec un frère depuis longtemps disparu. Pour le comprendre, il me fallait lui rendre voix. Où m'attendait-il ? J'ai laissé mon esprit errer. Puis, brusquement, j'ai revu une matinée ensoleillée d'août 44. [...]

Depuis l'âge de quatorze ans, les idées politiques me fascinaient. Mon père, qui était officier, m'avait donné une éducation d'un traditionalisme et d'un nationalisme intransigeant. [...]

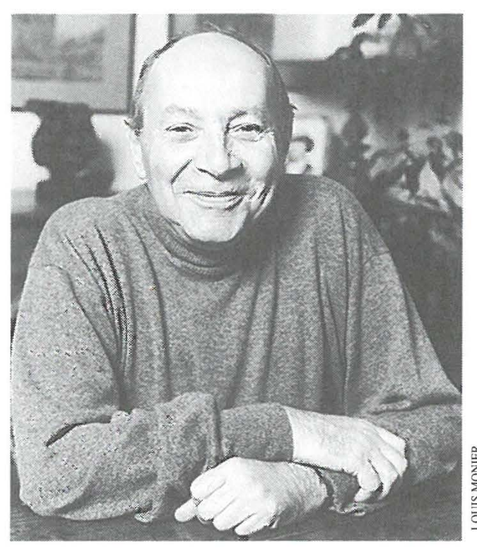
J'avais été, comme il se doit, formé à la lecture de l'*Action française*. Cependant, j'en étais venu, assez vite, à me lasser du conservatisme pointilleux des maurassiens. Je me voulais révolutionnaire. Je rêvais moins au passé qu'à des lendemains exaltants.

Rien ne me préparait, toutefois, à rallier la révolution communiste : j'avais été élevé dans sa condamnation permanente et, instinctivement, je ressentais le bolchevisme comme une force maléfique. C'est alors qu'à travers les étendards et les projecteurs de Nuremberg, j'avais eu la révélation du national-socialisme. [...]

Puis l'Allemagne et la Russie s'étaient alliées sur le dos de la Pologne. Je n'avais pas compris et j'en étais revenu, momentanément, à un nationalisme plus strict. C'est dans cet état d'esprit que je m'étais engagé en 39. Mais lorsque le Reich avait envahi l'URSS, je m'étais repris à rêver d'un monde nouveau, où l'Europe constituerait le phare du socialisme.

Et 1944 était arrivé, les événements s'étaient précipités. Je me trouvais, comme je l'ai dit, à ce point critique où un engagement n'a d'autre avenir que le casque et le fusil. J'ai fait le saut, j'ai choisi l'aventure.

CHRISTIAN DE LA MAZIÈRE
Le rêveur casqué. Robert Laffont, 1972.
Albatros, 1991.



LOUIS MONIER

Après une longue carrière de journaliste et de critique littéraire, Jean Bourdier s'est orienté vers l'histoire et la littérature, publiant plusieurs ouvrages, notamment une remarquable* Histoire du roman policier *(Éditions de Fallois, 1996).

fut l'une des plus grandes réussites du combat contre le marxisme. La victoire la plus spectaculaire fut sans aucun doute la prise de l'Association corporative des étudiants en droit – plus familièrement appelée « Corpo de droit » par un jeune étudiant breton nommé Jean-Marie Le Pen, mais d'autres corpos ne tardèrent pas à tomber aux mains d'éléments antimarxistes, telle la Corpo de médecine avec les frères Davoudian. La Sorbonne elle-même fut bientôt le théâtre d'âpres combats où les communistes, bien qu'appuyés par les chrétiens progressistes de la JEC, eurent souvent le dessous.

La chose est d'autant plus importante que ce sont les « bonnes corpos » – et en particulier la Corpo de droit, qui resta entre les mains de la droite nationaliste jusque dans les années soixante – qui servit de point de départ et de base arrière aux « révoltés » du Quartier latin.

Ceux-ci en avaient bien besoin, car leur logistique était des plus modestes. C'était la rançon de leur incroyable indépendance. Ils se retrouvaient entre jeunes, dans des mouvements constitués et dirigés par des jeunes – réalisant à droite ce que le lettriste Isidore Isou n'avait pu réussir dans la gauche anarchisante avec son éphémère « Soulèvement de la jeunesse » – mais leurs finances étaient aussi jeunes qu'eux-mêmes. La détention d'une corpo fournissait, pour peu qu'on restât un peu discret, des locaux gratuits, l'accès à des machines à écrire et à des ronéos et quelques autres babioles infiniment précieuses pour des militants déshérités.

Or les mouvements qui, avec les étudiants d'Action française et en particulier le groupe Lescure, réussirent à arracher le Quartier latin aux communistes et à leurs alliés avaient pour caractéristique commune d'être atrocement pauvres. Ayant présidé un peu plus de deux ans aux destinées des Jeunes indépendants de Paris, je suis bien placé pour savoir qu'on ne roulait pas sur l'or.

Les Jeunes indépendants de Paris, ou JIP, avaient été créés en 1953 sous l'égide de principe et l'autorité purement morale de Pierre Taittinger, ancien chef des Jeunesses patriotes – ou JP – de l'avant-guerre et ancien président du conseil municipal de Paris, par un doux amalgame de transfuges de l'Action française et des membres de la Corpo de droit.

On ne roulait pas sur l'or

Jusqu'à sa dissolution, à l'automne 1955 (2), le mouvement ne vécut que des cotisations de ses membres – jugées élevées pour l'époque – et de quelques donations individuelles dont aucune ne dépassait l'équivalent de 1 000 F actuels. Paradoxalement, ce manque de moyens financiers fut peut-être l'un des facteurs de notre succès : il nous contraignit, en effet, pour nous faire connaître et entendre, à l'action directe – et, disons le mot, violente. Tout comme nos camarades de Jeune Nation et du groupe Lescure, nous n'avions que nos poings et quelques tracts, mais nous nous en servîmes. L'effet psychologique fut excellent. Notre réputation de loups-garous nous assura un recrutement régulier, un développement harmonieux et inspira une salutaire méfiance à nos adversaires.

C'est ce qui nous permit, entre autres choses, d'assurer, conjointement avec l'Action française, la reprise des cours de Jean Guitton à la Sorbonne – que les communistes avaient juré d'empêcher – et de « casser » avec l'AF et Jeune Nation, la grande réunion anticolonialiste de 1954. Ces deux actions auraient été jugées impensables deux ans plus tôt.

Nous n'avions certes pas « conquis » le Quartier latin, ou toute autre part du territoire national – mais nous l'avions libéré de l'emprise marxiste. Et nous avions, surtout, contribué à créer les conditions d'un renouveau du nationalisme français auquel les événements d'Algérie allaient vite donner une dimension supérieure. Un renouveau que seule la mobilisation de tout l'appareil répressif gaulliste allait pouvoir briser. Mais cela, comme disait Kipling...

J. B.

---

(1) Dont l'auteur de ces lignes conserve précieusement une carte de membre d'honneur.

(2) Les JIP fournirent à ce moment les cadres de l'Union de défense de la jeunesse française poujadiste.

Face au Vietminh

PAR RAYMOND MUELLE

Ils étaient partis sans idées, pour la France, pour la solde ou l'aventure. Là-bas, ils ont découvert un ennemi imprévu. Souvent ils l'ont retrouvé à leur retour en France, sous les insultes et les horions. Histoire d'une initiation à l'anticommunisme.



TALLANDIER

Venant de France, les premières troupes ont débarqué à Saigon en septembre 1945 sous le commandement du général Leclerc. La vraie guerre commence après l'échec de l'insurrection vietminh à Hanoi, et le massacre des Français, le 19 décembre 1945. Peu à peu, les soldats du corps expéditionnaire vont découvrir le pays, le terrain, les populations et la réalité du communisme.

Les ouvrages qui traitent de la guerre d'Indochine de 1945 à 1956 divisent cette longue épreuve en plusieurs phases caractéristiques. Leurs auteurs analysent les causes du conflit, les stratégies et les moyens utilisés, les résultats obtenus, mais traitent rarement des motivations de ceux qui affrontèrent ce combat difficile.

Ce n'est qu'à partir de 1950 qu'apparaît l'argument de l'anticommunisme.

C'est sans doute parce qu'en décembre 1949, les armées victorieuses de Mao bordent la frontière du Tonkin. La première conséquence en résultant est le désastre de la RC4 (septembre-octobre 1950). Il est vrai aussi qu'en juin 1950 éclate la guerre de Corée. A dater de cette époque les soldats du CEFEO (Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient) vont devenir les champions du combat pour la « liberté du monde ».

Pour ceux des nôtres qui guerroyaient dans les divers territoires de l'Indochine depuis l'automne 1945, l'identification idéologique de l'adversaire n'est pas une découverte.

Faute d'avoir été engagés contre le Japon, les volontaires français sont partis avec pour mission le rétablissement de la présence et de l'autorité française dans « la perle de nos colonies ». Parmi eux, rares étaient ceux qui avaient des notions, même vagues, des problèmes locaux. Ils arrivaient, vainqueurs de la veille en Europe, pleins de certitudes incongrues dans un immense inconnu. Ils devront donc tout découvrir, tout apprendre du terrain, des populations, de l'ennemi. Apparemment, ils ont affaire, c'est du moins ce qu'on laisse entendre, à une rébellion nationaliste plus ou moins consécutive à l'occupation japonaise. Certains d'entre eux la compareront d'ailleurs, plus ou moins consciemment, à la résistance métropolitaine. L'attitude ambiguë d'Hô Chi Minh, pourtant réputé vieux communiste, pouvait provoquer quelque illusion du fait du soutien que lui accordaient les Américains.

Les hommes du corps expéditionnaire, pour la plupart avides d'action et d'aventure, persuadés aussi d'être utiles au rétablissement de la grandeur de la France entament, sans arrière-pensée, une campagne spécifiquement militaire devant aboutir au retour et maintien de l'ordre. Faute de directives politiques et prisonnier des schémas techniques périmés, le commandement tentera d'utiliser les théories opérationnelles ayant fait leurs preuves au cours de campagnes coloniales d'autrefois ainsi que l'expérience des combats récents en Europe et dans le Pacifique. La pensée militai-

CHRONOLOGIE DE LA GUERRE D'INDOCHINE

1945

9 mars : Les troupes japonaises stationnées en Indochine attaquent les garnisons françaises.
11 mars : L'empereur Bao-Dai proclame l'indépendance du Vietnam.
15 août : Capitulation du Japon. Hô Chi Minh donne l'ordre d'insurrection générale.
16 août : L'amiral d'Argenlieu est nommé haut-commissaire en Indochine, en remplacement de l'amiral Decoux. Le général Leclerc est nommé commandant en chef.
12 septembre : Les premières troupes françaises débarquent à Saigon.

1946

9-10-11 janvier : Émeutes sanglantes antifrançaises à Hanoi.
20 janvier : Le général de Gaulle démissionne. Félix Gouin forme le gouvernement trois jours plus tard. Les communistes y participent toujours.
6 mars : Signature d'un accord entre le gouvernement français et Hô Chi Minh.
Juin : Leclerc est rappelé en France.
13 juin : Hô Chi Minh arrive en France. La conférence de Fontainebleau commence le 6 juillet.
19 décembre : Insurrection du Vietminh à Hanoi. Massacres de Français. Début de la guerre.

1947

Février : Toutes les garnisons françaises assiégées sont dégagées.
22 mars : En France, François Billoux, ministre communiste de la Défense nationale, refuse de s'associer à un hommage au corps expéditionnaire.
5 mai : Ramadier, président du Conseil, renvoie les ministres communistes. Le parti communiste entre dans une opposition violente.
7 octobre : Début de l'opération « Léa » dans le triangle Thai Nguyen-Lang Son-Cao Bang.

1948

Extension de l'occupation française dans le delta du Tonkin. Les régions de Sontay-Vietri sont définitivement contrôlées.
5 juin : Accord signé entre la France et l'empereur Bao-Dai.

1949

22 janvier : En Chine, les communistes de Mao Tsé Toung entrent à Pékin.
4 avril : Signature du Pacte atlantique de Washington.
Septembre : Les troupes françaises occupent les provinces des évêchés de Bui Chu et de That Diem.
Décembre : Arrivée à la frontière tonkinoise de l'armée communiste de Chine.

1950

19-31 janvier : Reconnaissance d'Hô Chi Minh par la Chine et l'URSS.
Juin : Début de la guerre de Corée.
3 octobre : Évacuation de Cao Bang.
11 octobre : Évacuation de That Khé, suivie de celle de Lang Son.
2 novembre : Évacuation de Lai Chau et de Lao Kay.
8-12 décembre : Évacuation de Din Lap au Tonkin.
17 décembre : Le général de Lattre, nommé commandant en chef et haut-commissaire, arrive à Saigon.

1951

13-17 janvier : Violente offensive vietminh, bataille de Vinh Yen.
Mars : Bataille de Lao Khé au Tonkin.
Juillet : Le général de Lattre lance un *« appel à la jeunesse vietnamienne »* (le 11) et engage le Vietnam à prendre ses responsabilités.
23 septembre : Le général de Lattre se rend aux États-Unis en vue d'obtenir l'aide américaine.
2-6 octobre : Le Vietminh échoue devant Nghia Lo.
10-14 novembre : Les troupes françaises occupent Hoa Binh et l'ensemble du pays Muong.
19 novembre : De Lattre part pour la France.
Décembre 1951-janvier 1952 : Forte pression sur Hoa Binh et sur la RC6.

1952

6 janvier : Le général Salan commandant en chef par intérim. Fonction confirmée le 1er avril.
11 janvier : Mort du général de Lattre nommé maréchal de France sur son lit de mort.
22 février : Évacuation d'Hoa Binh.
Mars : Opérations au nord et au sud du Delta.
3 juin : Au Cambodge, le roi assume personnellement le pouvoir.
Juillet : Opérations « Quadrille » et « Sauterelle » (3 000 Viets hors de combat).
20 juillet : Attaque vietminh au cap Saint-Jacques.
Octobre : Vaste offensive vietminh en pays Thaï. Les Français sont contraints d'abandonner Nghia Lo.
29 octobre-18 novembre : Opération « Lorraine », entre le fleuve Rouge et la rivière Noire destinée à alléger la pression sur Na San et le pays Thaï.
2-3 décembre : Échec vietminh à Na San.

1953

Janvier : Opérations de nettoyage dans le Delta tonkinois (Opérations « Normandie », « Nice », « Bretagne »).
29 janvier-6 février : Au Annam, opération combinée aux environs de Qui Nhon pour soulager les hauts plateaux et particulièrement An Khé.
Mars-avril : Invasion du Nord-Laos par le Vietminh.
8 mai : Le général Navarre est nommé commandant en chef en Indochine.
17 juillet : Raid sur Lang Son (opération « Hirondelle »).
27 juillet : Fin de la guerre de Corée.
7-12 août : Evacuation de la base de Na San.
Septembre-octobre : Poursuite de l'offensive vietminh au Laos.
20 novembre : Début de l'installation d'une base aéroterrestre à Diên Biên Phu.
7-12 décembre : Évacuation de Laï Chau.
21-29 décembre : Au Laos, la garnison de Thakket se replie sur la base de Seno.

1954

Janvier : Au Annam, opération « Atlante » sur les plateaux (les Viets visaient An Khé et Plei Ku) et dans la plaine côtière.
1-9 mars : Grand débat sur l'Indochine à l'Assemblée nationale. Le gouvernement se montre disposé à une négociation.
13 mars : Premiers assauts vietminhs contre les points d'appui de Diên Biên Phu.
26 avril : Ouverture de la conférence de Genève.
7 mai : Chute de Diên Biên Phu.
17 mai : Gouvernement Mendès-France.
23 mai : Début de l'évacuation des évêchés du Tonkin (opération « Auvergne »).
24-30 mai : Repli de la garnison d'An Khé. Le GM 100 est à moitié anéanti dans une gigantesque embuscade.
3 juillet : Évacuation de Phu Ly.
20-21 juillet : Accords de Genève. Dans ses *Mémoires*, Khrouchtchev dira qu'il ne s'attendait pas à tant de concessions de la part de Mendès-France. Les dates de cessez-le-feu pour l'ensemble de la péninsule s'étalent entre le 27 juillet et le 7 août.
Août : Début de l'exode des catholiques vietnamiens vers le sud.
9 octobre : Les Français évacuent Hanoi que le Vietminh occupe le 11.
24 octobre : Eisenhower écrit à Diem, chef du gouvernement vietnamien de Saigon pour l'assurer de son aide directe dans la lutte contre l'agression communiste.
Novembre : Début de la rébellion algérienne.
30 décembre : Signature à Paris des accords entre la France, le Laos, le Cambodge et le Vietnam.

1955

6 février : Chute du gouvernement Mendès-France auquel succède un ministère Edgar Faure.
3 mars : Début de la « guerre des sectes » qui prendra fin en février 1956.
4 mai : Les troupes françaises encore présentes au nord évacuent Haiphong.
23 octobre : Déposition de l'empereur Bao-Dai.
26 octobre : Proclamation par Diem de la République du Sud-Vietnam.

Au 1er janvier 1956, il y a encore 30 000 soldats français au Sud-Vietnam. Le 28 avril, le haut-commandement français en Indochine est dissous. Les derniers éléments du corps expéditionnaire quitteront Saigon le 14 septembre.

re française n'a jamais eu la chance de recevoir l'aiguillon d'une réflexion semblable à celle adressée en 1935 par Hitler à ses généraux : *« Au lieu de lire Clausewitz, vous feriez mieux de faire marcher votre imagination ! »*

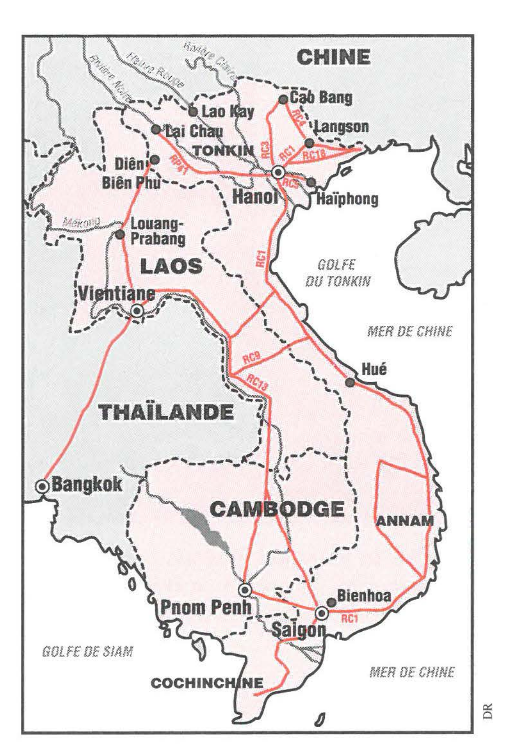
Dans l'Indochine de 1945, la plupart des anciens qui auraient pu faciliter aux nouveaux arrivants une approche des problèmes difficiles ont été écartés, suspects d'antigaullisme. La méconnaissance des populations et des procédés de guerre subversive handicapera l'action du CEFEO. Les hommes de Leclerc marcheront à l'aveuglette, forts de leur bon droit et de leur indéniable courage. A Paris, qui est si loin, l'autorité politique et la haute hiérarchie militaire donnent l'impression de se désintéresser de ceux qui sont partis, tout compte fait volontairement, porter les armes à l'autre bout du monde. L'opinion française, à ce moment, est seulement préoccupée du retour à l'abondance alimentaire, de règlements de comptes passablement sordides, de reconstruction matérielle et politique.

Dès les premières heures du conflit, les motivations des soldats français en Indochine, pauvres en effectifs, en matériel et en directives raisonnables, se bornent, en général à la conscience professionnelle et à un patriotisme instinctif joints au goût de l'aventure virile.

Mais les exigences de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest vont, de plus en plus, occuper les esprits et, malgré les multiples difficultés de leur existence quotidienne, les combattants découvrent rapidement le vrai visage de l'adversaire.

Le parti communiste, artisan principal de l'anticommunisme

Pourtant leur anticommunisme naîtra surtout de l'action du Parti communiste français lui-même. Il faut attendre 1947 pour qu'à Paris, les communistes soient écartés du pouvoir. Forts de leur organisation et de leur assise électorale, de leurs élus, de leur appareil et de leurs courroies de transmission, ils vont alors en toutes circonstances, agir contre ce qu'ils appellent la « sale guerre ». Tous les arguments depuis longtemps éprouvés par la propagande marxiste sont mis en œuvre en vue du conditionnement de l'opinion publique : pacifisme, droit des peuples, droits de l'homme, anticolonialisme, antimilitarisme... Dans tout le pays, le PC et ses compagnons de route en viennent très vite aux actions violentes et aux procédés terroristes :



DR

L'Indochine française

émeutes, sabotages... A Marseille en particulier, les affrontements, parfois sanglants, se multiplient entre les communistes et les militaires en partance ou rentrant d'Indochine. L'intervention permanente des forces de l'ordre (gendarmes, CRS, tirailleurs sénégalais) devient nécessaire même quand les embarquements ont lieu discrètement, de nuit, par exemple...

En janvier 1950, le *Pasteur*, un des principaux transports de troupes est immobilisé pendant plusieurs jours par une grève des marins CGT. L'ambiance à bord est détestable. L'équipage se livre à la contrebande d'armes et de médicaments au profit du Vietminh. Le quartier-maître Henri Martin, de la Marine nationale, est arrêté et condamné pour avoir saboté les commandes de direction de son bâtiment. De ce traître, le parti communiste fera un héros.

Dans les arsenaux, le matériel (armement, munitions, véhicules) est saboté. Le PC retrouve les procédés déjà utilisés en 1939 au temps du pacte germano-soviétique. En février 1949, au 2e BEP, on constate que tous les pistolets distribués ont été sabotés. Les percuteurs trop courts rendent les armes inutilisables. Dans des lots de grenades, les détonateurs sont remplacés par un tract de « L'Union des femmes françaises ». Ce sabotage causera la mort au combat de plusieurs utilisateurs, tel l'adjudant Parsiani, du bataillon de choc. A Grenoble, une pièce d'artillerie est jetée à bas d'un train.

Au Palais-Bourbon, les députés communistes exigent que la collecte publique de sang ne soit jamais destinée aux blessés d'Indochine qui peuvent crever. Alors que le député Frédéric-Dupont suggère à l'Assemblée nationale qu'un colis de Noël soit expédié aux combattants d'Extrême-Orient, une représentante du PCF s'exclame : *« Le seul cadeau qu'ils méritent, c'est douze balles dans la peau ! »*

La connivence entre les communistes français et le Vietminh crève les yeux. Étant donné qu'elle n'est combattue que très mollement par le gouvernement, les soldats d'Indochine ressentent durement leur isolement. Tout cela contribuera à leur prise de conscience et à leur orientation politique à venir. De plus, la Légion étrangère qui fournit un important contingent au CEFEO, comporte 80 % de germanophones qui ont de bonnes raisons de ne pas porter les Soviétiques et leurs amis dans leur cœur.

Et pourtant, dans l'armée de l'époque, la propagande communiste est intense, certains cadres, d'origine FTP, intégrés dans l'active après la libération, sont ouvertement marxistes. Ayant reçu des instructions précises (rapports au PC, aide au Vietminh, éventuellement désertion). Ils soutiennent à fond le Vietminh.

Des responsables du PC circulent sans discrétion dans les zones vietminhs. Après l'opération « Léa » (Tonkin, octobre-décembre 1947), le parti expédie publiquement un de ses parlementaires pour *« enquêter sur les atrocités commises par les troupes françaises »*. Il sera rossé à Hanoi par des officiers qui seront sévèrement sanctionnés.

Désormais, pour les soldats du CEFEO, l'ennemi c'est le communisme. Et ce qu'ils voient des méthodes viets ne fait que renforcer leur conviction. Au Tonkin, ils ont découvert leur façon d'agir. Ils ont vu des zones du delta vidées de leur population. Sur l'ordre du Vietminh, des villages ont été détruits à la pioche, incendiés. Tous les notables et les récalcitrants ont été systématiquement égorgés ou décapités. Reprochant à un chef de village son attitude ambiguë, un officier de renseignements au 2e BEP, s'entendit répondre : *« Monsieur lieutenant, les Français ont des prisons, les Viets n'en ont pas... »*, et avec un sourire triste, il passa le tranchant de sa main sur sa gorge... Les têtes coupées des victimes sont plantées sur des pieux de bambou. On les voit partout, comme une signature du nouvel ordre communiste. Cette cruauté délibérée interdira longtemps au Vietminh de garder en vie les prisonniers français. C'est à partir de 1950, que leur nombre nécessite la création des camps d'horribles réputations. Ainsi, avec un génie certain de l'organisation et de la propagande, fort de ses théories sans appel et de sa détermination, le Vietminh a entrepris « la guerre du peuple ».

D'AUSCHWITZ AUX CAMPS VIETS

Une fois faite la distinction entre les camps d'extermination et les camps de déportation nazis, personne ne peut réfuter les analogies entre les systèmes concentrationnaires allemand et vietminh.

Elles sont au moins de deux sortes : le même mépris total de la dignité de l'homme d'abord, la même volonté forcenée de l'avilir. Puis le même système très élaboré de démolition physique et psychique, à petit feu, d'une manière extrêmement rigoureuse.

Et là où les Viets ont dépassé les Allemands, c'est avec le viol des consciences. Jamais les nazis n'ont cherché à convaincre personne. Les Viets, en plus des humiliations quotidiennes, voulaient nous faire perdre notre identité, ils fouillaient nos âmes, ils cherchaient à pervertir ce que nous avions de plus sacré en nous.

Il y avait dans le camp de prisonniers deux personnages redoutables : le commandant de camp et le « can-bô », le commissaire politique. Boudarel était un violeur d'âme.

Aujourd'hui, il se cache derrière la non-reconnaissance de la qualité de belligérant des Viets par la France qui nous aurait, paraît-il, privé du bénéfice de l'application des conventions de Genève. Eh bien non ! Cela n'impliquait pas la manière inhumaine dont nous avons été traités.

Il y a eu une volonté d'extermination dans ces camps. Les chiffres parlent. 60 % des prisonniers français ne sont jamais rentrés. 69 % en comptant les légionnaires et toutes les forces de l'Union française.

Rappelez-vous l'histoire du convoi 42. Trente-sept survivants sur quatre cents. Plus de 90 % de mortalité ! Et dans quelles conditions ! Tous ces crimes portent un nom. Ce sont des crimes contre l'humanité.

ERIK WEINBERGER
***Valeurs Actuelles* du 25 mars 1991.**

Originaire d'Europe orientale, colonel de Légion du cadre de réserve, Erik Weinberger a connu Buchenwald, Auschwitz, Dachau, où il fut déporté pour raisons raciales, et deux camps du Vietminh : Cho Chu et le Camp numéro 1.

Dès la fin de 1950, l'aide de la Chine communiste achève de transformer les troupes du Vietminh en une armée politique régulière, puissamment armée, encadrée par des conseillers chinois efficaces. Le régime de Mao et l'URSS reconnaissent et soutiennent à fond le gouvernement d'Hô Chi Minh.


AFP

Tous les prisonniers français, restitués par le Vietminh après les accords de 1954, portent sur eux la preuve des souffrances qui leur ont été infligées.

Mais, Paris ne réagit pas. En Indochine, personne n'est dupe, même si l'état-major, par discipline, lâcheté ou incompétence se tait.

En 1950, des volontaires français se battent aussi en Corée, contre le même ennemi. Les soldats ont de plus en plus conscience de participer à un même combat de l'Elbe aux frontières du Tonkin (1).

Les camps de la mort

Sur le terrain, d'autres facteurs sont venus exacerber la détermination antimarxiste des combattants. Les méthodes vietminhs se sont étendues aux camps de prisonniers qui sont de véritables camps de la mort lente. Les combattants savent que des représentants du PCF circulent dans les zones vietminhs. Les familles des militaires prisonniers subissent en métropole des pressions de la part des cellules locales du parti. Tandis qu'au sinistre camp 113, le sergent Sobanski, comme tous ses camarades, est soumis aux tortures du « can-bô » Boudarel, en France, ses parents sont soumis au chantage : pour avoir des nouvelles de votre fils, adhérez au parti et signez la pétition contre la « sale guerre »...

Comment cela n'aurait-il pas laissé des traces ineffaçables dans le souvenir des « anciens d'Indo » ? Il faut encore ajouter la colère provoquée par l'attitude des communistes français à l'égard des blessés rapatriés. Souvent débarqués de nuit à Marseille, les blessés étaient acheminés par voie ferrée vers la région parisienne. Vraisemblablement par un souci de discrétion, ils arrivaient au petit matin à la gare de l'Est. Cette discrétion n'empêchait pas les manifestations hostiles des cheminots CGT. Les blessés étaient injuriés, secoués sur leurs brancards. Le transport vers les ambulances se faisait au milieu des vociférations et des crachats des porteurs de drapeaux rouges. Des anciens combattants tentaient d'intervenir et faisaient le coup de poing contre les énergumènes déchaînés.

En octobre 1948, quelques anciens du bataillon de choc tentèrent ainsi de protéger leurs camarades. L'un deux, G. Bercovitz, dut prendre dans ses bras un des blessés, car les manifestants agrippés au brancard en interdisaient le transport. Et pourtant ce blessé, le lieutenant Systach, amputé d'une jambe, sauvé de justesse à Saigon, était visiblement dans un état tragique.

Après les accords de Genève, en 1954, le retour des prisonniers n'a pas provoqué de scènes aussi répugnantes, mais il n'en a pas, pour autant, troublé l'opinion publique, malgré les preuves flagrantes des sévices endurés par les survivants, véritables morts-vivants, pauvres squelettes, témoins silencieux de l'horreur.

L'abandon du Tonkin, après Diên Biên Phu, provoquera un véritable déchirement chez les combattants français d'Indochine. Leurs récits concernant les scènes atroces de cette tragédie ne seront pas entendus, qu'il s'agisse de la liquidation des populations fidèles, de l'exécution des partisans de la France ou des noyades de populations catholiques tentant de gagner le Sud-Vietnam.

Rien d'étonnant si l'anticommunisme des anciens d'Indochine est devenu farouche, viscéral. Ils avaient vu de près la réalité. Revenus à la vie civile, ou restés dans l'armée, beaucoup poursuivront par d'autres moyens la lutte qu'ils avaient commencée, souvent sans le savoir et sans le vouloir, en Indochine.

R. M.

Après avoir participé aux campagnes de la Libération (1944-1945), Raymond Muelle a effectué deux « séjours » en Indochine dans la Légion étrangère parachutiste. Rentré en juillet 1954, il a servi ensuite en Algérie au 11ᵉ Choc et au Service Action. Il est l'auteur de plusieurs récits et ouvrages historiques sur la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie. Il vient de publier aux Presses de la Cité *Bataillons de Choc et Commandos de la 1ʳᵉ armée, des Vosges à l'Allemagne, 1944-1945.* Il est également l'auteur d'un album très richement illustré sur le *Centre national d'entraînement commando* qui vient de paraître chez Lavauzelle.

---

(1) Dans le même temps, en Indochine, les Américains ont un comportement ouvertement anti-français et soutiennent nos adversaires. Il faut attendre « l'année de Lattre » pour que leur attitude se modifie en partie.

L'intelligence et le courage

PAR GEORGES LAFFLY

Jamais les opposants ni les esprits libres n'ont manqué. Mais une censure subtile fonctionnait efficacement. Revue des auteurs incorrects.



DR

Le sociologue Jules Monnerot (1909-1995), fils d'un avocat communiste antillais, auteur de nombreux travaux **(Sociologie du communisme,** *1949,* **Sociologie de la révolution,** *1969, etc.). Tout le destinait au Collège de France, dont l'écarta son allergie au conformisme. Disséquant impitoyablement les tabous et les réalités du pouvoir dans une société qui ne tolère pas la vérité sur elle-même, il s'exposait à être censuré.*

« A *ce moment-là, tout le monde était communiste.* » On entend souvent cela, en particulier pour les années qui ont suivi la guerre. Évidemment cela veut dire : tous les gens présentables. Justification trompeuse. De la révolution d'Octobre 1917 à nos jours, jamais les opposants n'ont manqué.

Dans les années vingt, la prise du pouvoir par Lénine ne transforme pas vraiment le paysage intellectuel en France. Les esprits dominants, de Valéry à Bergson, d'Alain à Maurras, ne risquent pas la contagion. Pour Maurras, le communisme n'est que *« la logique vivante et agissante de la démocratie »*, comme disait Balzac, et pour Henri Massis, c'est une invasion de la pensée asiate. Les grandes vedettes révolutionnaires sont Henri Barbusse et Romain Rolland, puis le surréalisme *« au service de la révolution »* (L.S.A.S.D.L.R.) avec Aragon et Éluard. Ils restent en marge.

Puis viennent les années de fièvre, et *« les non-conformistes des années trente »*, dont a parlé Loubet del Bayle. Les uns sont issus de l'Action française, Maulnier, Fabrègues (et Blanchot !). Ceux d'*Ordre nouveau* (Dandieu, Daniel-Rops) sont humanistes et chrétiens. Denis de Rougemont fait la liaison avec *Esprit* (Mounier, Lacroix). Tous parlent de révolution, refusent *« le désordre établi »*, le capitalisme sauvage, aucun d'eux n'est marxiste. Et s'ils sont plus à gauche, les amis de Gaston Bergery ne le sont pas non plus (Izard, Jouvenel, Drieu).

Il faut retenir les *Mythes socialistes* que Maulnier publie en 1936, critique serrée des notions de prolétariat salvateur, de fin de l'histoire, et de la confusion entre les épanchements humanitaires et le marxisme « scientifique ». Un chef-d'œuvre d'intelligence et d'insolence, très utile car c'est le moment où les adeptes commencent à affluer, grâce à la « lutte antifasciste ». C'est elle qui lance en France la vogue de la révolution, avec l'appui de Gide, Guéhenno, Alain et Malraux. Mais rien n'est simple. Gide ne tarde pas à brûler ce qu'il a adoré : voir *Retour de l'URSS* et *Retouches à mon retour de l'URSS*. Céline aussi a fait le voyage. Il en rapporte *Mea culpa* et bon nombre de pages de *Bagatelles pour un massacre*, ce qui n'a pas contribué à rendre ces ouvrages convenables.

Si beaucoup d'intellectuels se découvrent alors défenseurs du prolétariat et de Staline, l'*Essai sur l'esprit d'orthodoxie*, de Jean Grenier paraît en 1937, pour l'honneur de la corporation. L'auteur demande seulement à ses confrères de garder leur esprit critique. Il ne pense pas qu'il soit décent de croire qu'il n'y a pas de salut hors de Moscou : « [...] *il me sera permis de dire que la pensée de Karl Marx ne rend pas compte de tout le passé et de tout l'avenir de l'humanité, de toutes les religions, de tous les arts, de toutes les sciences, de*

toutes les métaphysiques ». Paroles scandaleuses, d'autant que Grenier démonte patiemment la marionnette.

Après la victoire de 1945, changement de décor. L'URSS partage le monde avec les États-Unis, le PCF séduit le quart des électeurs et s'assure des places-fortes dans l'éducation, l'édition, les entreprises nationalisées. Du coup, les compagnons de route, les idiots utiles, les progressistes pour être poli, se mettent à pulluler. Redoutable conjonction de la mode et de la puissance. Une censure sévit contres les rebelles (par exemple, les livres de Rossi – *Les Communistes pendant la drôle de guerre* – sont étouffés) tandis qu'une prime – notoriété, gains – récompense les plus souples.

Cependant, rebelles il y a. Si toute une part des chrétiens, moines en tête, joint ses bannières aux drapeaux rouges, Bernanos, à lui seul, rétablirait l'équilibre (*La Liberté pour quoi faire ?*). Mais il n'est pas seul. Mauriac fonde avec Maulnier, *la Table ronde*. Grand rôle des revues à cette époque. Il y aura également *les Écrits de Paris* (Malliavin, Poulet) et *Itinéraires* de Jean Madiran (*La vieillesse du monde*, *Le communisme*), avec Salleron, De Corte, Curvers. Et Thomas Molnar dans *La Gauche vue d'en face*, analyse la gnose démocratique sous ses deux formes, libérale et socialiste.

D'autres se révoltent au nom de l'humanisme : Camus n'admet pas que la révolution justifie le mépris des personnes et l'assassinat. Il faut mettre de ce côté, Jean-François Revel (*Ni Marx ni Jésus*), plus encore Alain Besançon (*Court traité de soviétologie*), et affilier au groupe Jacques Laurent, que son scepticisme et son indépendance rendent allergique à la passion révolutionnaire (*Au contraire*). Les militants désabusés deviennent des critiques sans merci : Annie Kriegel (*Ce que j'ai cru comprendre*) ou Kostas Papaioannou ; son *Idéologie froide* est explosif simplement par les faits qu'il rappelle : Pierre Daix écrit en 1949 *Pourquoi David Rousset a inventé les camps soviétiques*, Aragon nomme Staline *« le plus grand philosophe de tous les temps »*, etc. D'autres ont généreusement pardonné l'imposture, mais n'est-ce pas que leur engagement tenait surtout au calcul ?

Autres groupes réfractaires : celui de *la Nation française* avec Pierre Boutang (*Les Abeilles de Delphes*), Philippe Ariès, Raoul Girardet : la dernière génération formée par Maurras. Celui de la *Fédération* (Robert Aron, Paul Sérant) où l'on est d'un même mouvement européen et anticommuniste. Et puis il y a les francs-tireurs (anti-partisans, si j'ose dire) : Fabre-Luce, Bardèche, Brigneau, Paraz.


AFP

Thierry Maulnier (1909-1988). Jacques Talagrand (son véritable nom) fut condisciple à l'École normale supérieure de Robert Brasillach et de Roger Vailland. Proche de l'Action française dans sa jeunesse, l'académicien et le collaborateur du **Figaro** *avait beaucoup moins perdu ses ardeurs juvéniles qu'on ne l'a dit. Dans les années 1950-1960, il fut un anti-Sartre comme le rappelle son essai* **La face de méduse du communisme** *(1952).*

Le refus de toute orthodoxie

Malraux s'est retourné. Il a découvert la patrie. *« Nous savons désormais qu'on ne sera pas d'autant plus homme qu'on sera moins français, mais qu'on sera simplement davantage russe »* (discours de 1948). Du coup, la gauche comprend qu'il n'a aucun talent, ce que la droite, soulagée, approuve. C'est aussi le souci de la patrie qui anime le refus inflexible, vigilant, de Jean Paulhan. Voyez *De la paille et du grain*, les notes signées Jean Guérin dans la NRF et, dès avant la guerre, la correspondance.

Voilà bien des chiens, pour parler comme Sartre. Il faut encore faire la place à trois auteurs. D'abord Roger Caillois (pourtant circonspect en politique) pour sa *Description du marxisme*. Il ne peut admettre que des écrits du XIX[e] siècle fixent définitivement le savoir humain. Il signale qu'une orthodoxie s'est créée, *« elle porte sur les cadres même de la pensée »*. Changement capital, le jour de 1947 où Jdanov donne un sens péjoratif au mot *« objectivité »* auquel il oppose la *« partialité socialiste »*. Dès lors vérité et objectivité sont séparées. La science est servante du marxisme, au nom duquel sont condamnées les lois de Mendel, mais aussi Freud, Heisenberg, Einstein.

On aura noté ce refus d'une orthodoxie, de l'obligation d'observer une « ligne », de penser en rangs. Voilà l'attentat contre l'esprit, car il s'agit d'une orthodoxie sans dogmes, précise Papaioannou : on peut devenir hérétique en s'en tenant à l'orthodoxie de la veille. On dépend de l'horloge. Ce qui est curieux, c'est que tant d'intellectuels l'aient accepté sans ciller.

Saluons le rôle important de Raymond Aron, avec l'*Opium des intellectuels* (1956) et les *Marxismes imaginaires* (1970). Information immense, clarté d'exposition, esprit scientifique, ces qualités expliquent les coups de tonnerre que furent la publication de ces ouvrages. D'autant qu'Aron était trop célèbre pour que s'applique la loi du silence, l'« omerta » si souvent utilisée (1).

Mais nulle critique du marxisme et du mouvement communiste n'égale l'entreprise poursuivie par Jules Monnerot de *Sociologie du communisme* (1949) à *La Guerre en question* (1951) et à *Sociologie de la révolution* (1969), ensemble indispensable pour comprendre le XX[e] siècle. Et nullement périmé par la chute de l'URSS, car Monnerot va au fond du problème. Il montre le succès communiste fondé sur un élan religieux, un « islam » mêlant spirituel et temporel – avant que l'islam lui-même se montre à nouveau conquérant. L'homme n'a pas changé. Il a besoin de *sens*. Et les intellectuels en particulier n'étaient pas immunisés contre une idéologie se présentant comme une science. *« La psyché des intellectuels est une des lignes de moindre résistance des sociétés ouvertes. »*

Nous n'en avons pas fini avec la maladie. Si l'espoir mis dans l'utopie est bien atteint, une scolastique marxiste de bas étage, mais très commode, est toujours diffusée par l'Université et les médias, et la censure fonctionne bien. On aura encore besoin d'auteurs incorrects.

G. L.

Georges Laffly vient de publier *Montaigne, libre et fidèle*, Éditions Sainte-Madeleine.

(1) Sur Raymond Aron et quelques autres, on peut se reporter à l'ouvrage de Pierre Grémion, *L'Intelligence de l'anticommunisme*. Il s'agit de l'histoire du Congrès pour la liberté de la culture. Présidé par Denis de Rougemont, son comité exécutif réunit notamment Arthur Koestler, David Rousset, Raymond Aron, Carlo Schmid, Ignazio Silone. (Fayard, 1995).

Contras et sandinistes

PAR ALAIN SANDERS

Un vaste territoire, une vieille dictature, quelques beaux restes d'aristocratie coloniale espagnole, des Indiens en révolte contre la domination des *ladinos*, des *ladinos* en révolte contre la domination des Américains, et, brochant sur le tout, le conflit Est et Ouest. Sans compter la fausse naïveté de l'intelligentsia occidentale.



AFP

Photo prise en 1985 dans le nord du Nicaragua montrant un détachement de Contras. Soutenus au début par les États-Unis, ces partisans joueront un rôle déterminant dans la défaite sandiniste de 1990.

En Amérique centrale, et donc au Nicaragua, les choses ne sont jamais simples et il faut se garder de les juger à l'aune des catégories politiques européennes. Au temps de la guerre froide et au-delà, les États-Unis eurent tendance à taxer automatiquement de « communiste » tout mouvement qui tentait d'échapper à leur lourde tutelle. Ici, le nationalisme est nécessairement anti-américain (anti-yankee). Ce fut le cas du premier sandinisme, du nom d'Augusto Cesar Sandino, leader historique du nationalisme *ladino* (métis), assassiné en 1934 par Anastasio Somoza, chef de la garde nationale du Nicaragua. Installé au pouvoir par les Américains, Somoza était le modèle de ces « présidents dictateurs », soumis à la grande puissance du nord, qui ne font pas de la justice sociale leur préoccupation dominante. Il faut ajouter à cela des conflits ethniques ou raciaux pudiquement camouflés, mais bien réels. Peuplé à 80 % de métis et de Blancs, le Nicaragua n'est jamais parvenu à intégrer ou à soumettre les importantes communautés d'Indiens caraïbes (Miskisto, Sumo et Rama), environ 100 000 personnes, qui se maintiennent sur la côte atlantique.

Au XVII[e] siècle, pour résister aux Espagnols, les Misquitos avaient recherché l'appui des Anglais qui favorisèrent la création d'un État indien indépendant. Ce territoire d'accès difficile, couvert de forêts tropicales et de marécages, fut annexé par le Nicaragua en 1860 et devint une réserve indienne, la Miskita, bénéficiant d'une importante autonomie administrative.

Telle était la situation à la fin des années soixante-dix, quand se forme, contre Somoza et contre les ingérences américaines, un petit Front sandiniste de salut national, soutenu par Pedro Joaquin Chamorro (époux de l'actuelle présidente, Violeta Chamorro), directeur du journal conservateur *La Prensa*. Son assassinat en 1978, par les hommes de Somoza, entraîne la formation d'un Front uni de l'opposition qui bénéficie aux sandinistes. Après des émeutes durement réprimées, Somoza s'enfuit en juillet 1979, laissant la place à une junte dont font partie le sandiniste Daniel Ortega et la conservatrice Violeta Chamorro.

En quelques années, les communistes infiltrés au sein du mouvement sandiniste derrière Daniel Ortega prennent le contrôle du mouvement et du pays, imposant une collectivisation agraire qui désorganise complètement



Daniel Ortega, président communiste du Nicaragua, reçu en France en visite officielle, le 13 mai 1985, par le président François Mitterrand. A l'issue de l'entretien, il s'est félicité de « la compréhension » *de la France qui lui fournit plusieurs hélicoptères de combat.*

l'économie du Nicaragua. Refusant d'accepter leur échec, les sandinistes rouges réagissent comme le font toujours les communistes depuis Lénine en de telles circonstances, par la mise en place d'un système de terreur.

Au sein du mouvement sandiniste, les authentiques nationalistes qui refusent cette dérive vont entrer en dissidence. Le commandant Eden Pastora, héros de la lutte contre Somoza, prend le maquis et rejoint ceux que l'on appelle les Contras (contre-révolutionnaires), soutenus dans un premier temps par la CIA depuis le Honduras voisin. La lutte contre le sandinisme communiste se développe aussi dans la Miskita, dont les Indiens sont traditionnellement hostiles aux métis (*ladinos*) dont le sandinisme est l'expression politique.

La guerre civile qui peu à peu s'étend, déchirera le Nicaragua jusqu'en 1990.

Tout au long de cette longue guerre, les sandino-communistes seront soutenus par la propagande inconditionnelle de l'intelligentsia européenne. Ils recevront aussi l'aide très concrète de tous les pays du bloc communiste, de l'URSS à Cuba.

Pour ne donner qu'un seul exemple, pendant le premier semestre 1987, plus de 16 000 tonnes de matériel militaire soviétique sont déchargées dans les ports nicaraguayens. Outre les chars, des véhicules blindés, des hélicoptères d'attaque, l'URSS livre aux sandinistes, et ce, jusqu'en 1989, des canons anti-

« SENTIER LUMINEUX » AU PÉROU
LES SENDÉRISTES, DES STALINO-MAOÏSTES SANS PITIÉ

Le nom de « Sentier lumineux » vient d'une maxime d'Abimael Guzman, autrement appelé « Camarade Gonzalo » : *« Je veux suivre le sentier lumineux de Jose Carlos Mariategui »*. Mariategui était le fondateur du Parti socialiste péruvien.

Exclu du Parti communiste péruvien en 1964, Abimael Guzman Reynoso, ancien professeur de philosophie à l'université d'Ayacucho, est passé à la lutte armée dans les Andes centrales en 1980. A ses côtés, dès cette époque, sa compagne, la « camarade La Torre », *pasionaria* sans pitié, et deux professeurs de l'université San Cristobal de Huamanget, Morote Best et Julio Cesar Mezziche.Tous ont séjourné à Cuba ou en URSS dans les années soixante. Tous ont commencé à travailler en semi-clandestins dans la région d'Ayacucho à partir de 1970. Tons sont passés dans la clandestinité en 1978. Tous ont basculé dans la guérilla le 18 mai 1980, peu de temps avant l'élection de Fernando Belaunde Terry.

Le but proclamé de la guérilla , dont les slogans ont longtemps été : *« Vive la pensée de Mao Tsé Toung », « Vive la bande des Quatre de Shanghai »*, est de conquérir le pouvoir à partir des campagnes pour encercler les villes (1) et instaurer la « pensée Gonzalo », sorte de synthèse entre le maoïsme, le marxisme-léninisme revisité, la pensée de Jose Carlos Mariategui (1894-1930).

Pour arriver à leurs fins, les Sendéristes ne reculent devant aucun massacre. Hommes, femmes, enfants, personne n'échappe à une justice expéditive qui ne néglige ni la torture ni les actes les plus symboliquement barbares (comme de graver, à la machette, la faucille et le marteau sur le crâne des victimes).

En mai 1983, le « Grand Plan » qui prévoit en trois ans la séparation du Pérou en deux, suivant une coupure d'Est en Ouest, est totalement démantelé par l'Infanterie de marine péruvienne.

Méfiants à l'égard de l'URSS, du temps qu'elle existait encore, les Sendéristes ont longtemps acheté des armes aux guérilleros colombiens, avec l'argent provenant de l'impôt prélevé sur le trafic de drogue à la frontière colombienne. Cette complicité de circonstance avec la mafia de la drogue a valu au « Sentier lumineux » le nom de « narco-guérilla ».

Au plus fort de leur puissance, les Sendéristes ont contrôlé jusqu'à 25 % du territoire péruvien. Entièrement dirigé par des Blancs d'origine espagnole le « Sentier lumineux » n'a jamais pu rallier à lui les *campesinos* indiens.

A.S.

(1) Ce sont les conceptions mêmes du maoïsme : 1. guérilla rurale ; 2. insurrection dans les campagnes ; 3. encerclement des villes par les campagnes ; 4. insurrection dans les villes.

LES ACTEURS

Anastasio Somoza

Autoproclamé président du Nicaragua en 1936, le général Somoza (1896-1956) assurera ces fonctions jusqu'en 1956, après une interruption relative de trois ans, de 1947 à 1951. Soutenu par les États-Unis, s'appuyant sur la Garde nationale créée en 1920, cet ancien haut responsable du Parti libéral sut s'attacher les conservateurs en multipliant les prébendes. Assassiné par l'extrême gauche en 1956, Anastasio Somoza fut remplacé par son fils, Anastasio Somoza Debayle, qui dirigea le pays de 1956 à 1963. Son second fils, un autre Anastasio Somoza Debayle, dit « Tachito », devint président de la République le 5 février 1967. Il fut renversé par les sandinistes en 1979.

Daniel Ortega

Né à La Libertad en 1945, Daniel Ortega rejoint le Front sandiniste de libération nationale en 1963. Après avoir été arrêté en 1967 lors de l'attaque d'une banque de Managua, il s'exile à Cuba. Après le coup d'État sandiniste de juillet 1979, Ortega est nommé coordinateur de la Junte de gouvernement. Lors des élections présidentielles et législatives de 1984, que l'on a dit truquées, Ortega est élu président de la République et entraîne dès lors le pays dans une dictature sandino-communiste. Très affaibli par les contras du FDN (Front démocratique nicaraguayen), Ortega sera contraint d'accepter des élections démocratiques en 1990. Battu par Violeta Chamorro, il prendra le poste de secrétaire général du FSLN, imposant néanmoins au nouveau gouvernement plusieurs sandinistes.

Violeta Chamorro

Après des études aux USA, elle épouse, en 1950, Pedro Joaquin Chamorro Cardenal, patron à partir de 1952 du journal conservateur *La Prensa*. Sous son influence, ce journal deviendra le fer de lance de l'opposition au clan Somoza. Exilée avec son mari en 1957, Violeta Chamorro rentre au pays en 1960. Son mari assassiné en 1978, elle jouera un rôle important dans la chute de Somoza. En 1979, dénonçant l'orientation de plus en plus communiste du régime sandiniste, elle démissionnera.

En février 1990, placée à la tête d'une coalition d'opposition, elle remporte une large victoire et s'installe à la présidence de la République.

chars de 85 et 100 mm qu'accompagnent des dizaines de « conseillers militaires » pour assurer la maintenance de l'ensemble.

Pour tenter d'endiguer la guérilla contra, les sandinistes mettent sur pied la plus importante armée jamais mobilisée en Amérique centrale : 100 000 hommes de troupe (22 bataillons se consacrant exclusivement à la lutte contre les Contras) renforcés par 50 000 hommes enrôlés dans les milices populaires. Ces troupes sont équipées de blindés et de dizaines d'hélicoptères de combat.

Malgré l'orientation totalitaire du pouvoir sandiniste, l'opposition ne sera jamais totalement muselée. L'effritement du bloc soviétique n'est pas non plus étranger à l'organisation en 1990 d'élections relativement libres que remportera l'opposition dirigée par Violeta Chamorro, directrice de *La Prensa*.

Les responsabilités des mouvements chrétiens

La défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale, le 25 février 1990, a permis non seulement de délier les langues des populations tenues, des années durant, sous la terreur mais de démontrer comment pendant dix ans, des organisations « humanitaires » comme Amnesty International, par exemple, avaient non seulement fermé les yeux sur les massacres en masse perpétrés par les sandinistes, mais encore mené campagne contre de prétendues exactions commises par les Contras.

Après la défaite électorale des sandinistes, certains journaux français, qui avaient pourtant largement contribué à la glorification du régime de Managua et à l'exécration des Contras, commencèrent de « découvrir » ce que tout le monde savait depuis des années. A savoir que les sandinistes avaient mené, à la communiste, une guerre d'extermination contre les populations qui leur étaient réfractaires.

En juin 1991, le journal *Le Monde* écrira : *« Malgré la censure et la propagande particulièrement efficace déployée par les sandinistes à travers les innombrables "comités de solidarité" créés à l'étranger, on savait* [NDLR : « on » savait, mais on ne disait rien...] *depuis quelques années qu'il se passait des choses graves dans les zones de conflit (près des deux tiers du territoire) et dans les nombreuses prisons souvent clandestines, de la Sûreté de l'État que la Croix-Rouge internationale n'a jamais réussi à visiter ».*

En 1991, quand on commença d'ouvrir les charniers où avaient été jetés des centaines de

AUGUSTO CESAR SANDINO (1895-1934)



Fils d'un propriétaire terrien, Augusto Cesar Sandino, d'abord technicien (1926-1927) dans la zone pétrolière de Tampico (Mexique), se forme au contact des anarcho-syndicalistes mexicains.

De retour au Nicaragua, il est directement impliqué dans l'insurrection des « libéraux » de Juan Bautista Sacasa contre le gouvernement en place (1926-1927). Cette insurrection provoque l'intervention militaire des Américains qui occupent le pays depuis 1912. Réfugié dans la sierra, traqué par la Garde nationale nicaraguayenne et les Marines US, Sandino ne cesse la lutte qu'en 1933, après l'évacuation des troupes américaines.

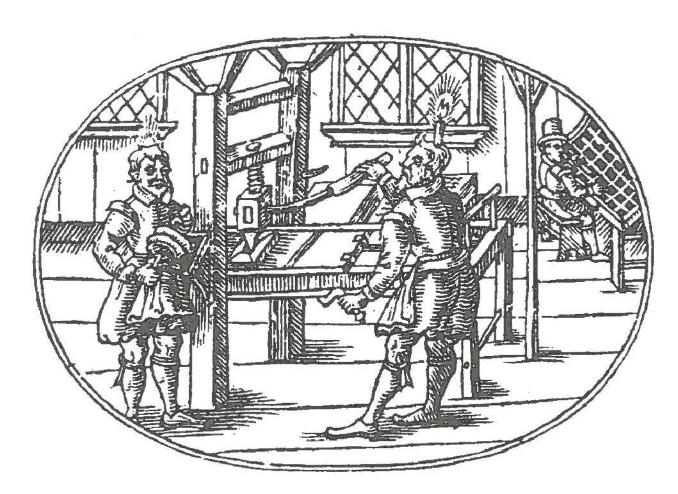
Il est assassiné en 1934, alors qu'il participe à des négociations de paix, sur ordre d'Anastasio Somoza.

« contre-révolutionnaires », un ancien militant sandiniste des années soixante, Antonio Ybarra, alors ministre adjoint de Violeta Chamorro, résuma en quelques mots la désinformation des années précédentes : *« Ce serait une excellente occasion pour évaluer les responsabilités de la gauche européenne et des mouvements chrétiens qui s'intéressaient uniquement aux crimes de Pinochet. Tous sont restés silencieux face aux massacres des Miskitos et aux multiples crimes commis par les sandinistes qu'ils ont préféré qualifier d'"erreurs de jeunesse" ».*

Pendant près de quatre ans, depuis leurs sanctuaires du Honduras, et s'infiltrant au cœur même du dispositif sandiniste, les combattants de la Contra avaient maintenu l'espoir, contribuant de façon décisive à la victoire de 1990.

A.S.

Livres



Histoire romaine, textes et documents
par Yann Le Bohec

Spécialiste de l'armée de la Rome impériale et auteur, en collaboration avec Marcel Le Glay et Jean-Louis Voisin, d'une *Histoire romaine* devenue un classique (PUF), Yann Le Bohec entreprend dans ce gros ouvrage d'illustrer l'histoire de l'*Urbs* et de son empire en nous présentant plus de trois cents textes soigneusement sélectionnés pour nous fournir un panorama complet de l'aventure romaine dans ses aspects les plus divers. Des passages de Tite-Live relatifs aux origines de la Cité aux portraits que Plutarque nous a faits de Marius et de Sylla, des témoignages présentant divers aspects de la vie quotidienne aux documents que recèle le *Corpus Inscriptionum Latinarum*, c'est-à-dire une approche très diversifiée des sources de l'histoire romaine que nous convie l'auteur. Destiné en priorité aux étudiants, un tel ouvrage n'en présente pas moins un intérêt évident pour tous ceux qui demeurent attachés à notre héritage antique et à la culture latine. Il présente de ce point de vue l'immense avantage de nous révéler des auteurs et des aspects du passé romain peu connus de ceux qui n'ont pratiqué que les « classiques » les plus familiers.

PUF. 590 pages, 149 F.

Ph. C.

Dictionnaire des mythologies indo-européennes
par Jean Vertemont

Malgré les travaux importants de Georges Dumézil, jamais aucun dictionnaire français portant sur les peuples issus de la matrice indo-européenne n'était paru à ce jour. Ce manque est aujourd'hui comblé. Avec plus de 3 800 entrées, des tableaux, des cartes et un thesaurus, ce passionnant et volumineux dictionnaire couvre l'ensemble du domaine religieux (allégories, mythes, symboles, dieux, héros, légendes, etc.) des Indo-Européens : Grecs, Latins, Celtes, Gaulois, Germains, Scandinaves, Baltes, Scythes, Iraniens, Slaves et Indiens. Pour renouer avec notre plus ancienne mémoire, sa lecture est vraiment indispensable.

Faits et Documents. 214 pages, 365 F.

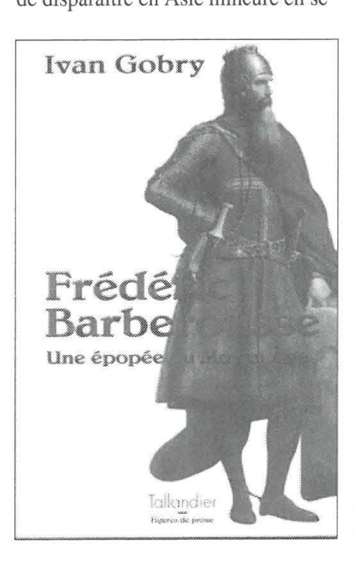
A. G.-J

Frédéric Barberousse, une épopée du Moyen Âge
par Ivan Gobry

Marcel Pacaut a publié, il y a déjà trente ans, une excellente biographie de Frédéric Barberousse qui est malheureusement indisponible depuis longtemps. C'est dire l'intérêt que présente cet ouvrage consacré à l'une des figures centrales du Moyen Âge germanique et européen. Empereur passé au rang de mythe national, Frédéric Ier (1122-1190), devenu roi de Germanie en 1152 et sacré empereur trois ans plus tard, ce souverain souabe sera l'un des principaux acteurs de la lutte séculaire du Sacerdoce et de l'Empire. Il tentera vainement d'imposer sa volonté à la papauté et aux communes italiennes regroupées au sein de la Ligue lombarde avant de disparaître en Asie mineure en se noyant accidentellement alors qu'il était en route pour la troisième croisade.

Tallandier. 272 pages, 125 F.

Ph. C.



Lépante, l'histoire étouffée
par Jean Dumont

Spécialiste de l'histoire de l'Espagne du XVIe siècle, Jean Dumont – qui a publié en 1995 *La vraie controverse de Valladolid*, un ouvrage majeur – se penche aujourd'hui sur les implications internationales de l'affrontement entre Chrétiens et Ottomans au cours du siècle de Charles Quint et de Philippe II. Il nous rappelle ce que représentait alors pour la Chrétienté la formidable menace turque, après les succès foudroyants remportés du XIVe au XVIe siècle par les sultans ottomans. Les noms de Kossovo, Nicopolis, Varna, Constantinople, Rhodes, Mohacs sonnaient alors comme le glas de l'Europe chrétienne, comme la promesse de l'établissement prochain du pouvoir universel promis à Soliman le Magnifique ou à ses successeurs. Déjà, le Grand Seigneur avait poussé ses armées jusque sous les murs de Vienne. Face au danger, les armées de Charles Quint, les flottes de Philippe II, les chevaliers de Malte, les galères de Venise et du pape. A Lépante, le 7 octobre 1571, les hommes de don Juan d'Autriche auront raison de la ruée ennemie mais, lors de ce combat, on ne peut que constater l'absence de la « fille aînée de l'Église », la France des Valois qui n'hésite pas, au nom de la lutte contre les Habsbourgs, à prendre fait et cause pour les pires ennemis le la Chrétienté. C'est cette « histoire étouffée » de la complicité de fait entre François Ier et Soliman qui retient surtout l'attention de Jean Dumont, qui n'est pas tendre pour un souverain qui laissait hiverner à Toulon la flotte ottomane. Le trait est parfois un peu forcé, mais la démarche est stimulante et cette analyse de la politique française d'il y a quatre siècles se lit comme un roman.

Critérion. 254 pages, 110 F.

Ph. C.

Les Médicis
par Pierre Antonetti

Le nom des Médicis est, pour les Français, associé à deux reines. Deux papes l'ont également illustré. Ce petit volume de la collection Que sais-je ? entend retracer l'histoire de la famille qui régna pendant trois siècles sur Florence, en s'attachant certes à ses figures de proue, mais sans négliger non plus des personnages comme Côme l'Ancien ni le rôle de mécène que tous surent remplir. En annexe, l'auteur évoque la banque Médicis et le trésor des Médicis.

PUF. 128 pages, 42 F.

V. T.

L'historien, le chiffre et le texte
par Emmanuel Le Roy Ladurie

A travers plus d'une vingtaine d'études étincelantes sur des sujets aussi divers que les vendanges en France au XVe siècle ou la révocation de l'édit de Nantes, une leçon méthodologique. L'apport des chiffres, notamment des statistiques, à la science historique, en complément du texte, qui fut toujours le matériau primordial de l'historien. A noter l'étude sur les langues périphérique au cœur français. Le fort volume d'hommages à Emmanuel Le Roy Ladurie (*L'histoire grande ouverte*) publié simultanément par le même éditeur, avec les contributions d'une soixantaine d'historiens, ne prétend pas à la même homogénéité, mais il offre un panorama révélateur de l'historiographie actuelle.

Fayard, 497 pages, 180 F.

Ch. V.

Chronique du règne de Louis XIV de la fin de la Fronde à l'aube des Lumières
par Joël Cornette

Le règne de Louis XIV a été le plus long de toute l'histoire de France. Il est aussi l'un des plus connus. Cette « chronique » le restitue chronologiquement par tableaux successifs. Les événements tant militaires, politiques, sociaux, qu'artistiques qui l'ont marqué sont indiqués année par année. Certains faits, et les personnages qui en ont été les acteurs, ou les débats qu'ils ont suscités, sont évoqués plus amplement : ainsi de la révocation de l'édit de Nantes, de Colbert, de Mazarin... Les artistes aussi sont mentionnés et des extraits de leurs œuvres permettent d'illustrer l'époque. Parfois s'ajoutent des témoignages de contemporains.

Sedes. 578 pages, 158 F.

M. M.

Enquête sur le satanisme : satanistes et antisatanistes du XVIIe siècle à nos jours
par Massimo Introvigne

Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes des religions, Massimo Introvigne nous livre un ouvrage d'une érudition fantastique, d'une lucidité étonnante et d'une lecture agréable. Il se singularise en ce qu'il conteste à la fois le satanisme contenu dans la modernité et l'antisatanisme fondamentaliste, le *reductio ad satanum*, qui en est le corollaire. A force de voir Satan partout, on ne le voit plus nulle part. Introvigne dont l'approche est socio-historique, analyse ce qu'il appelle la *« subculture sataniste »* dont les mystificateurs dangereux, Léo Taxil, Huysmans, Aleister Crowley, Maria de Naglowska, etc. sont les figures emblématiques, avec des nuances bien entendu. A noter l'excellente traduction de Philippe Baillet, ainsi que le toujours utile et précieux index des noms figurant à la fin.

Dervy. 413 pages, 198 F.

A. G.-J

Quand nos ancêtres partaient pour l'aventure
par Jean-Louis Beaucarnot

Nos ancêtres n'étaient pas tous sédentaires. Certains, à pied, à cheval, en chariot, parcouraient même de très longues distances. Jean-Louis Beaucarnot évoque ces légions de maçons originaires de la Creuse, de taupiers de l'Orne, de colporteurs dauphinois, de ramoneurs savoyards, de porteurs d'eau aveyronnais, de scieurs de long foréziens, de bougnats auvergnats... qui, au siècle dernier, partaient louer leurs services pour la saison, reprenaient le chemin au gré des offres d'embauche, et parfois se fixaient définitivement à des lieues de leur village natal. Il cite aussi le cas de Basques qui ont fait souche dans la pampa argentine, de Corses installés à Porto-Rico, d'habitants de Barcelonnette qui ont fait fortune au Mexique...

Lattès. 344 pages, 129 F.

V. T.

Idées révolutionnaires (1848). Les confessions d'un révolutionnaire (1849). Du principe fédératif (1863)
par Pierre-Joseph Proudhon

La réédition de ces trois grands livres de Proudhon marque l'histoire d'un renouveau possible entre un fédéralisme authentique qui institue la diversité dans l'unité face à l'État-nation jacobin, et un socialisme révolutionnaire en rupture avec un capitalisme inhumain et un marxisme niveleur. A travers les pages de ces livres, on se dépouille des préjugés de l'économie politique libérale. Proudhon n'écrit-il pas justement avec pertinence dans ses *Confessions d'un révolutionnaire* (1849) : *« Il faut avoir vécu dans cet isoloir qu'on appelle une Assemblée nationale, pour concevoir comment les hommes qui ignorent le plus complètement l'état d'un pays sont presque toujours ceux qui le représentent »*. A noter : un index des noms qui aide à se repérer et se familiariser avec certains personnages du XIXe siècle.

Éditions Tops – H. Trinquier (12, Rue René Morin 92160 Antony). 288 pages, 117 F, chaque.

A. G.-J

Histoire du Rwanda, de la Préhistoire à nos jours
par Bernard Lugan

Après avoir « remis à l'endroit » l'histoire de l'Afrique et dénoncé les escroqueries et les impasses de la « recolonisation humanitaire », Bernard Lugan s'est penché tout naturellement sur un petit pays africain qui, depuis le génocide perpétré en 1994, occupe régulièrement le premier plan de l'actualité. L'auteur, qui a vécu et enseigné au Rwanda pendant de nombreuses années, maîtrise admirablement son sujet et rend intelligibles aux lecteurs les arcanes d'une histoire *a priori* bien peu familière. Les relations entre Tutsi et Hutu en sortent singulièrement éclairées et l'ouvrage apparaît même tout à fait novateur quand il nous expose les conditions de la mise en place des peuples et les étapes d'une coexistence qui aboutira, vers le XIVe siècle, à la naissance de l'un des rares véritables États apparus dans l'espace africain. Royaume de la lance et de la vache dominé par les lignées tutsi rassemblées autour du clan royal Nyiginya, le Rwanda, isolé sur les hautes terres de la crête séparant les bassins du Congo et du Nil, échappera aux ravages de la traite musulmane organisée à partir de Zanzibar et il faudra attendre 1892 pour qu'un Européen y pénètre. Territoire rattaché à l'Afrique orientale allemande puis placé par la SDN sous mandat de la Belgique au lendemain de la Première Guerre mondiale, le Rwanda verra de fait disparaître sa monarchie sacrée quand le représentant local de l'Église catholique imposera la destitution du roi Musinga, remplacé par un souverain plus docile. Favorable aux dominants tutsi, l'Église et l'autorité belge gouverneront le pays sans problème jusqu'aux années 1950. A ce moment, les perspectives d'une fin prochaine de la tutelle belge amènent la puissance coloniale et l'Église à jouer la carte du nombre, c'est-à-dire de la majorité hutu, les Tutsi devenant désormais, selon les circonstances, des « féodaux » ou des « communistes ». Comme on pouvait le prévoir, l'indépendance, en livrant le pays aux plus nombreux, entraîna le massacre ou l'exil des anciens maîtres du pays, dont les enfants, élevés en Ouganda viennent de prendre, depuis 1994, une éclatante revanche, différée de quelques années du fait de l'intervention intempestive d'une France manifestement étrangère aux réalités de l'Afrique orientale. Tout cela est magistralement expliqué par Bernard Lugan, qui possède le rare mérite de rendre vivants les débats d'érudits et les événements les plus complexes. Son livre fournit ainsi toutes les clés nécessaires à l'analyse et à la compréhension des tragédies qui se déroulent aujourd'hui en Afrique centrale.

Éditions Bartillat. 608 pages, 170 F.

PHILIPPE CONRAD

La capture. De Gaulle à Douaumont, 2 mars 1916
par Yves Amiot

Voici l'étude la plus complète consacrée à l'épisode le moins connu de l'existence d'un homme très célèbre. Cette étude méthodique et très sérieusement documentée fera grincer bien des dents. Elle réjouira ceux qui n'aiment pas le général de Gaulle. Mais au-delà des irritations ou des satisfactions, elle rendra service à la connaissance historique.

Ulysse, 91, rue Bernard-Adour, 33200 Bordeaux, 184 pages.

Ch. V.

Cent ans d'histoire des jardins ouvriers
ouvrage collectif, sous la direction de Philippe Pierson

Fondé il y a un siècle par l'abbé Lemire, député atypique, catholique social et disciple de Le Play, le mouvement des jardins ouvriers et familiaux est aujourd'hui bien vivant. La crise urbaine lui redonne une nouvelle vigueur. L'ouvrage retrace le passé et le présent d'un élément essentiel de la culture populaire française.

Ligue du coin de terre (11, rue Desprez 75014 Paris). 220 pages, nombreuses photos, 195 F (port compris). Règlement à l'ordre de Créaphis.

V. T.

TOUT EN QUELQUES LIGNES

***Qu'est-ce que les Lumières ?* par Alphonse Dupront** (Folio histoire, 448 pages, 66 F). Préfacé par François Furet, cet inédit résume les recherches du Dupront sur le grand passage de la religion à l'idéologie dans un monde désenchantée où l'homme se substitue à Dieu. À lire en parallèle avec Taine et *Les origines de la France contemporaines.*

***Le tsar Paul Ier, la puissance et la peur*, par Paul Mourousy** (Le Rocher, 348 pages, 145 F). Il vécut dans la hantise d'être assassiné, comme l'avait été son père, Pierre III, lorsque Catherine la Grande s'empara du trône. Après avoir incarné l'une des figures les plus surprenantes de despote éclairé, il sera bel et bien tué en 1801, victime d'un complot dans lequel son héritier, Alexandre Ier, avait sans doute trempé.

***Athènes, des origines à 338 av. J.-C.*, par Christian Bonnet** (Que Sais-je ?, 128 pages, 42 F). Analyse du modèle athénien du VIIIe au IVe siècle. Ascension, apogée, puis déclin sanctionné par sa défaite de Chéronée (- 338) devant la phalange macédonienne. Importance de la *polis* (la cité est la communauté des *politai*) dans le monde grec ancien. Mais n'y a-t-il pas confusion sur le mot démocratie appliqué indifféremment à la cité aristocratique et communautaire des Hellènes, comme aux sociétés occidentales de masse du XXe siècle ?

***La grande épopée des Celtes. Les conquérants de l'île verte*, par Jean Markale** (Pygmalion/Gérard Watelet, 324 pages, 120 F). Quand les anciens druides irlandais se firent moines, vers le VIIe siècle, pour sauver l'héritage du paganisme sous les apparences chrétiennes. L'aventure primordiale de la civilisation fondatrice d'Occident, celle des poètes, des guerriers et des fées.

***Charlemagne dans la mythologie et l'histoire de France*, par Robert Morissey** (Gallimard, 437 pages, 195 F). A partir des traces écrites des archives et des témoignages iconographiques, une analyse stimulante des « messages » multiples portées d'âge en âge par la figure complexe du grand empereur d'Occident. Professeur à Chicago, Morissey montre comment le souvenir magnifié alimenta les projets les plus contradictoires.

***Jacques Cœur*, par Jacques Heers** (Perrin, 282 pages, 138 F). Grand marchand et grand argentier de Charles VII, brisé soudain par la disgrâce royale, Jacques Cœur ne fut pas, comme on le croit souvent, une préfiguration des hommes d'affaires des temps modernes. Cette biographie exemplaire montre qu'il fut un grand commis de la Couronne, dont les affaires étaient des monopoles d'État. Plus qu'un capitaliste privé, un habile politique.

***Les ambitions de l'histoire*, par Fernand Braudel** (de Fallois, 529 pages, 150 F). Deuxième volume des inédits du grand historien. Des réflexions profondes, libres, originales, stimulantes sur l'économie en histoire, l'impérialisme, l'esprit des civilisations, l'explication du présent par le passé, l'histoire sociale, l'autonomie de l'État, etc.

***Histoire de la révolution d'Angleterre*, par François Guizot** (Bouquins/Laffont, 1 200 pages, 159 F). Avant d'être un homme politique doué et un ministre de la monarchie de Juillet, Guizot avait été grand historien, ce dont témoigne cette *Histoire* publiée initialement en 1826. Ouvrage érudit, récit bien tourné, c'est aussi une réflexion toujours actuelle sur le gouvernement représentatif tel qu'il se dessine après les révolutions de 1640 et de 1688.

***Le chevalier de Folard*, par Jean Chagniot** (L'Art de la guerre, Rocher, 300 pages, 165 F). Biographie intellectuelle d'un des deux grands théoriciens français du temps des Lumières. Un homme de guerre qui était aussi un homme d'esprit. Le XXe siècle en fut moins prodigue que le XVIIIe, dont on redécouvre ici les séductions.

***La vraie révolution*, par Louis de Bonald** (Éd. Clovis, 224 pages, 98 F). Auteur d'une admirative biographie de Bonald (voir ESH n° 21), Michel Toda réédite ce pamphlet lapidaire et ironique dans lequel le théoricien catholique de la contre-révolution écrasait Mme de Staël sous le poids de son ironie. Mais le théoricien n'est-il pas victime des préjugés universalistes et européocentristes des Lumières, quand il croit discerner dans l'histoire des peuples et des cultures différentes un « ordre éternel » et des « lois fondamentales » applicables à tous les hommes et à toutes les sociétés ?

***Histoire de la Russie et de son empire*, par Michel Heller** (Plon, 986 pages, 198 F). Mille ans d'histoire russe. Comment l'univers des steppes devint l'empire multinational des tsars. De la décadence de la royauté de Kiev à la domination imprévue de Moscou, l'influence de Byzance, la lutte contre les Tartars, la violence et la démesure. A l'exemple de Soljenitsyne, Michel Heller s'insurge contre l'interprétation occidentale qui ferait du bolchevisme la conclusion naturelle de l'histoire russe.

***Poincaré, l'acharné de la politique*, par Daniel Amson** (Tallandier, 432 pages, 130 F). On connaît le mot féroce opposant les deux grands adversaires que furent Briand (l'homme de la paix) et Poincaré (l'homme de la guerre). Poincaré *« sait tout et ne comprend rien »*, tandis que Briand *« ne sait rien et comprend tout »*... La nouvelle biographie de Daniel Amson s'inscrit en faux contre ces images faciles, tout en soulignant la rigidité d'une personnalité hostile à toute réconciliation avec l'Allemagne après 1918.

***¡ Arriba Espana !*, par Alain Sanders** (Godefroy de Bouillon, 176 pages, 120 F). La naissance et le développement de la Phalange espagnole, la personnalité de son chef, Jose-Antonio Primo de Rivera, les échéances imposées par le destin, la guerre civile, la fusion avec les autres mouvements imposée par Franco, l'héritage enfin. Plusieurs pages sont consacrées à l'histoire mal connue des volontaires irlandais, français et portugais qui combattirent dans les rangs nationalistes pendant la guerre d'Espagne.

***Raoul Dautry*, par Vladimir Halpérin** (Fayard, 304 pages, 150 F). Biographie du ministre de l'Armement de 1939, dont on sait les efforts pour doter (trop tard) la France des moyens matériels de sa défense. Ce polytechnicien, homme des chemins de fer et jacobin de conviction fut après la guerre le fondateur du Commissariat à l'énergie atomique.

***L'envers du Jour J, le guet-apens américain*, par Daniel Pierrejean** (Presses de la Cité, 351 pages, 120 F). Comment les États-Unis avaient préparé l'occupation de la France en 1944 et sa soumission à l'AMGOT (administration des territoires occupés) et comment le général de Gaulle et ses premiers « préfets » mirent en échec ce projet destructeur de l'indépendance nationale.

***Les FFI du Languedoc-Roussillon dans l'armée de la Libération*, sous la direction d'André Souyris-Rolland** (Preal, 23, rue Voltaire, 94110 Arcueil, 256 pages, 173 F). Actes d'un colloque consacré au contexte mal connu de la création des unités FFI de la région R3, parmi lesquelles les anciens des Chantiers de la jeunesse jouèrent un rôle habituellement occulté. Une étude précise sur l'origine des volontaires, la composition des unités, leur rôle dans les combats de la Libération.

***Chants pour mon fils Pierre, tombé à Diên Biên Phu*, par Suzanne Paulot** (BS Éditions, 23 rue du Parlement, 36200 Saint Marcel/Argenton-sur-Creuse, 80 pages, 80 F). Engagé volontaire en 1945, breveté parachutiste en 1947, après un premier séjour en Indo, Pierre Paulot partit combattre en Corée, puis encore en Indo, jusqu'à Diên Biên Phu où il disparut. Voici les poèmes écrits par sa mère pour se libérer de sa douleur. Se lisent le cœur serré, comme un chant désespéré auquel la poésie donne le son de l'espérance.

La vraie bataille d'Alger. Le torrent et la digue. Mémoires du général Massu (2 volumes, Rocher, 400 pages, cahiers photos, 139 F le volume). Deux volumes de souvenirs sur la guerre d'Algérie, de 1956 à 1960. Tout est dit dans les titres. On n'apprend rien de ce qu'on savait déjà, sinon que l'âge et le temps n'ont pas bonifié les facultés mentales d'un des plus célèbres généraux parachutistes.

Jean Mermoz
par Michel Marmin

C'est l'une des figures les plus fameuses de l'aventure aéronautique, disparue au sommet de sa gloire en décembre 1936, que fait revivre pour nous Michel Marmin. Trente ans après la célèbre biographie que Joseph Kessel a consacrée à l'aviateur, l'ouvrage que nous proposent les éditions Chronique vaut par la précision factuelle qu'implique la formule retenue – des textes courts présentant chaque épisode, chaque moment particulier de l'existence de Mermoz – mais, surtout, par l'exceptionnelle richesse de la documentation photographique qui accompagne le propos de l'auteur, manifestement séduit par le célèbre aviateur. Outre l'aventure fulgurante du héros de l'Atlantique sud et des Andes, le livre vaut aussi par sa mise en situation dans son époque, par la reconstitution minutieuse de ce qu'était le milieu aéronautique de ces années trente, qui étaient encore celles des pionniers, par l'évocation, enfin, d'un contexte politique auquel Mermoz, très proche des Croix-de-Feu du colonel de La Rocque n'était pas étranger.

Éditions Chronique-Jacques Legrand. 128 pages, près de 300 photos.

Ph. C.

La Course à l'abîme
par Alain Decaux

Il s'agit du deuxième volume de la série *C'était le XXe siècle* que l'académicien consacre à notre histoire récente. Le premier couvrait la période 1905-1932. La *Course à l'abîme* s'inscrit dans son prolongement immédiat, et relate une dizaine d'épisodes qui ont marqué l'avant-guerre. C'est, dans notre pays, l'émeute place de la Concorde du 6 février 1934, précédé un mois plus tôt de la scandaleuse affaire Stavisky – ou encore, le 9 octobre de la même année, l'assassinat à Marseille du roi Alexandre de Yougoslavie. C'est, en Espagne, le bombardement de Guernica. En Allemagne, la Nuit des longs couteaux. À Moscou, l'assassinat de Kirov, suivi du brutal limogeage de Toukhatchevski qui donna le signal de la purge opérée par Staline au sein de l'Armée rouge.

Perrin. 327 pages, 128 F.

V. T.

Julius Evola
sous la direction d'Arnaud Guyot-Jeannin

Un riche dossier consacré à la forte personnalité d'Evola et à sa pensée. Des contributions très diverses (Marguerite Yourcenar, Julien Freund, Gottfried Benn, Philippe Baillet, etc.) et parfois critiques (sur les erreurs d'interprétation de la romanité antique). Quelle que soit l'importance évidente de l'idée de « Tradition » chez le philosophe italien, celle-ci est loin de résumer son œuvre. Dans la mesure où elle introduit le « non humain » au cœur de la philosophie de l'histoire, elle en constitue la part la plus facilement discutable. Ce qui est dit de l'opposition entre Evola et Guénon montre cependant qu'Evola prenait ses distances avec l'universalisme des traditionalistes. On lira avec intérêt tout ce qui est dit de l'étude des mythes chez Evola et de sa *« métaphysique des sexes »* (une femme parfaitement féminine est supérieure à un homme imparfaitement masculin). Une longue lettre destinée à Georges Almirante prouve une fermeté de convictions dans l'ordre politique plus vive qu'on ne l'imaginait. Dans son ensemble, l'œuvre apparaît comme un guide pour l'action et une ascèse vers le haut qui tire sa force de la cohérence entre les idées affirmées et l'existence vécue. Cloué pendant des années sur son lit de souffrances, Evola ne cessa de se vouloir spirituellement un guerrier, supportant la paralysie avec stoïcisme et appliquant la devise : *« Être à soi-même sa propre loi »*.

Les Dossiers H. L'Âge d'homme. 270 pages grand format, 220 F.

D. V.

Vichy contre Mounier : les non-conformistes face aux années 40
par Michel Berges

Né de la découverte d'archives policières datant de 1941, cet ouvrage fait le point sur l'engagement d'Emmanuel Mounier sous Vichy. Mais au-delà du cas du fondateur personnaliste de la revue *Esprit*, c'est toute la politique culturelle de l'État français de 1940 à 1942 qui est analysée. Un projecteur particulier est braqué sur l'association Jeune

Franco
par Philippe Conrad

« Peu d'hommes ont suscité, au cours du XXe siècle, des jugements aussi contradictoires que Francisco Franco », souligne Philippe Conrad dans sa récente biographie illustrée du Caudillo. Fossoyeur de la démocratie, dictateur sanglant, responsable d'une guerre fratricide, maniaque de la répression, brute galonnée... ou héros du Maroc, plus jeune général d'Europe, sauveur de la république en 1934, défenseur de la Chrétienté et de la civilisation en 1936, modèle de religiosité, de probité et d'austérité... mais qui était donc Francisco Franco ?

Le Caudillo d'Espagne, on le sait, ne fut ni un penseur ni un idéologue. Inutile donc de chercher la moindre conception originale de l'État ou de la société dans ses écrits ou dans ses discours. Néanmoins, les courants de pensée qui l'inspirèrent furent nombreux et divers. On doit surtout citer : le régénérationisme de Joaquin Costa, le catholicisme de Menendez Pelayo, l'hispanisme de Maeztu, le monarchisme de l'Action espagnole, l'organicisme social du libéral Madariaga, le traditionalisme carliste de Pradera, le national-syndicalisme de Jose-Antonio, les encycliques pontificales de Léon XIII et Pie XI, le nationalisme économique de Keynes, le protectionnisme des professeurs socialistes du groupe d'Oviedo, enfin, dans les années soixante, le technocratisme des économistes libre-échangistes de l'Opus Dei. Cela dit, Franco ne s'inscrivit jamais dans aucun de ces courants de pensée. Sa position fut celle d'un arbitre. Et cette attitude explique largement sa longévité.

Que reste-t-il du Caudillo au regard de l'histoire ? En premier lieu, il reste une victoire militaire qui permit à l'Espagne de demeurer à l'intérieur du camp occidental. On ne peut bien comprendre l'échec de la République espagnole, le soulèvement et la guerre civile sans rappeler la bolchevisation du parti socialiste, la progression inéluctable du communisme, les persécutions religieuses, la haine, la violence et le sectarisme de la gauche qui, dans le déclenchement et le développement de la tragédie, furent tout aussi responsables, sinon davantage que l'égoïsme réactionnaire et le conservatisme frileux de la droite. Si en 1939, le modèle politique défendu par le président du gouvernement, Negrin, s'était imposé, l'Espagne serait aujourd'hui dans l'état de l'Albanie ou de la Yougoslavie.

En second lieu, grâce à sa proverbiale prudence de Galicien (reconnue par Churchill et Roosevelt), Franco sut épargner à son pays les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Les divisions motorisées de l'Allemagne nationale-socialiste triomphante n'auraient fait qu'une bouchée d'une Armée rouge espagnole. L'Espagne traversée en trombe, le détroit de Gibraltar franchi, la pénétration des armées du Reich en Afrique du Nord devenait inévitable. En troisième lieu, et c'est, comme l'écrit justement Philippe Conrad, *« le plus grand service que Franco a rendu à l'Espagne... »*, le pays s'est complètement transformé et les conditions d'une monarchie et d'une démocratie libérales enfin viables ont été établies. L'Espagne rurale devint majoritairement urbaine. Le prolétariat se transforma en classes moyennes. La révolution industrielle et la modernisation, désirées et rêvées par beaucoup depuis plus d'un siècle, devinrent des réalités. En 1975, l'Espagne était la 9e puissance industrielle de la planète. Elle rétrocéda par la suite en raison de la concurrence agressive des pays asiatiques mais elle figure encore parmi les vingt premières. On peut bien sûr affirmer qu'un autre système aurait fait beaucoup mieux et plus vite. Mais c'est là une hypothèse fondée sur des « si » dont ni l'histoire ni les historiens ne tiennent compte. Refusant la facilité de l'exagération pour la bonne cause, Philippe Conrad apporte dans son *Franco* des réponses pondérées et nuancées qui tranchent avec les lieux communs et les contrevérités dont se délecte tant le prêt-à-penser médiatique. Son livre a en outre le grand mérite de rassembler la collection de documents photographiques la plus complète et la plus importante jamais publiée en France sur le sujet.

Éditions Chronique-Jacques Legrand. 128 pages, près de 300 photos.

ARNAUD IMATZ

France dirigée par Pierre Schaeffer. Préfacée par Jean-Louis Loubet Del Bayle, cette étude poursuit l'enquête pionnière sur *Les non-conformistes des années 30* (Jeune droite, l'Ordre nouveau, Esprit, etc.).
Economica. 406 pages, 200 F.

A. G.-J

Danse avec le Siècle
par Stéphane Hessel

Pendant quelques semaines, cette *Danse avec le Siècle* de l'ambassadeur Stéphane Hessel figura parmi les meilleures ventes à la FNAC. Accompagnons-en donc les vives cabrioles pour savoir comment se confectionne un succès littéraire dans notre pays, en cette fin de siècle.

L'auteur commence par mêler quelques contre-mesures à ses entrechats. En notre si singulière époque, nul ne s'en apercevra ou elles passeront pour des fantaisies adorables. Raison de plus pour les signaler. Ainsi attribue-t-il au colonel Rémy le nom patronymique de Roulier, probablement un pseudonyme de résistant, alors qu'il s'appelait Gilbert Renault. Toujours intrépide, notre diplomate affirme qu'en 1958, le *« général de Gaulle avait convaincu tous les dirigeants africains, sauf un, de faire accepter à leurs peuples »* la formule communautaire. Mais non ! Ils furent deux à la refuser : Sékou Touré en Guinée, puis Djibo Bakary au Niger. Georges Chaffard consacre à celui-ci un long chapitre de ses précieux *Carnets secrets de la décolonisation*. Pour prétendre connaître l'Afrique, M. Hessel ignore un épisode très important de son histoire contemporaine.

A mi-chemin de ses souvenirs, il quitte la France *« peu de mois après qu'Edgar Faure eut remplacé Mendès France à Matignon »*, soit avril ou mai 1955, puis assure qu'à son retour, deux ans plus tard, *« il y avait eu le Front républicain, les débuts de la guerre d'Algérie et les ratonnades sur les quais de la Seine. »* Encore deux inexactitudes en une seule phrase. Les troubles débutèrent dans les Aurès dès l'automne 1954. Quant aux représailles policières contre une puissante manifestation du FLN à Paris, elles se produisirent, non pas en 1957, mais en 1961, le 17 octobre très précisément, soit une différence de quatre ans. Excusez du peu ! Dans son rigodon, l'ambassadeur perd aussi le sens de la syntaxe. A propos des *Mémoires d'un ours*, de Georges Suffert, il traite celui-ci d'*« écorché qui veut se faire passer pour un pachyderme. »* Absurde ! S'il en était ainsi, l'ancien animateur du club Jean Moulin aurait intitulé ses souvenirs *Mémoires d'un éléphant*. Élémentaire, mon cher ami ...

Au fil de son imagination, Stéphane Hessel règle aussi quelques comptes. Il rappelle qu'au cours d'une rencontre à Londres avec Raymond Aron, en 1942, le futur auteur de l'*Opium des intellectuels* approuve les négociations ouvertes par les Américains avec l'amiral Darlan parce qu'elles pourraient conduire la marine française de leur côté. L'auteur s'en scandalise vertueusement. Il ne trouve rien d'autre à dire sur l'un des meilleurs, et même des plus généreux esprits de notre temps. Cette hargne dissimule probablement une affaire personnelle dont nous ne connaîtrons jamais le fin mot. Avec l'armistice de 1940, l'ambassadeur parle d'une *« vision du monde qu'au fond de lui-même, Pétain partageait avec Hitler. »* Raymond Aron n'aurait certes jamais soutenu une thèse aussi scabreuse. Mais ça n'était pas un danseur.

Bizarres contradictions de la nature humaine ! Après tant d'extravagances, M. Hessel donne de sa capture par la Gestapo, puis de sa détention à Büchenwald, un récit très sobre, sans effets mélodramatiques. D'où qu'elle vienne, une parole de vérité mérite toujours notre salut.
Le Seuil. 312 pages, 130 F.

G. Cte.

Les bonnes fréquentations
Histoire secrète des réseaux d'influence
par Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard

Selon la sonore et fameuse formule placée par les Constituants de 1789 au début de leur Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : *« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. »* Puis le texte ajoute une autre phrase, beaucoup moins connue mais fort intéressante : *« Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. »* Celles de la V[e] République en France n'en donnent pas une idée claire. Quoiqu'elles ne se réfèrent jamais à ces vertueux principes, Mmes Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard semblent presque avoir écrit leur vertigineuse *Histoire secrète des réseaux d'influence* pour en démontrer l'ineptie ou l'insignifiance.

L'une et l'autre collaboratrices du *Point*, elles excellent dans ce qu'on nomme aujourd'hui le journalisme d'investigation. Il ne faut pourtant pas espérer d'elles un peu de conscience historique : c'est-à-dire situer les manigances insoupçonnables ou scandaleuses, si bien mises en lumière, par rapport à l'idéologie officielle ou à ses justifications. Elles préfèrent de loin taper, cogner à tours de bras sur l'abominable « extrême droite » ou les groupes qu'elles supposent à tort ou à raison en rapport avec le Front national : petit rituel indispensable pour se faire éditer. Le jeu en valait probablement la chandelle, si l'on en juge d'après la somme de malfaisances qu'elles rapportent sur le personnel en place, toutes tendances confondues, à l'exception des communistes, bizarrement hors de cette lessive.

A notre connaissance, aucune publication d'« extrême droite » n'a jamais livré sur certaines liaisons franc-maçonnes avec l'affairisme et la délinquance rien de comparable à ce que rapportent nos enquêteuses : Michel Reyt de l'affaire Urba ; Michel Mouillot à Cannes ; le député RPR Alain Marsaud, protecteur inattendu de Bernard Tapie ; Jean-Louis Pétriat à la GMF ; Jacques Croze-Marie à l'ARC ; René Trager à Nantes ; Didier Schuller dans les Hauts-de-Seine ; Jean-Michel Boucheron à Angoulême et bien d'autres encore fréquentaient, animaient des loges avant de s'associer à la petite ou à la grande flibuste.

Selon un découpage sans doute commode mais partiel et dans certains cas arbitraire, nos deux dames décortiquent, exposent le recrutement, le fonctionnement des sociétés parallèles d'après quelques objectifs simples : arriver, s'entraider, faire carrière, s'enrichir, monopoliser, conspirer, se protéger, etc. Cette nomenclature parfois hâtive range ainsi Alain de Benoist, Pierre Guillaume parmi les « conspirateurs », quitte à les mettre en matière d'intrigues sur un plan analogue à celui de groupes de pression formidables : énarques, polytechniciens, ingénieurs des Mines, inspecteurs des finances, etc. De quoi rire ! Le livre signale aussi d'étonnants records avec beaucoup plus d'exactitude. Venu d'une gauche bon teint, l'actuel PDG du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade, figure ainsi dans quatorze conseils d'administration différents, avec jetons de présence à l'appui. Alain de Benoist et Pierre Guillaume ont encore beaucoup à apprendre.

Malgré quelques erreurs matérielles, d'étonnants oublis, d'agaçantes génuflexions devant la pensée unique, cet ouvrage mérite une attention spéciale. Il doit se consulter comme un véritable annuaire de la corruption et de l'arrivisme dans la France d'aujourd'hui.
Grasset. 384 pages, 135 F.

GILBERT COMTE

Bataillon de choc et commandos de la 1[ère] armée
par Raymond Muelle

Personne n'était mieux placé que Raymond Muelle, historien de la 1[ère] armée et des combats d'Indochine, pour rendre compte des exploits accomplis au cours des derniers mois de la Seconde Guerre mondiale sur le front des Vosges et d'Alsace par les unités de choc de l'armée du général de Lattre de Tassigny. Il nous entraîne, avec les hommes des bataillons de choc, avec ceux des commandos d'Afrique ou de France, dans les durs affrontements de Cernay, de Massevaux ou de la poche de Colmar. Ils vont livrer des combats acharnés à des forces allemandes accrochées au terrain et prêtes à tous les sacrifices pour interdire à l'ennemi le sol du *Vaterland*. A l'opposé d'une impression trop généralement répandue, la guerre n'était pas terminée à l'été de 1944 et les hommes de la 1[ère] armée durent encore consentir de nombreux sacrifices pour voir se lever enfin l'aube de la victoire.
Presses de la Cité. 310 pages, 70 photos hors texte, 120 F.

Ph. C.

Pages réalisées par Gilbert Comte, Philippe Conrad, Arnaud Guyot-Jeannin, Arnaud Imatz, Macha Manski, Virginie Tanlay, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

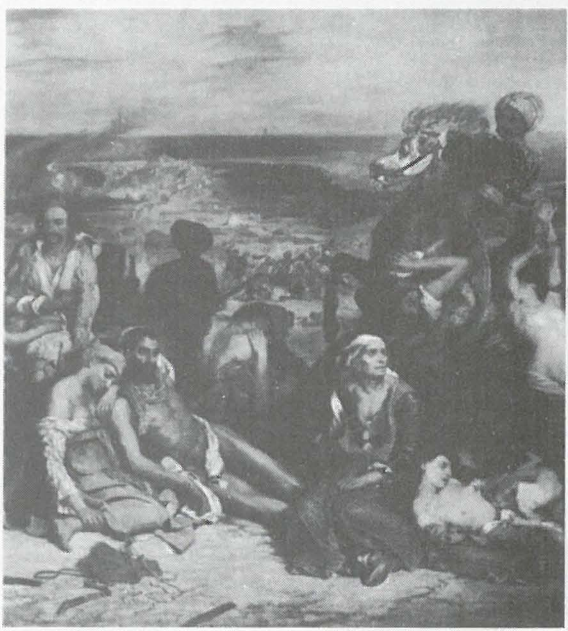
Delacroix, artiste contre-révolutionnaire

Pistolets aux poings, drapeau tricolore brandi près de lui d'un bras vengeur par une liberté aux mamelles puissantes, le Gavroche en marche sur nos billets de cent francs glisse dans les transactions d'une société sans drames deux célèbres symboles de l'ancienne France révolutionnaire. Près de ces figures sorties de son pinceau, Eugène Delacroix fixe nos contemporains d'un œil calme. Quels sentiments le traversaient donc lorsqu'il composa cette Liberté conduisant le peuple, jadis familière à nous autres, les écoliers de la Communale, instruits pour devenir de bons petits républicains ? Nos instituteurs n'en disaient rien. Les billets de banque non plus. Tant mieux ! L'enseignement officiel et l'argent ne sauraient suffire à tout. Sinon, il ne resterait plus qu'à mourir.

Le très copieux *Journal intime* écrit, délaissé, partiellement perdu, puis repris par le peintre entre sa jeunesse et son âge mûr ne renseigne pas mieux la postérité. La seconde réédition en dix-huit ans de ce texte colossal par Plon, avec le concours du Centre national des Lettres, augmenterait plutôt l'énigme. Avec Jules Michelet, Honoré de Balzac, Victor Hugo, Hector Berlioz, l'auteur naît pendant l'une des cinq années prodigieuses où le Destin donne à la France cinq enfants de génie. Ces moyennes-là ne se répètent pas souvent.

Hors de frontières, l'Europe frémit au souvenir des chevauchées de Bonaparte longtemps après Waterloo. Lorsqu'en 1820, Delacroix arrive à l'âge d'homme, l'Empereur vit toujours à Sainte-Hélène. Son épopée propage encore mille rumeurs. Sa nostalgie, ses fièvres troublent peu notre adolescent. Le 3 septembre 1822, il confie après beaucoup d'autres son âme à la sympathique discrétion d'une page blanche : *« Je mets à exécution le projet formé tant de fois d'écrire un journal. Ce que je désire le plus vivement, c'est ne pas perdre de vue que je l'écris pour moi seul ; je serai donc vrai, je l'espère ; j'en deviendrai meilleur. Ce papier me reprochera mes variations. »* La fermeté des premières lignes l'annonce tel qu'il demeurera jusqu'à la fin : essentiellement méditatif, introverti, soucieux de paix intérieure, d'équilibre.

En vain le siècle gronde à sa porte. Le pronunciamiento espagnol de Riego réveille en France des idées de conspiration militaire. Le 21 septembre 1822, les quatre malheureux sergents de la Rochelle meurent en place de Grève sous la guillotine. Présent à Paris, Delacroix ne consacre pas un seul mot à l'exécution. Elle révulse ou révolte pourtant tous les libéraux. Il songe à des projets de tableaux sur des tragédies beaucoup plus anciennes : Pharaon fait jeter dans les eaux du Nil les enfants mâles des Hébreux, le comte d'Egmont conduit au supplice Algernon Sydney, condamné...



DR

Les Massacres de Scio, 1824.

Ce studieux garçon éprouve cependant les griseries naturelles de l'adolescence. Pas un jupon ne passe sans qu'il ne songe à regarder dessous. Stoïcien dans son tête-à-tête, il proclame les *« passions corporelles »* éminemment *« viles »*. Un peu janséniste, il croit en simple, après tant d'autres, à l'absolue souveraineté du « moral » sur la chair. Mais elle dispose justement de plus d'un tour dans son sac. Il risque donc ce qu'on appelle de nos jours les maladies sexuellement transmissibles avec une affriolante jeunesse de dix-neuf ans. ensuite, il s'émerveille *« de baisers et approches délicieuses »* auprès d'une Sidonie. Une caméristе par-ci, une Adeline de seize ans par là, le bouleversent délicieusement, puis quelques autres dans le sillage. D'une franchise brûlante, exceptionnelle en ces temps pudibonds, il constate par un samedi morose de 1824 : *« Grand manque de sexe »*.

Ce ton déconcertera peut-être. *« C'est se respecter qu'être sans voile et franc »*, affirme-t-il vers la même époque. Les individus se respectent rarement de la sorte. Vingt-huit ans après, cette forte certitude n'en subsiste pas moins intacte en lui : *« Sentir qu'on a fait ce qu'il fallait faire vous élève à vos yeux. »* Le personnage se résume dans ces deux maximes. Elles fortifieront son art durant toute son existence. Tôt ressentie, vite reconnue, sa vocation le garde dans le droit chemin. Dès 1824, ses *Massacres de Scio*, présentés au Salon le rendent célèbre. Il a vingt-cinq ans. Bel exemple de maturité précoce, le succès ne l'étourdit pas, mais discipline sa vie pour toujours.

Sa nature sensuelle subit l'envoûtement des formes, la magie des lumières et des ombres. Elle n'obéit donc pas sans résistances aux rigueurs abstraites de ce philosophe doublé d'un redoutable logicien. De Michel-Ange à Rubens, de Rapahël à Goya, ses grands prédécesseurs ne laissent aucune théorie de leur art. Delacroix, lui, si l'on ose dire, peint sans cesse la plume à la main. Dans une prose toujours précise, élégante, il médite sur les travaux de ses aînés comme sur les siens. Malgré sa modestie profonde, il s'avoue également douée pour l'écriture et le pinceau. La variété des sujets d'une exceptionnelle richesse qu'il aborde le démontre amplement.

En 1847, le voilà célèbre, définitivement admis auprès des gens en place. Thiers lui passe des commandes officielles au nom de Louis-Philippe. Mais la France passe bientôt de la monarchie à l'Empire en moins d'années qu'il n'en faut à n'importe lequel de nos septennats républicains. Delacroix éprouve un recul proche de la misanthropie envers ses grandeurs éphémères. *« Cette abjection dorée est la pire de toutes »*, note-t-il au retour d'un bal aux Tuileries, sous Napoléon III. Il découvre la Révolution puis la Terreur à travers ses lectures et observe, fort désabusé, *« qu'il y a fort à rabattre de l'enthousiasme et de la spontanéité dans les mouvements que l'on admire le plus à cette époque. »*

Dans sa fermeté de caractère instinctive, il doute des illusions généreuses : *« La maladie, la mort, la pauvreté, les peines de l'âme sont éternelles et tourmenteront l'humanité sous tous les régimes ; la forme, démocratique ou monarchique, n'y fait rien. »* Avec des sentiments pareils, Delacroix n'épousera jamais le romantisme révolutionnaire de son temps, tel qu'il éclate par exemple avec *Les Misérables*, de Hugo. *« L'homme recommence toujours tout, même dans sa propre vie »*, constate-t-il encore, non sans quelque amertume. Il ne peut fixer aucun progrès. Comment un peuple en fixerait-il un dans la sienne ? Il éprouve donc peu de considération pour les marchands de miracles sociaux alors à la mode, , comme Barbès ou Blanqui : *« pauvres et coupables têtes »*.

Un adepte des idées contre-révolutionnaires, au sens où le mot s'entendait encore vers 1925, découvrira donc dans ce *Journal* maintes et maintes pages qu'on qualifierait aujourd'hui d'« extrême droite ». Jacques Bainville, homme immense lui aussi, le savait bien lorsqu'il écrivait au sujet de l'auteur : *« Comme il n'était ni démocrate ni révolutionnaire, sa mémoire n'a pas à espérer justice de sitôt. Son* Journal *subira le sort de toute littérature de réaction : l'ignorance officielle et le silence universitaire. »* Aussi le recommandons-nous, afin de lutter encore contre ces deux censures.

Journal 1822-1863, par Delacroix.
Plon. 942 pages, 189 F.

GILBERT COMTE



Vos réactions au numéro précédent sur "Les rebelles et insurgés"

L'affaire Aubrac (suite)

Dans le numéro 21 de votre revue j'ai lu votre réponse à ma lettre au sujet de l'affaire Aubrac. Je vous en remercie. Mais j'ai fait une erreur, de bonne foi s'entend, en disant que le défenseur du malheureux milicien était Me Le Bellegou, or c'était Me Scarbonchi. En fait Maître Le Bellegou assista au procès. Il m'en parla à cœur ouvert.

Henri Gal

Budapest 1956

En décembre 1956, de passage à Paris, je rencontrais fortuitement un insurgé hongrois qui venait de s'échapper de l'enfer de Budapest. Encore sous le choc des événements qu'il venait de vivre il me fit un récit plein d'émotion contenue, qui me surprit d'autant plus qu'il différait beaucoup des relations de presse de l'époque. Je cite de mémoire : « Notre victoire même momentanée, n'aurait pas été possible si des unités russes stationnées près de Budapest n'étaient venues se joindre à nous et nous appuyer de leurs moyens armes, chars,... Les Soviets ont alors compris que cette affaire devenait très grave. Ils ont aussitôt retiré toutes les unités russes présentes en Hongrie pour les remplacer par des divisions mongoles sans états d'âme. La répression fut sauvage et impitoyable. Tous les officiers et soldats russes pris dans nos rangs furent immédiatement pendus aux réverbères disposés le long du Danube. Pourquoi la presse occidentale n'en parle-t-elle pas ? Vous n'avez rien fait pour nous, nous avons pourtant attendu votre intervention ; vous n'avez même pas su dire la vérité ! Le monde doit savoir que les seuls qui se soient portés à notre secours pour nous aider à abattre le communisme, sont des soldats russes qui étaient cantonnés chez nous. »

Je n'ai pu recouper cette information surprenante que bien plus tard, dans deux récits de source distincte. Que savez-vous exactement à ce sujet ? Il est certain que selon que l'on occulte ou souligne cette participation active à l'insurrection hongroise, on modifie complètement la signification profonde de cette insurrection et des événements qui en découleront.

Paul Andolenko

Le fait rapporté par votre interlocuteur hongrois est attesté par d'autres témoignages. Il semble certain que de nombreux militaires russes ont fraternisé avec les insurgés hongrois et ont subi plus durement que d'autres les effets de la répression. Il est également exact que des contingents asiatiques (sinon « mongols ») ont participé à la répression.

ESH

Jules Guérin

*Suite à la lecture de l'article sur le Fort Chabrol (*Enquête sur l'histoire *n° 21), je tiens à démentir catégoriquement l'allégation suivant laquelle mon arrière-grand-oncle émargeait au ministère de l'Intérieur. Les archives de la préfecture de Police n'apportent aucune preuve pour étayer cette fable. Par contre, les noms d'une dizaine d'indicateurs infiltrés dans le Grand Occident de France se trouvent inscrits sur les précieuses fiches de renseignements.*

Lors de ses obsèques, le 12 février 1910, au cimetière Montmartre, plus d'un millier d'admirateurs accompagnèrent Jules Guérin jusqu'à sa dernière demeure. Pour éviter une probable profanation, aucune inscription ne fut gravée sur la pierre tombale.

Il fallut attendre 1989, quatre-vingt dixième anniversaire du Fort Chabrol, pour que l'« Association Mémoire Jules Guérin » créée à cette occasion, ne divulgue l'identité du célèbre occupant.

Maxime Guérin
de l'Association
Mémoire Jules Guérin

Mihaïlovitch

Le dernier numéro de votre revue consacré aux Rebelles m'a vivement intéressé. J'ai été très sensible au fait que vous réserviez un article au héros de la résistance aux communistes dans le maquis yougoslave pendant la dernière guerre, le général Draja Mihaïlovitch. J'ai regretté cependant que le nom du général Néditch, qui remplit dans la Serbie occupée le même rôle que le maréchal Pétain en France, soit estropié. La Choumadija, le nom de la région d'origine de nombreux Tchetniks, m'a également parue mal transcrite. Je vous adresse toutefois mes plus vives félicitations pour ce dossier.

Nicolas Kostitch

Jean Mabire

*J'ai lu attentivement dans le numéro 21 d'*Enquête sur l'histoire *l'article intitulé « Les éveilleurs de peuples - L'Europe de 1848 ». Philippe Conrad y retrace l'itinéraire de personnages souvent méconnus en France : l'Italien Giuseppe Mazzini, le Hongrois Sandor Petöfi, ou le Polonais Adam Mickiewicz. Je possède un livre remarquable de Jean Mabire* Les Grands aventuriers de l'histoire, les éveilleurs de peuples, *(Fayard, 1982), qui consacre à chacun d'entre eux de nombreuses pages. Dans ce livre, les figures du Prussien Friedrich-Ludwig Jahn et du Norvégien Nicolas Grundtvig sont également évoquées.*

Frédéric Lejeune

Montségur

Depuis longtemps je m'intéresse à l'histoire de Montségur. Ce que rapporte votre collaborateur (n° 22, page 22 : « Mourir à Montségur ») est parfaitement authentique. Néanmoins il a omis un point capital à mes yeux : l'origine ancienne du site de Montségur. La montagne où se réfugièrent les Cathares était déjà considérée par les celtes comme un lieu sacré. D'ailleurs le visiteur, sans le moindre symbole, inscription, ou rituel, ressent très fortement la présence d'un genius loci *en cet endroit.*

François Bourrel

Vauvenargues

Je vous remercie d'avoir fait connaître le colloque Vauvenargues de la Sorbonne. Je précise que le Vauvenargues *que vont publier les éditions Desjonquères est un recueil de textes et non pas une biographie. La biographie pourra venir ensuite.*

Jean Dagen,
professeur à l'Institut de littérature française de l'université de Paris-Sorbonne (Paris IV).